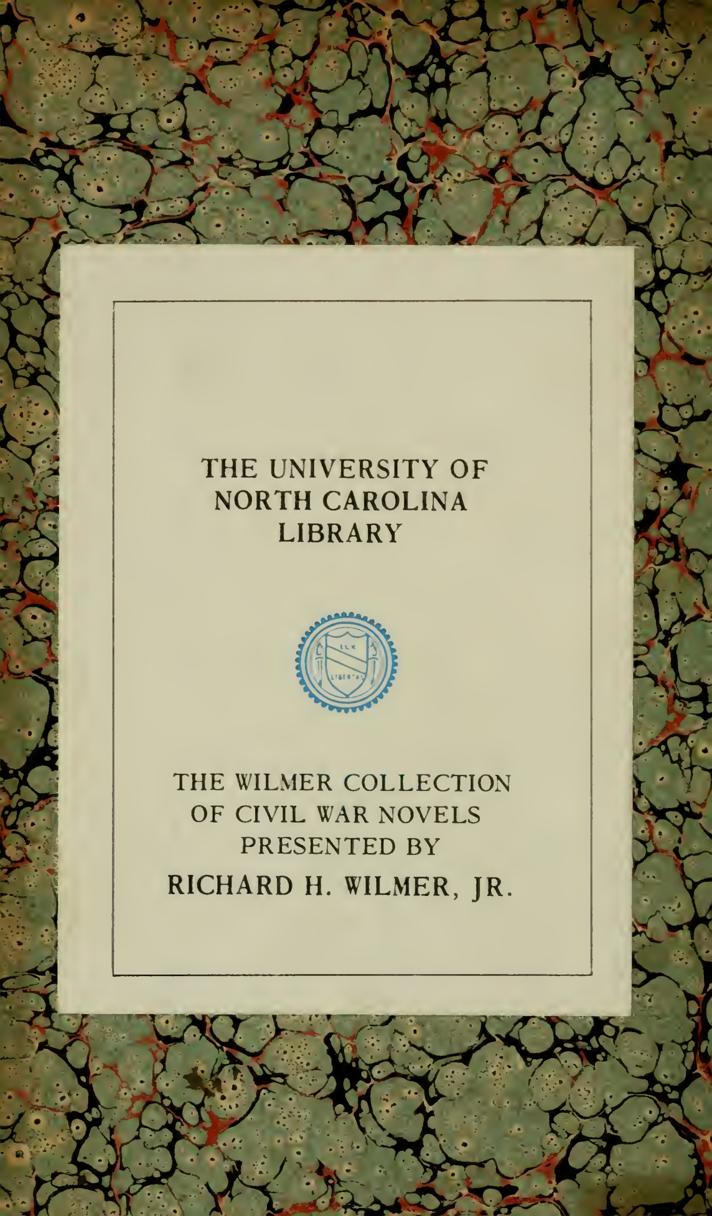
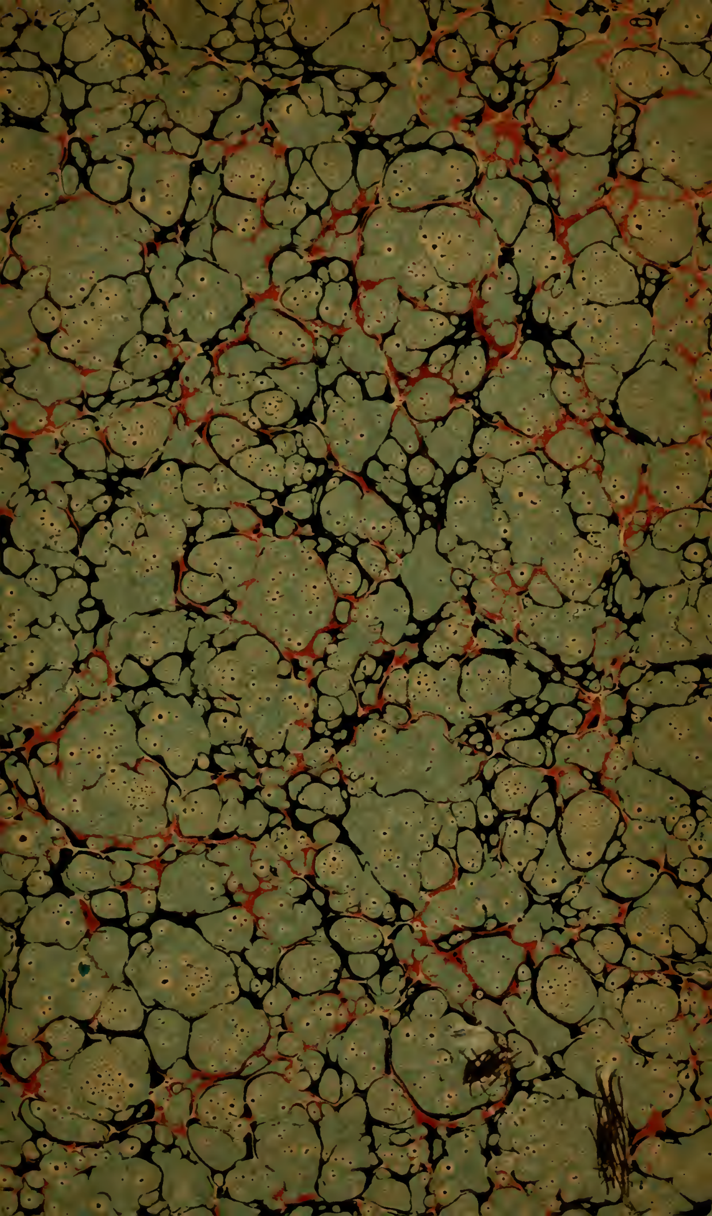



THE UNIVERSITY OF
NORTH CAROLINA
LIBRARY
THE WILMER COLLECTION
OF CIVIL WAR NOVELS
PRESENTED BY
RICHARD H. WILMER, JR.



BIBLIOTHÈQUE CHOISIE

à 2 francs le volume.

PREMIÈRE SÉRIE (*elle se composera de* 25 *volumes*).

1. — **LA CENDRILLON DU VILLAGE**, suivi de *la Malédiction*, par Raoul DE NAVERY.

2. — **LA BULGARIE ORIENTALE**, par le docteur C. ALLARD.

3. — **HISTOIRE NATURELLE DE LA FRANCE**, par A. YSABEAU.

4. — **NOUVELLES ET VOYAGES**, par Antonin RONDELET.

5. — **HISTOIRE D'UN VILLAGE**, par le vicomte DE MELUN.

6. — **UN MÉDECIN SOUS LA TERREUR**, suivi d'autres *Nouvelles*, par Edmond LAFOND.

7. — **LES ÉCHELLES DU LEVANT**, par le Dr C. ALLARD.

8. — **SOUVENIRS DE VOYAGES : EN BRETAGNE ET EN GRÈCE**, par L. DE SERBOIS.

9. — **HYGIÈNE ET ÉCONOMIE DOMESTIQUE**, par A. YSABEAU.

10. — **NOUVEAU MANUEL D'AGRICULTURE**, par une Société d'Agronomes.

11. — **LA FILLE AU COUPEUR DE PAILLE**, suivi d'autres *Nouvelles*, par Raoul DE NAVERY.

12. — **L'ODYSSÉE D'ANTOINE**, par le même.

13. — **LES DEUX SŒURS DE CHARITÉ**, suivi d'autres *Nouvelles*, par Hervé DU PONTRAIS.

14. — **ŒUVRES CHOISIES DE PAUL REYNIER**, précédées d'une *Introduction*, par M. l'abbé BAYLE.

15. — **SCÈNES DE LA VIE INTIME**, par Mme Dorothée DE BODEN.

16-17. **LA GUERRE D'AMÉRIQUE**, récit d'un soldat du Sud, par Marius FONTANE. 2 vol. avec carte.

PARIS. — IMP. ADRIEN LE CLERE, RUE CASSETTE, 29.

LA
GUERRE D'AMÉRIQUE

RÉCIT D'UN SOLDAT DU SUD

PAR MARIUS FONTANE.

TOME SECOND

PARIS

ADRIEN LE CLERE ET Ce,
ÉDITEURS,
Rue Cassette, 29.

C. DILLET,
ÉDITEUR,
Rue de Sèvres, 15.

LA

GUERRE D'AMÉRIQUE

RÉCIT D'UN SOLDAT DU SUD.

QUATRIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER.

Défense de Richmond. — Entrée en campagne des Nordistes — Rêves des fiancés. — Les finances du Nord et du Sud. — Assaut de York-town (16 avril 1862).

L'*Inquirer* tint sa promesse : le lendemain il nous arriva avec un plan qui couvrait la moitié de sa première page. Jules Toinot étudia ce plan. Je l'étudiai à mon tour, pour m'intéresser plus encore à cette campagne que les armées du Nord venaient d'entamer pour s'emparer de notre capitale, Richmond. Le général Mac-Clellan n'avait qu'une route à suivre : avancer vers l'intérieur par la langue de terre resserrée entre les deux rivières, le James et le York. Nos généraux avaient organisé quatre obstacles prin-

cipaux pour arrêter cette invasion : d'abord York-town, à deux jours de marche du fort Monroë, où les Fédéraux avaient débarqué, ville située sur la rive de York-river ; 2° Breek-house, point fortifié à l'endroit même où une autre rivière, le Pamunkey, vient se jeter dans le York en formant un V avec une autre rivière, le Mattapony, qui vient également se jeter dans le York-river ; 3° White-house, point où le Pamunkey-river n'est plus navigable et qu'un chemin de fer traverse reliant West-point à Richmond; et 4° Botton-bridge, près Richmond, pont jeté près d'une nouvelle rivière, le Chikahominy, qui court porter ses eaux au James-river et que traverse le même chemin de fer que j'ai cité. Tous ces noms de rivières, de ponts, de forteresses m'embrouillaient. Je ne saisissais pas bien les conditions du champ de bataille. « Les armées du Nord, me dit Jules, sont au fort Monroë, ou du moins elles y étaient après le débarquement que le *Merrimac* n'a pu empêcher... Suivez-moi bien : vous savez que les deux rivières, le York et le James, celle-ci au sud, celle-là au nord, descendent parallèlement vers la baie de Chesapeake, et que, par conséquent, jusqu'à Richmond le terrain est limité entre ces deux cours d'eau comme la

largeur d'une rue est limitée par la double rangée de maisons qui la bordent?

— Je sais cela.

— En remontant le James-river, au sud, on arrive sous les murs de Richmond.

— Je sais.

— En remontant le York-river, on arrive à West-point.

— Ah?

— Oui... eh bien, West-point est relié à Richmond par un chemin de fer.

— Je vois.

— Maintenant, revenons au fort Monroë, où était campé le général Mac-Clellan. Pour marcher sur Richmond, il doit renverser tous les obstacles qui se présenteront. Tandis que son armée avancera dans l'intérieur des terres, des canonnières remonteront l'une des deux rivières pour protéger l'armée et lui assurer en même temps des provisions.

— Les canonnières, interrompis-je, ne peuvent pas remonter le James-river, puisque notre *errimac* par son attitude seulement menaçante en ferme l'entrée.

— Très-bien; aussi les Nordistes marchent-ils vers notre capitale en suivant les bords du York-river et non ceux du James-river.

— Je conçois.

— Par conséquent, il ne nous reste qu'à connaître les points où ils seront arrêtés. Voici d'abord York-town, ville fortifiée ; Breek-house, seconde ville fortifiée; ensuite Williamsburg, autre ville fortifiée entre ces deux dernières... Ces trois villes sont situées sur les bords du York-river. A Breek-house, le York-river perd son nom : car il est formé des eaux de deux rivières, qui viennent se rejoindre en formant un ⋗ couché : la branche d'en haut de l'Y, c'est le Mattapony-river; la branche d'en bas, c'est le Pamunkey-river... Alors, n'est-ce pas? arrivées à Breek-House, les canonnières vont quitter les eaux du York-river pour entrer dans les eaux du Pamunkey-river? Mais le Pamunkey n'est pas navigable jusqu'à sa source : il cesse de l'être juste au point où le chemin de fer qui va de West-point à Richmond le traverse. Arrivée là, l'armée du Nord, qui ne sera plus protégée par ses canonnières, devra s'emparer de ce chemin de fer qui va directement à notre capitale d'un côté, et de l'autre au Pamunkey, au point où les canonnières stationneront pour fournir des vivres, de la poudre ou des balles, et évacuer les blessés... Ce chemin de fer, cependant, pour arriver à Richmond, traverse une rivière qui

va se jeter, elle, dans le James-river, c'est le Chikahominy. Le point où les rails traversent la rivière s'appelle Bottonbridge.

— *Bridge,* en anglais, veut dire *pont?*

— Précisément; un peu au sud de la voie ferrée le Chikahominy-river coule sous un pont bas, d'où *Botton-bridge,* sur lequel passe l'une des routes principales de la Virginie. Voici donc les ouvrages élevés contre la marche des armées du Nord : York-town, Williamsburg, Breek-house, White-house, Botton-bridge... et Richmond bien abrité, Dieu merci!

— Ainsi, le Nord devra tenter cinq assauts pour arriver sous les murs de notre capitale?

— Cinq assauts au moins, car nos généraux peuvent élever de nouvelles défenses.

— Cela me tranquillise.

— Si vous voulez être plus tranquille encore, lisez dans l'*Inquirer* l'histoire du premier de ces cinq assauts. »

Je pris le journal, le pliai et me dirigeai vers le bois de pins où Marie était allée, avec les esclaves, pour régulariser les fontaines de résine qu'un fort coup de vent avait maltraitées.

Ce jour-là, nous parlâmes non-seulement de notre mariage, mais encore de notre installation prochaine dans *notre* plantation. Le nombre des

meubles, la couleur des étoffes, le payement de la dette que j'avais contractée envers le banquier de New-York et que je payais à son correspondant de Richmond, tout fut réglé. Marie évaluait le prix de nos cotons récoltés, de nos maïs, de notre tabac... d'abord en temps de guerre, ensuite en temps de paix. Elle rapprochait le chiffre de nos recettes du chiffre de nos dépenses, fixait nos économies probables, l'intérêt des intérêts de l'argent que nous devions confier au banquier de son père, et elle arrivait ainsi à nous faire riches, très-riches en moins de dix ans avec la paix, en vingt ans avec la guerre. J'avoue que je ne comprenais rien, absolument rien, à tous ces gros chiffres qu'elle dessinait sur le sable avec le pommeau de sa cravache : les *intérêts des intérêts*, l'*escompte* du *payement anticipé* de notre dette, l'*amortissement* des frais de construction de la maison et du hangar et de la *valeur* de nos esclaves qui devaient être libres en dix ans, etc., etc. Enfin, tous ces chiffres, il paraît, prétendaient qu'au bout de ces dix ans nous pouvions revendre notre terrain, émanciper nos esclaves et aller vivre bien heureux dans une ville quelconque des Etats-Unis. Quel beau rêve !

Dix ans en temps de paix et vingt ans en

temps de guerre, avait-elle dit. Cette guerre ne pouvait pas durer dix ans ! Marie effaça tous les chiffres faits sur le sable, et elle recommença de nouveaux calculs. Je l'admirais vraiment ! « La guerre ne peut pas durer plus de cinq ans, dit-elle : le Nord, qui n'avait aucune dette, a été obligé d'emprunter pour payer les mercenaires qu'il a engagés et les munitions dont il était dépourvu. En 1861, au moment de l'entrée en campagne, le gouvernement devait déjà 265 millions de dollars ; cette année, le congrès de Washington a dû emprunter plus de 835 millions de dollars. C'est le chiffre nécessaire ; on peut s'en servir comme de base, n'est-ce pas ?

— Je n'en sais rien, moi : je ne peux pas faire une division de cinq chiffres... ainsi !

— Nos financiers, et les financiers du Nord même, sont de cet avis. Additionnons. Une guerre qui durerait encore trois ans ajouterait chaque jour à la dette fédérale un chiffre de près de 2 millions de dollars... ça fait donc pour 1865 une dette totale de 4 milliards 180 millions de dollars.

— En monnaie de France, combien cela fait-il ?

— C'est facile à savoir : le dollar vaut 5 francs

35 centimes; cela fera environ 22 milliards 400 millions de francs.

— C'est effrayant!

— Et le Nord, il faut le remarquer, ne pourra satisfaire à tous ces engagements que par la voie de l'impôt... Ainsi, voilà un pays qui n'avait pas un centime de dette en 1860, et qui dans trois ans, si la guerre continue, devra 22 milliards, au moins.

— Mais, dis-je, et nous?

— Pour nous, continua Marie, la situation est bien différente.

— Comment cela?

— D'abord nous ne payons pas nos soldats.

— C'est vrai.

— Et le Nord, qui paye 600,000 hommes au moins aujourd'hui, a prévu un nouvel enrôlement de 700,000 hommes pour cette année. Ensuite, nous produisons encore assez de denrées pour nous nourrir; le Nord, lui, paye très-cher ses vivres: car il cultive moins, beaucoup moins que nous. Notre gouvernement fera sans doute aussi quelques emprunts; mais nous avons, pour payer ces emprunts, notre terre qui produit merveilleusement de tout, depuis le pin de la Virginie jusqu'aux oranges de la Floride; le coton, le tabac, les bestiaux, le fer,

la laine, les cuirs, le sucre, le riz, le maïs... et nos mines de charbon, de cuivre, de salpêtre, de plomb! En 1860, nos banques possédaient 39 millions de dollars en dépôt, tandis que le Nord, ce pays des banquiers, n'en possédait que 44... Cependant, ces produits ne nous serviront de rien, dans un avenir malheureusement trop rapproché.

— Pourquoi?

— Le Nord a bloqué tous... ou, pour mieux dire, presque tous nos ports; il s'efforce de rendre ce blocus le plus complet possible, de telle sorte que dans quelques mois nous ne pourrons plus faire sortir quoi que ce soit des États Confédérés. Nous serons forcés d'établir de grands dépôts de coton, de tabac, etc... Mais les dépôts n'enrichissent personne. Ainsi, trois ans de guerre nous affaibliraient autant que seront affaiblis nos ennemis. Les plus grandes défaites ne se signaleront pas sur les champs de bataille; c'est aux caisses des banquiers que se livreront les plus rudes assauts.

— En attendant, dis-je, en prenant l'*Inquirer* et le déployant, l'assaut de York-town a été repoussé.

— Oui, et il paraît que les détails en sont intéressants.

..

— Voici le journal qui en contient le récit.

— Ah ! voyons. »

Sur le sable, nous traçâmes les lignes qui étaient sur le plan de l'*Inquirer* et nous suivîmes, pas à pas, les marches des Nordistes. L'armée du général Mac-Clellan, que l'on nommait encore l'*armée du Potomac*, en souvenir des premières opérations malheureuses accomplies par elle sur les bords du Potomac-river, avait mis deux jours pour arriver près de York-town, gênée seulement deux fois dans sa marche par des redoutes que nos soldats avaient abandonnées sans résistance sérieuse. Sous les murs de York-town les ennemis avaient dû camper, et nos canons, grâce à la position de cette ville sur les bords du York-river, arrêtèrent en même temps les soldats nordistes et les canonnières qui remontaient la rivière : quarante grosses pièces avaient été braquées sur le York-river, que la marine du Nord reconnut impossible à forcer.

Pour défendre York-town du côté de la terre, nos officiers avaient établi, de distance en distance, des espèces de murailles basses, mais épaisses, dans les terrains marécageux qui entouraient la ville et que l'hiver avait abondamment couverts d'eau. Ces murailles étaient défendues par de l'artillerie.

Pour arriver donc sous les murs de York-town les Nordistes étaient obligés de construire des routes solides ; pour cela, ils firent des *corduroy-roads*, comme les appellent les Américains, c'est-à-dire que, coupant tous les arbres qui leur étaient nécessaires, ils les ébranchaient et les posaient par le travers sur le sol. Grâce à ce travail, leur artillerie pût arriver jusqu'aux digues basses ; véritables digues, car ainsi limitées les eaux s'étaient répandues, et York-town, la ville fortifiée, semblait maintenant bâtie au centre d'un vaste étang. L'ennemi était forcé de coucher sur ces routes.

Mais tout ce grand travail terminé ne fit pas que York-town fût prenable : car York-town était entouré de défenses qui ne mesuraient pas moins de sept milles de longueur ! En un point appelé Lees-mill, l'ennemi pouvait tenter un passage, avec de l'eau jusqu'à la ceinture *seulement !* Le 16 avril avait eu lieu cette tentative : dix-huit pièces de campagne ouvrant le feu, quelques compagnies s'avancèrent bravement et prirent un canon ; mais leurs munitions étant mouillées, elles durent revenir sur leurs pas , laissant sur le sol la moitié des leurs. « L'ennemi a accepté sa défaite, mais n'a pas renoncé à l'espoir de prendre York-town, disait en ter-

minant le rédacteur de l'*Inquirer;* et parce qu'en 1781 York-town, assiégé par les armées française et américaine commandées par Washington et Rosambeau, a, en capitulant, assuré l'indépendance des États-Unis, les officiers nordistes se flattent d'arriver au même résultat ; ils vont mettre le siége devant la place. »

Quand nos yeux se détachèrent du plan que nous avions tracé sur le sable, nous vîmes les nègres qui nous entouraient. Le soleil était bas : c'était l'heure du retour, et les esclaves nous le rappelaient. Nous revînmes à la plantation.

CHAPITRE II.

Une Américaine teneur de livres. — Un payement en or. — Les exigences d'un fiancé. — Le cadeau de noces.

Nous avions projeté, Marie et moi, de soumettre le soir même à maître Toinot nos vœux d'installation dans notre domaine, et, nous rappelant que toujours après le dîner arrivaient des visiteurs qui nous interdisaient tout entretien de famille, voici ce que nous avions combiné. Marie devait, dès notre arrivée à la plantation,

courir dans la chambre de son père et *mettre à jour*, suivant son expression habituelle, les livres de la comptabilité dont elle était chargée : travail qui lui demandait deux à trois heures d'application par mois. Maître Toinot, avec sa grosse écriture toute tremblée, notait, tantôt à l'encre, tantôt au crayon, sur des carrés de papier de toutes dimensions, les ventes et les achats qu'il faisait, les sommes qu'il fournissait à la nourrice de Marie pour les dépenses de la maison, les dollars qu'il comptait à Phœbus pour payer les fers des chevaux, etc... et ma fiancée, recueillant un beau jour tous ces brouillons, les réunissait, les vérifiait et inscrivait sur le grand registre, qui ne sortait jamais de la chambre de son père, les chiffres qu'elle combinait. Et chaque fois qu'elle avait terminé un travail de ce genre, elle disait au planteur : « Père, nous sommes riches de *tant* de dollars et *tant* de cents. » Chaque dollar, cette monnaie américaine, se divise en cent parties qui gardent chacune le nom de *cent* ; ils disent *dollars*, comme nous disons un écu, et *cent*, comme nous disons centime. Chose singulière ! maître Toinot, ce planteur assez habile pour s'être assuré une exploitation que l'on considérait dans le pays comme un modèle, tant les produits en

étaient excellents et l'organisation simple, regardait, sans y comprendre plus que je n'y comprenais moi-même, les longues colonnes de chiffres noirs et rouges que Marie alignait sur le registre. C'est une Américaine qui avait appris cela à ma fiancée. C'était vraiment admirable de la voir, pendant une heure, tournant et retournant les pages, notant un numéro par ci, un chiffre par là, et arrivant à dire combien il y avait de dollars dans la poche de son père, de balles de coton dans les hangars, de sacs de maïs, de couffes de résine, etc. Il paraît même que depuis que Marie avait installé cette comptabilité, maître Toinot faisait de bien meilleures affaires... Aussi, avec quel intérêt suivait-il le travail de Marie, lorsqu'elle écrivait sur le registre! Ces jours-là, il ne s'occupait d'aucune autre chose : il montait dans sa chambre, s'étendait dans un fauteuil, et les bras croisés, silencieux, il attendait la dernière addition qui signalait ses bénéfices.

Il était donc bien convenu que, dès notre arrivée à la plantation, Marie irait ouvrir le fameux registre. Maître Toinot devait la suivre, et, comme il était assez tard, le dîner devait interrompre le travail. Après le repas, elle remontait dans la chambre de son père, qui la

suivait, et terminant le tout alors en quelques minutes, nous gardions naturellement le reste de la soirée pour nous.

Cela nous réussit merveilleusement. Maître Toinot non-seulement se montra très-satisfait de l'ardeur de sa fille, mais encore il lui avoua qu'il était très-désireux de connaître l'état de ses affaires. « Les temps sont bien changés, dit-il : je dépense comme jadis, mais je n'encaisse plus.

— C'est vrai, répondit Marie, mais vous entassez vos produits qui acquièrent chaque jour une valeur plus grande. L'Europe ne reçoit plus nos cotons grâce à ce maudit blocus, mais aussi combien il paye cher ceux qu'il peut se procurer !

— Il me semble, dis-je dans mon ignorance, que le jour où nous pourrons envoyer aux fabricants d'Europe ces cotons qui sont prisonniers chez nous, ils n'auront plus à les payer très-cher, puisqu'ils ne souffriront plus de cette disette?

— Cela serait très-justement raisonné, me répondit Marie, si nous continuions nos récoltes; mais, au contraire, nous avons arraché dans les États du Sud la plus grande partie des cotonniers, et nous plantons du maïs et des

pommes de terre dans les terrains qui produisaient le coton; aussi, plus nous allons, plus les fabriques d'Europe ont besoin de marchandises, et plus celles que nous avons en dépôt deviennent précieuses.

— Ma chère enfant, reprit maître Toinot, tandis que sa fille comptait les papiers qu'il venait de lui remettre, je sais bien que notre propriété ne diminuera pas de valeur; mais ce qui m'inquiète, c'est que je dois payer dans huit jours 3,000 dollars à notre banquier de la Nouvelle-Orléans.

— Mais, mon père, voici sur le registre le compte de votre banquier de Richmond qui vous doit, lui, 10,000 dollars.

— Je le sais...seulement; mon banquier de Richmond me paye avec la monnaie qu'il lui plaît de me remettre, lui, et moi je me suis engagé, tu le sais, à toujours payer mon banquier de la Nouvelle-Orléans en pièces d'or... et la monnaie d'or est très-rare en ce moment.

— En ce cas, vite, je vais écrire à votre banquier de Richmond pour qu'il ait à prévoir ce payement.

— J'ai écrit hier, Mademoiselle!

— Ah! c'est bien.

— Je vous remercie pour cette approbation flatteuse, riposta maître Toinot avec un bon sourire.

— Mon cher père! combien je vous aime! » dit-elle en prenant les mains du planteur qu'elle couvrit de baisers.

Et lui, il se prit à la regarder longuement. Lorsqu'il dirigea ses yeux vers moi, je vis très-bien une larme briller à la pointe de ses cils.

Quelle bonne idée nous avions eue de soumettre nos projets à maître Toinot! Cet excellent homme nous écouta avec une extrême patience. Marie ne lui épargna aucun détail : avec un enjouement qui me charmait et dont je ne l'aurais pas crue capable, tant elle faisait toutes choses sérieusement, elle s'était assise sur un tabouret de bambous tressés, au pied de maître Toinot, et, tenant dans ses mains si petites la main de son père, elle énumérait avec un gracieux balancement de tête tous les meubles que nous avions qualifiés d'indispensables pour notre installation. De temps à autre elle s'interrompait, et se retournant vers moi : « N'est-ce pas? » me disait-elle. Je répondais : « Certainement! » et elle reprenait la suite de nos projets.

Quand elle eut tout dit, maître Toinot prit la

tasse de thé que la négresse avait apportée, et, après l'avoir bue, il parut rentrer en lui-même, ainsi qu'il le faisait chaque fois qu'il s'agissait, pour lui, de prendre une décision d'extrême gravité. Marie en était tout émue : elle me regardait avec ses grands yeux pleins d'étonnement... Moi-même j'eus un instant de crainte. On ne se figure pas combien on devient peureux à mesure qu'on approche d'un but désiré : à l'origine, je me le rappelle, rien ne me paraissait impossible; il me semblait que pour me rendre digne de cette fiancée qui n'était encore pour moi alors qu'une sœur, j'aurais renversé des montagnes; aujourd'hui, Marie était presque ma femme (nous avions échangé nos serments), et cependant je sentais qu'un seul grain de sable pouvait nous arrêter. Qu'allait donc dire maître Toinot? Marie, de par les mœurs américaines, de par les lois aussi, était entièrement libre de se choisir un époux, c'est vrai; mais pouvais-je penser un seul instant à méconnaître la volonté de son père? Et s'il allait déclarer notre mariage impossible! s'il allait même nous conseiller de retarder encore l'heure de l'union! Il ne resta silencieux que durant quelques minutes... Oh! combien elles furent longues pour ces deux pauvres cœurs

tremblants dont le bonheur tenait à un fil ! Il me vint des idées absurdes, des pensées comme on en a la nuit quand on s'endort sur le côté gauche ; croirait-on que j'allais jusqu'à songer à ce qu'il me resterait à faire si le planteur devait m'avouer qu'il ne pouvait pas marier sa fille à un jeune homme dont il ne connaissait pas, après tout, le passé ? Il ignorait les raisons qui m'avaient fait quitter la France ; il m'avait engagé comme on engage un ouvrier qu'on paye à la journée et auquel on ne demande qu'un travail assidu. Dans un pays peuplé d'émigrants, comment distinguer l'homme qu'une noble ambition a dirigé de celui qu'une condamnation a banni de sa patrie ? Il ne savait de mon passé que ce que je lui en avais dit ; avait-il ajouté foi à mes paroles ? Cette idée me fit frémir. Qu'est-ce que j'aurais répondu s'il m'avait questionné devant Marie ? Dieu sait si j'avais toujours été honnête ! eh bien, si maître Toinot, assis là, devant moi, comme un juge, m'avait exprimé ses doutes, vraiment j'aurais perdu la tête, comme on dit, et j'aurais rougi comme un coupable... Je sentais déjà le sang qui me brûlait les oreilles, ainsi !...

« Vous êtes deux enfants, dit enfin le planteur : savez-vous combien il vous faudra de

dollars pour acheter toutes ces tables, ces chaises, ces armoires, etc...?

— Père, voilà le chiffre total, interrompit victorieusement Marie en tendant un papier à maître Toinot.

— Vraiment, Mademoiselle, vous avez calculé vos dépenses sur les dépenses que j'ai faites moi-même lorsque j'ai meublé à neuf notre maison, et vous croyez que rien n'est changé depuis sept ans? Un fauteuil comme celui de votre père, dix dollars, avez-vous écrit? mettez vingt dollars, je vous prie, et ainsi du reste.

— Vraiment? s'écria Marie désappointée... Comment faire alors? ajouta-t-elle.

— Dépenser le double, riposta maître Toinot.

— Mais nous n'avons que cette somme dans notre caisse, dit ma fiancée... Ah! voici: nous emprunterons?

— A qui? interrompit le planteur: à qui, mon Dieu? Quel banquier est assez fou, en ces temps de guerre, pour ouvrir ses caisses à un planteur qui n'a pour toute richesse que des maisons qu'on peut brûler demain, des récoltes qu'on peut enlever à main armée, et des esclaves qui peuvent se révolter? à qui emprunter?

— Mais, à vous, mon père, » dit Marie avec une charmante naïveté.

Maître Toinot fut bien heureux de ce mot si vite dit. « A vous, mon père! répétait-il en imitant la voix de sa fille : à vous! » et il riait aux éclats.

« Non, Madame, continua-t-il en prenant un air très-grave et un accent rude... non, Madame, je ne vous prêterai pas un dollar, puisque depuis l'arrivée de ce voleur dans mes plantations vous conspirez avec lui contre moi. Il m'a pris votre cœur, ce monsieur! »

Et si maître Toinot n'avait pas dit toutes ces choses en pressant sur sa poitrine les deux mains de sa fille et en souriant chaque fois qu'il me regardait, j'aurais peut-être bien souffert, tant il parlait haut.

« *Il* arrive ici, *il* s'installe... *il* se fait aimer de tout le monde à la plantation... Les nègres eux-mêmes ne disent *massa Tistin* qu'avec un sourire aussi large que lorsqu'on leur donne de l'eau-de-vie... *il* apprend l'anglais en trois mois, *il* a bien soin d'avoir les fièvres des rizières pour qu'on le soigne, *il* devient héros en une bataille, *il* se fait dessiner sur la joue une balafre superbe, et *il* revient reprendre tranquillement les travaux de la terre comme

un nouveau Washington... Comment voulez-vous qu'un pauvre père puisse lutter contre un intrigant pareil? Et aujourd'hui qu'il m'a pris mon enfant, vous croyez qu'il est satisfait? pas du tout! Il veut me dépouiller! Sa complice... son affreuse complice, mon ennemie jurée, ma fille le sert si bien! Il a construit sa caverne, le brigand, et c'est à mes dépens qu'il prétend l'embellir... Voici la liste des meubles nécessaires, indispensables! Et vous avez cru qu'il viendrait la nuit, avec des aides, enlever mes meubles pour les transporter chez lui? allons donc! il dédaigne ces procédés anciens; il me soumet, lui, la liste de ses exigences, et je dois y satisfaire... soit! prenez tout: choisissez les meubles les plus beaux, la vaisselle la plus ornée, les étoffes les plus riches, et vite débarrassez-moi de tous ces objets encombrants... Est-ce là ce que vous vouliez?

— Mon bon père! » s'écria Marie, en se jetant au cou du planteur.

Je ne pus résister : je m'inclinai, et, prenant la main tremblante de maître Toinot, je la portai à mes lèvres et la baisai de toutes mes forces.

« Maintenant, reprit le planteur en essuyant

deux grosses larmes qui brillaient sur les joues de son enfant, pouvez-vous au moins me dire quel jour vous choisirez pour exécuter votre coup de main, mes chers voleurs?

— Demain, mon père, répondit Marie dans une caresse.

— Alors il faut dire à Phœbus de préparer les chariots?

— Et il faut écrire à notre oncle de Charleston, continua Marie, pour qu'il nous indique le jour où il pourra venir...

— Oh! mon enfant, interrompit le planteur, si tu attends que ton oncle fixe une date pour quoi que ce soit, tu peux être certaine que bien des semaines passeront, et des mois aussi, avant qu'il se soit décidé seulement à réfléchir.

— Alors, riposta ma fiancée, je choisis l'anniversaire de ma naissance : le 15 mai... Je vais écrire.

— Dans quinze jours? dit maître Toinot.

— Dans quinze jours, oui! » répondit Marie. »

Je donnai moi-même à Phœbus l'ordre de préparer les chariots, et il fut convenu que le lendemain, à midi, on transporterait le cadeau de noces de maître Toinot à ma plantation.

CHAPITRE III.

Une lettre mystérieuse. — Un planteur prisonnier d'un banquier. — Corsaire et pirate. — Neutralité de l'Angleterre pendant la guerre d'Amérique.

Dans notre promptitude à régler l'installation de nos meubles, nous avions tout simplement oublié que *notre* maison n'était pas prête à les recevoir : il fallait le travail de trois nègres, pendant trois jours, au moins, pour mettre tout en état. Ce n'était qu'un léger retard... Malheureusement les matériaux nécessaires manquaient et il me fallait aller à Florence pour me les procurer. Au moment où je mettais le pied à l'étrier pour me rendre à cette dernière ville, Marie m'appela dans l'intérieur de l'habitation. Maître Toinot venait de recevoir la réponse de son banquier de Richmond à la lettre qu'il lui avait adressée, au sujet de ce payement en or que le planteur devait faire. Le banquier se disait être dans la plus complète impossibilité de se procurer, en or, *le quart* de la somme nécessaire... « Mais, disait la lettre en finissant, je crois pouvoir vous assurer qu'un moyen se présentera

bientôt qui vous permettra de faire face à vos engagements : ne quittez pas votre plantation d'ici à huit jours, et soyez prêt à toute heure pour recevoir celui qu'un bon destin vous enverra. Je ne puis vous en dire davantage. J'ajoute cependant, bien que cela soit inutile, je le pense... j'ajoute que l'occasion se présentera pour vous, en ces circonstances, de rendre probablement un service à notre cause : car vous n'oublierez certainement pas que notre gouvernement a de grands besoins et qu'il est du devoir de tout citoyen du Sud de profiter de toutes les occasions pour lui venir en aide. Vous me comprendrez quand le moment sera venu. » Ces lignes étaient signées ainsi : *I am your*. Jakson ; c'est-à-dire : « Je suis vôtre. Jakson. »

Maître Toinot lut trois fois cette lettre. C'était bien la signature de son banquier. Que voulait-il lui dire? pourquoi ce style mystérieux ? « Oui, dit le planteur, très-impressionné, il y a des choses qui se disent, mais ne s'écrivent pas... Encore essaye-t-on de se faire comprendre. Voyons, Marie, lis à ton tour. » Elle lut cette lettre et, après elle, moi-même j'essayai de déchiffrer l'énigme : « Soyez prêt, avait écrit M. Jakson, prêt à toute heure pour recevoir

celui qu'un bon destin vous enverra. » *Celui* indique une personne évidemment.

— Quel rapport, interrompit maître Toinot, peut-il y avoir entre le compte de mon banquier de Richmond, le compte de mon banquier de la Nouvelle-Orléans et les besoins du gouvernement de Jefferson Davis? Et en quoi le payement en or que j'ai à faire à droite, et qu'on me refuse à gauche, peut-il m'amener une occasion de rendre un service à la cause du Sud? La ligne la plus claire, continua-t-il, après avoir relu la lettre, est celle-ci: « Ne quittez pas votre plan-« tation d'ici à huit jours. » Je suis donc le prisonnier de mon banquier? »

Jules Toinot, consulté, ne fut pas plus heureux que nous. Il remarqua cependant qu'en annonçant la venue de *celui* que devait envoyer le destin, l'auteur de la lettre entendait assurer le bon résultat de cette visite, en recommandant à son père de ne pas quitter la plantation, et croyait en même temps « pouvoir assurer qu'un moyen se présenterait bientôt » qui permettrait au planteur de « satisfaire à ses engagements »

« Mon avis donc, dit mon capitaine, est qu'une personne quelconque doit se présenter ici, qui vous indiquera les moyens de payer en or votre banquier de la Nouvelle-Orléans.

— Je suis aussi de cet avis, dit Marie.

— Et vous? questionna maître Toinot en me regardant.

— Moi? je suis de l'avis de Marie.

— Naturellement! riposta le planteur.

— Naturellement, répéta Marie avec un délicieux sourire.

— N'en parlons plus! reprit maître Toinot en pliant la lettre de son banquier... n'en parlons plus, et attendons celui que doit nous envoyer le bon destin. »

Quel homme que ce vieillard! Toujours satisfait, jamais d'humeur chagrine; sérieux ou enjoué suivant les circonstances; passant en un éclair, et sans effort, de la gaieté la plus brillante aux préoccupations d'esprit les plus profondes; d'une activité de gestes et de pensées extraordinaire. Il lui fallait toujours quelque chose à tourner et à retourner dans ses mains, et un but à étudier et à poursuivre dans son esprit..... Le matin même il avait projeté une grande inspection de ses propriétés, et son cheval sellé l'attendait dans l'allée; heure par heure il avait réglé son excursion. Sitôt cette lettre reçue, et sans embarras aucun, il changea ses projets, appela ses esclaves les plus adroits, et donna des ordres pour commencer bon

nombre de réparations aux cases que l'hiver avait maltraitées.

Quelle différence entre maître Toinot et Baptistin, entre *lui* et *moi !* Ce seul changement de projets me bouleversait à un tel point que je ne savais plus ce que je ferais de ma journée. Et avec cela, il ne fallait plus songer à les transporter, ces meubles si vite choisis : nous ne devions pas enlever à notre bon père la joie qu'il s'était promise à nous voir organiser *notre intérieur*. Il est vrai que ce transport ne devait être effectué que dans trois jours au plus tôt, et d'ici là ce visiteur mystérieux annoncé par le banquier de Richmond pouvait venir délivrer le planteur. Je partis pour Florence cependant, malgré l'hésitation que j'avais éprouvée d'abord à laisser maître Toinot. Ce fut Marie qui m'y décida : elle me dit que nous ne devions pas perdre un seul jour.

Nous l'attendîmes trois jours, quatre jours, cinq jours, *celui* que le destin... le bon destin devait nous envoyer : il se faisait attendre, trop attendre en vérité. Maître Toinot ne pouvait cacher son impatience, impatience d'autant plus vive que, si le visiteur mystérieux ne se montrait pas, en revanche un visiteur était venu, sans aucun mystère, s'installer, lui, à la plantation.

Dans deux jours, le 1er mai, il fallait payer en or la somme due au banquier de la Nouvelle-Orléans, et ce dernier avait chargé son représentant établi à Charleston, un Français, M. Laurens, d'encaisser cette somme. En cette époque de guerre, un payement en or de 3,000 dollars devait être soigné. Maître Toinot ne se montra nullement froissé de cette visite intéressée; bien au contraire, il engagea M. Laurens à devenir son hôte et lui expliqua très-franchement sa situation : « Si, dit-il, le 1er mai, au matin, je ne vous ai pas remis la somme en question, je signerai un acte au nom duquel vous pourrez vous adresser à mon banquier de Richmond, qui recevra l'ordre de se procurer cette somme en or à n'importe quel prix. » M. Laurens accepta cette proposition.

Ne voulant pas être importun, M. Laurens passait toutes ses journées, le fusil sur l'épaule, à courir de-ci de-là, chassant le petit gibier, dont il était très-friand. Je regrettai, pour ma part, cet excès de délicatesse qui m'empêchait de parler de mon pays avec ce compatriote. Je me surprenais parfois à la regretter, ma belle Provence; la mer, la mer surtout, j'aurais voulu la revoir : ces belles vagues du Prado, où étaient-elles? à des centaines et des centaines de

lieues! Il me semble que si j'avais pu seulement aspirer les senteurs des algues, j'aurais été satisfait. Mais n'avais-je vraiment pas mille fois tort de m'arrêter à ces regrets? Quel humain n'aurait pas voulu être à ma place? D'ailleurs, quand ces pensées me venaient, je possédais un moyen certain de les repousser bien loin de moi... les repousser, non, je ne dois pas me servir de ce mot; mais je savais, par un seul effort de mémoire, changer en franche gaieté le soupir que je sentais grossir dans ma poitrine; et ce moyen était bien simple, il me suffisait de m'adresser cette question : « Baptistin, que serais-tu à cette heure si tu étais resté à Marseille? Tu serais jardinier dans une villa du Prado grande comme une cour de caserne, et tu travaillerais comme... comme un nègre, pour arriver à gagner juste de quoi te nourrir et te vêtir... et si ton cœur s'était pris à battre, tu n'aurais eu que l'espoir de donner ton nom à la fille de quelque malheureux pêcheur de Mazargues, dont tu aurais à partager les peines. » Certes, non, mes tristesses ne résistaient pas à ce raisonnement.

Le soleil du 30 avril disparut sans que le mystère du banquier de Richmond se fût éclairci. Pour la première fois, maître Toinot se

montra réellement soucieux. Ses préoccupations étaient telles qu'il déplia la lettre et se prit à la considérer avec attention : « Serait-ce un piége? murmura-t-il.

— Un piége! se hâta d'interrompre Marie qui cachait mal son trouble... Un piége! et dans quel but?...

— Le sais-je?

— Voyons, mon père, qui, dans le monde, peut être intéressé à vous donner de l'ennui? Vos craintes ne reposent sur rien.

— Je n'ai aucune crainte, riposta le planteur. Je suis certain de satisfaire à mes engagements, les seuls que j'aie pris. Je ferai un sacrifice, et tout sera terminé. Heureux seraient les Etats du Sud si tous les planteurs se trouvaient dans une situation semblable à la mienne... Ce qui me désole, vois-tu, c'est la pensée que j'ai pu être mystifié par quelqu'un.

— Encore une fois, mon père, dit Marie en s'efforçant de sourire, quel intérêt peut avoir... n'importe qui, à... »

Maître Toinot se leva : il paraissait ne plus entendre sa fille. M. Laurens n'était pas encore revenu de son excursion, et le planteur se dirigea vers l'allée pour le voir plus tôt. Evidemment il s'était décidé à ne pas attendre le

lendemain pour dresser l'acte dont il avait parlé. Une heure après le coucher du soleil M. Laurens n'avait pas encore paru.

Voici qu'au moment où maître Toinot, las d'attendre, allait donner l'ordre de servir le repas du soir, un homme arrivait à l'entrée de la plantation. Il s'arrêta un instant, consulta un papier qu'il tenait à la main, jeta ses regards de tous côtés, et, nous apercevant, il vint vers nous. Tant de visiteurs, inconnus la veille à la plantation, avaient pris place à la table de maître Toinot, que cet incident n'étonna personne. Tous les officiers envoyés en mission dans la Caroline du Sud s'arrêtaient chez le père de Marie. Cependant les allures de cet étranger avaient quelque chose d'extraordinaire évidemment : nous nous demandâmes tous si c'était là le visiteur mystérieux annoncé. Cette pensée ne demeura pas longtemps dans notre esprit, car le nouveau venu ne tarda pas à se faire connaître. S'approchant de maître Toinot, il le salua assez brusquement, et s'étant assuré, par quelques mots très-brefs, qu'il s'adressait bien au chef de la plantation : « J'ai l'intention, dit-il, d'acheter un des nombreux navires bloqués dans le port de Charleston, de l'armer de canons qui seront servis par

un équipage de douze hommes choisis par moi et engagés... enfin, j'ai obtenu une *marque* de corsaire et je viens vous demander ce que je demande à tous les planteurs du Sud : quelques dollars qui, ajoutés à ceux que j'ai reçus et que je recevrai, me permettront de payer le navire et d'acheter de la poudre et des canons. Il est bien entendu que vous aurez votre part des bénéfices calculée sur le nombre de dollars que vous me donnerez, et dont je vous délivrerai un reçu en règle. »

Sans attendre la réponse de maître Toinot, cet Américain montra au planteur divers papiers officiels signés par les membres du gouvernement du Sud, qui attestaient des intentions du solliciteur. Sans dire un mot, maître Toinot remit au corsaire. un *bon* de dix dollars sur son banquier de Richmond. L'inconnu prit le *bon* et tendit au planteur un beau reçu sur un papier vert couvert de dessins... et il se retira. Décidément ce n'était pas là le fameux visiteur mystérieux.

Ce mot de « corsaire » avait produit en moi un singulier effet. C'est que je ne savais pas encore bien au juste ce que cela voulait dire. En nous rendant dans la salle du dîner, je m'efforçai de faire deviner mes impressions

à Jules Toinot. Jadis je demandais carrément à m'instruire, et je ne craignais pas de faire cent questions en un jour. Aujourd'hui... pourquoi cela? je n'en sais rien... aujourd'hui j'éprouvais une véritable difficulté à questionner tout autre que Marie. Et je ne voulais pas faire part de mes impressions fâcheuses à ma fiancée: car je me souvenais du trouble que j'avais apporté dans son esprit en lui soumettant mes scrupules au sujet de l'esclavage. Pour rien au monde je n'aurais voulu être pour elle une nouvelle cause d'ennui. Mais Jules Toinot, lui, ne demandait pas tant de précautions. En quelques mots il me tranquillisa, et je me mis à rire si fort de ma peur que Marie en voulut savoir la cause.

M. Laurens arriva sur ces entrefaites, prit sa place à table, et la moitié du dîner se passa à parler des effrois de ce que maître Toinot appelait mon « noviciat américain. » J'avais confondu corsaire et pirate : j'aurais pu vivre cent ans dans cette confusion.

« Un pirate, m'avait dit Jules, est un voleur qui se promène sur la mer, pour son propre compte, en temps de guerre comme en temps de paix, pour attaquer et capturer les navires de toute nation dont il juge les flancs pleins de

bonnes marchandises... Un corsaire est le capitaine d'un navire de commerce, transformé en navire de combat, qui poursuit, et en temps de guerre seulement, les navires ennemis qu'il peut rencontrer. Un pirate n'obéit qu'à son caprice; un corsaire doit être muni d'une autorisation du gouvernement... et c'est parce que cet Américain a montré sa *lettre de marque*, et qu'il va grossir le nombre des navires que le Sud oppose à la marine du Nord, que maître Toinot, en bon patriote, lui a remis un *bon* de dix dollars. »

Le dîner étant terminé, la négresse qui servait le thé vint annoncer à maître Toinot qu'un *massa* demandait à le voir, et elle remit au planteur une carte de papier glacé. « *Will Black-Bird*, » lut maître Toinot.

« Je connais ce nom, dit Jules.

— Moi aussi, dit Marie.

— Il y a une maison anglaise à Charleston, reprit le planteur, dont les associés signent *Black-Bird and C°*, et vous avez vu ce nom dans mes papiers d'affaires. »

Naturellement, pour la seconde fois, nous pensâmes au visiteur mystérieux. On introduisit sir Black... Quelle surprise! c'était le corsaire... Il se montra, dès son entrée, aussi doux et poli

que nous l'avions vu rude, brutal même. Il s'avança vers maître Toinot et salua très-profondément Marie... Cette fois, il y avait certainement quelque chose du mystère annoncé. « Vous me connaissez? dit le visiteur à maître Toinot.

— Je vous reconnais, mais je ne vous connais pas.

— Mon nom est sur cette carte... Vous n'avez donc pas lu?

— J'ai lu Will...

— Eh bien? interrompit brusquement sir Black.

— Eh bien? riposta maître Toinot.

— Une importante maison de commerce de la Caroline du Sud ne signe-t-elle pas d'un nom à peu près semblable?

— La maison...

— Bien, c'est cela, interrompit de nouveau très-vivement sir Black.

— Ah! » exclama le planteur.

Quant à moi, je n'y comprenais plus absolument rien.

« J'ai de graves choses à vous communiquer, reprit sir Black en s'installant dans un fauteuil; mais je crois que les membres de votre famille trouveront seuls quelque intérêt dans mes paroles. »

M. Laurens se leva et vint serrer la main de maître Toinot. « Demain matin, dit ce dernier, en secouant très-fort la main du Français, l'acte sera prêt. »

M. Laurens se retira, et dès que la porte se fut refermée, sir Black tendit vers maître Toinot le *bon* de dix dollars que celui-ci lui avait remis.

« Que signifie ? dit le planteur.

— Je suis Will Black-Bird, de la maison de Charleston Black-Bird and C°, et non pas un corsaire.

— Cette *lettre de marque* cependant que vous possédez, de qui la tenez-vous ? questionna Jules Toinot, qui ne voulait pas qu'un soupçon quelconque planât sur les actes du gouvernement de Richmond.

— Cette lettre de marque m'est très-nécessaire, répondit froidement sir Black... L'Europe n'a pas de coton, continua l'Anglais, et les États du Sud en possèdent ; les États du Sud n'ont pas beaucoup de poudre et de fusils, et l'Europe en fabrique énormément... De plus, les États du Sud manquent de monnaie d'or et sont sur le point de liquider leurs affaires avec du papier, ce qui est très-préjudiciable, et l'Europe a de l'or, elle...

— Je vous connais maintenant, interrompit maître Toinot, vous pouvez parler librement.

— En cet état de choses, l'Europe a pensé que si elle pouvait troquer les cotons des États du Sud, vos cotons, contre de l'or et de la poudre, ou des fusils, elle ferait d'excellentes affaires, et rendrait en même temps de grands services aux États Confédérés.

— Certainement ! exclama maître Toinot... et nous sommes faits pour nous entendre merveilleusement. Vous acceptez une chambre pour cette nuit, n'est-ce pas ? Demain, dès l'aurore, je vous montre mes cotons, et nous terminons le marché. Mon banquier m'avait annoncé votre visite.

— Jakson de Richmond ?

— Oui, je vous attends depuis plusieurs jours.

— La prudence exige de grands détours.

— Nous nous entendrons ! nous nous entendrons !

— Mais, dit Marie, après un silence, et en versant du rhum dans le thé de sir Black... mais, quand vous avez réuni beaucoup de cotons, vous les chargez sur un navire, n'est-ce pas ? comment vous y prenez-vous pour forcer le blocus si serré de la marine du Nord ?

— C'est une chance à courir : si sur trois navires un passe, les bénéfices du *sauvé* compensent l'abandon des *perdus*.

— J'avais bien supposé cela, continua Marie; mais le navire, une fois sorti du port, où va-t-il? Et les navires qui nous apportent des fusils et de la poudre, où s'arrêtent-ils pour attendre le moment favorable?

— Vous connaissez sans doute le groupe d'îles qu'on appelle les îles Bermudes?

— Oui : elles sont en face du port de Wilmington de la Caroline du Nord.

— Justement, Wilmington qui, par la rivière Fear et le chemin de fer de Charleston à Richmond, est en communications directes avec la Caroline du Sud, la Caroline du Nord et la Virginie, est le port principal de ces opérations. Aux îles Bermudes sont établis les entrepôts de coton, de poudre, de plomb, de draps, de fusils, etc... et les navires y attendent le moment propice pour forcer le blocus.

— Les îles Bermudes appartiennent à l'Angleterre?

— Merci à Dieu!

— Pourquoi alors disiez-vous : « L'Europe a ceci, les États du Sud ne l'ont pas ; les États du Sud n'ont pas cela, et l'Europe...?

C'est l'*Angleterre* que vous vouliez dire? »

Pour toute réponse sir Black demanda encore quelques gouttes de rhum dans son thé. Il n'avait pas prévu, certes, le bon Anglais, toutes les questions qui allaient l'assaillir. Marie, qui n'aimait pas beaucoup les Anglais, avait pris plaisir à arracher à sir Black l'aveu que, malgré ses grandes protestations de neutralité sévère, le gouvernement de la Grande-Bretagne consentait à ignorer que les îles Bermudes étaient devenues l'arsenal des États du Sud. Jules Toinot, lui, qui n'aimait pas rester en face d'un mystère, surtout lorsqu'il s'agissait de ceux qu'il avait défendus les armes à la main, voulait à tout prix s'expliquer comment cette *lettre de marque* se trouvait dans les mains de l'Anglais. Je vis bien, par la manière aisée dont sir Black répondit à Jules, qu'il n'éprouvait aucun embarras. « La plupart des navires qui forcent le blocus, dit-il, ont des canons à bord : ils sont armés en corsaires et possèdent par conséquent leur lettre de marque. J'ai toujours une de ces lettres dans ma main, parce que je ne puis m'en dispenser. Vous allez en juger : je cours de-ci de-là dans les États producteurs de l'est pour acheter des cotons et les faire transporter à Wilmington, où mon associé surveille les embar-

quements ; je paye les cotons que j'achète tantôt avec des dollars, tantôt avec de la poudre et des fusils... rarement avec des dollars.

— Evidemment, interrompit Jules.

— Mais pour les acheter, ces cotons, pour offrir des munitions de guerre, puis-je aller tout simplement faire mes propositions à tous les planteurs? Malheureusement il n'en est pas ainsi : car si la plupart des vôtres se sont décidés à sacrifier jusqu'à leur dernier dollar et la dernière goutte de leur sang pour combattre et vaincre le Nord, il en est qui regrettent amèrement le temps du travail facile, de l'enrichissement certain, et ceux-là font des vœux pour le triomphe des Nordistes.

— C'est l'exception, je vous le garantis.

— D'accord ; mais si le hasard me conduisait vers l'un de ces...

— Dites ces traîtres! exclama Jules.

— Pensez-vous qu'il se contenterait de refuser mes offres? Il irait crier sur les toits de Richmond, de Charleston, de la Nouvelle-Orléans... il écrirait aux journaux français que l'Angleterre fournit des armes aux États du Sud en violant le droit international... Il me semble que j'entends l'orateur fougueux! Eh bien, je n'ai qu'un seul moyen efficace pour savoir si je me

trouve devant un patriote ou un mécontent. Je me fais corsaire et j'offre des parts d'intérêt dans les prises. Celui-là seul qui donne cinq, ou dix, ou vingt dollars pour créer un corsaire, est disposé à acheter de la poudre, des balles et des fusils... sans compromettre celui qui rend ce service à la cause du Sud. »

Corsaire ou non, cet Anglais était le bienvenu : grâce à lui, maître Toinot, au dire de son banquier, allait pouvoir payer, en or, 3,000 dollars à M. Laurens... Et moi, pour la première fois, j'allais donc vendre mes produits !

CHAPITRE IV.

Un marché conclu. — Les Yankees à York-town (4 mai 1862). Machines infernales. — Stoneman et ses cavaliers. — L'installation d'un ménage.

Il n'était pas nécessaire de courir jusqu'à ma plantation pour savoir combien de balles de coton possédait maître Toinot : le registre de Marie disait exactement le poids des produits en entrepôt. Et puis, il y avait dans la chambre même du planteur une espèce d'armoire basse dont les étagères étaient encombrées de petits cornets de papier pleins de coton. L'Anglais ap-

pelait cela des *spécimens,* c'est-à-dire des échantillons. Une heure avant mon lever, maître Toinot et sir Black s'étaient entendus : la moitié des cotons était vendue à un très-beau prix, et le payement devait se faire en or pour le tiers de la somme totale, en papier pour le second tiers, et en poudre et fusils pour le reste. Il ne restait donc plus qu'à sortir du hangar les balles vendues. Jules se chargea de ce travail. Déjà Phœbus avait préparé les chevaux qui devaient conduire le vendeur et l'acheteur à ma plantation; Jacquet, de son côté, devait aller à Florence avec M. Laurens, muni d'une lettre sur la présentation de laquelle on devait lui compter les 3,000 dollars en or. Ainsi, le banquier de Richmond avait dit vrai : un homme était venu qui avait permis à maître Toinot de satisfaire à ses engagements et fourni l'occasion de rendre un service à la cause du Sud.

Cependant Marie n'était point encore venue saluer son père. Je craignais de voir partir l'Anglais. J'avais envie de lui vendre tous mes produits, moi; mais sans Marie je n'osais pas m'aventurer. Je ne pouvais pas parvenir à me persuader que j'avais une propriété dont je pouvais disposer sans le consentement de quelqu'un... Marie parut enfin, et, comme l'avait fait son

père, elle me conseilla de ne vendre à l'Anglais que la moitié de mes produits, aux mêmes conditions... Chose singulière! en voyant *mes spécimens* sir Black voulut que je lui vendisse tout ou rien. Il paraît que mes cotons étaient plus beaux que ceux du père de Marie. Plus beaux, non; mais ils étaient mieux nettoyés, plus propres. L'Anglais persistait dans sa décision. Je le laissai seul avec ma fiancée pour terminer l'affaire, et quand je revins, il avait été convenu que le premier marché entre maître Toinot et sir Black était annulé, et que tous mes cotons passeraient dans les mains de l'Anglais. Oh! qu'elle savait bien traiter les affaires, ma fiancée ! elle profita du désir de l'Anglais pour lui vendre, avec mes cotons, mes tabacs et mes maïs, et lui imposer assez de marchandises appartenant à son père pour arriver à la somme des 3,000 dollars en or. Ainsi, ce qu'avait voulu maître Toinot, c'est-à-dire faire face à ses engagements et conserver le plus possible de ses produits qui augmentaient de valeur chaque jour, était réalisé. Ma situation à moi était bien claire. Je ne possédais plus un seul lot de marchandises, et tout allait se transformer en bons dollars, en excellent papier et en munitions de guerre qui se pouvaient vendre au gouverne-

ment avec une extrême facilité. J'aurais déjà voulu le tenir dans mes mains, *notre* trésor! Sir Black et Jules Toinot partirent pour préparer les cotons, que des chariots devaient transporter le lendemain à Florence, par la route de Columbia, et de là être chargés sur des wagons et dirigés sur Wilmington par le chemin de fer. Jules, qui avait le désir de visiter Richmond pour s'instruire auprès du gouvernement des choses de la guerre, se chargea également d'accompagner sir Black jusqu'à la moitié du chemin et de régler avec lui le payement complet de ma vente.

Cette journée aurait été bien joyeuse si l'*Inquirer* n'était pas venu nous apporter, je ne dirai pas une mauvaise nouvelle, mais au moins un sujet de préoccupation. Toute l'attention des Américains était évidemment absorbée par les événements qui se déroulaient en Virginie. Cette armée de Mac-Clellan qui marchait sur Richmond paraissait alors tenir dans sa valeur tout l'avenir de la République. On se figurait que, vaincus, les Nordistes renonceraient à la lutte, parce qu'on sentait que, vainqueurs, c'en était fait des Etats séparés... Et voici que les Nordistes étaient installés dans York-town ! York-town qu'on croyait imprenable ! Il est

..

vrai que leur triomphe n'en était pas un. Maître Toinot lui-même, d'abord très-vivement impressionné par le titre de l'article : *Les Yankees à York-town*, se montrait de plus en plus satisfait à mesure qu'il lisait les détails de l'affaire... Voyant que l'assaut était impossible, grâce aux marais que les digues avaient encaissés, les Yankees s'étaient décidés à faire le siége de York-town. Des canons rayés de 100 et de 200, des mortiers énormes amenés à grande peine par les routes inventées, les fameux *corduroy-roads*, avaient d'abord ouvert un feu terrible contre la place. Quatorze batteries avaient été installées par les Nordistes. Quelques-uns de leurs canons tiraient à trois milles de distance avec une justesse étonnante. Il paraît que lorsque ces canons lançaient leurs projectiles, nos soldats accouraient en curieux sur les parapets, et ils avaient le temps de constater la direction que prenait le boulet, de s'abriter convenablement et de juger de la justesse du tir. Nos généraux n'avaient élevé, pour défendre York-town contre l'artillerie, que des ouvrages en terre et des palissades ; aussi chaque boulet faisait-il de grands ravages. Sur le York-river les canonnières ennemies étaient prêtes à soutenir un assaut que la complète destruction des palissades de-

vait favoriser... de plus, l'élite de l'armée nordiste, entassée sur des transports, avait reçu l'ordre de remonter la rivière et d'aller couper la retraite de nos soldats : par ce moyen, en quelques heures, les Yankees pouvaient se rendre, par eau, en un point que notre armée ne pouvait atteindre qu'en deux jours de marche forcée.

En cette situation, les officiers confédérés qui défendaient York-town s'étaient réunis en conseil, et ils avaient reconnu : d'abord, que la prise de York-town n'était plus pour les Nordistes qu'une affaire de temps; ensuite, qu'une plus longue résistance fatiguerait inutilement nos soldats. « Puisque le Nord, disait l'*Inquirer*, qui se flattait de reproduire le raisonnement de nos officiers... puisque le Nord a réuni toutes ses forces pour emporter York-town, c'est qu'il a un grand intérêt à s'en emparer. Or, York-town ne peut pas être considéré par Mac-Clellan comme un point stratégique de première importance, puisqu'il a le fort Monroë comme base d'opérations et qu'il sera arrêté par un nouvel obstacle le lendemain de son succès. Une raison politique seule peut l'engager à tenter si formidablement cet assaut : il veut débuter dans cette campagne par un chant de victoire, par *un succès militaire éclatant*, comme on l'a dit, pour ré-

pondre aux Nordistes qui se sont moqués de ses lenteurs et relever le moral de ses troupes. Eh bien, Mac-Clellan n'aura pas cette satisfaction. »

Mettant à exécution le projet décidé dans ce conseil, le 3 mai, ordre fut donné à nos artilleurs de riposter très-vivement au feu de l'ennemi, surtout de tirer sur les grands arbres au sommet desquels les Nordistes avaient établi des postes nombreux d'observation, ainsi que sur les ballons captifs qui s'élevaient du camp pour surveiller l'intérieur de la place. Ce feu, bien nourri, qui ne se ralentit pas pendant toute la journée du 3, permettait de préparer l'évacuation, et dans la nuit du 3 au 4 toute notre armée avait abandonné York-town, y laissant toutefois soixante-douze pièces d'artillerie. Le 4, au point du jour, l'ennemi avait recommencé ses envois d'obus; mais le silence qui régnait dans la place désespéra les artilleurs. Mac-Clellan devait renoncer à ce brillant fait d'armes qu'il avait préparé depuis deux mois au prix des plus grands sacrifices.

Suivant l'*Inquirer*, toujours bien informé, notre armée se repliait vers le nord, vers Richmond par conséquent, satisfaite d'avoir rendu inutiles tant de travaux qu'on eût dit exécutés par des géants, et certaine de se retrancher

bientôt dans une situation excellente, en un point où nos officiers promettaient sinon d'arrêter les Nordistes, au moins de les tenir en échec pour longtemps.

Il est évident que ces détails expliquaient à notre avantage l'évacuation de York-town, et, plus tard, des extraits de journaux nordistes nous prouvèrent que l'*Inquirer* avait eu raison de parler du « désespoir » qui s'était répandu dans l'armée de Mac-Clellan le jour de l'évacuation. Je pensai, comme l'*Inquirer*, comme maître Toinot, que nos officiers avaient fait là ce qu'on appelle un bon *coup d'adresse*. Je me réjouissais d'autant plus de ce résultat, que les Sudistes paraissaient assurés d'arrêter l'ennemi à quelques lieues au nord de York-town, à Williamsburg, cette ville fortifiée que Jules m'avait déjà nommée, et que le plan du journal signalait par un gros carré noir.

Cependant, je dois le dire, les dernières lignes que l'*Inquirer* consacrait à cet événement firent en moi une pénible impression. En voulant montrer combien cette évacuation affaiblissait l'ennemi, et cherchant à expliquer la nature des difficultés que rencontreraient les Nordistes à poursuivre nos troupes, le rédacteur de l'article affirmait qu'on avait établi sur les routes

des espèces de *machines infernales* qui devaient détruire les premiers corps poussés en avant. Et il ajoutait que désormais, et pendant trois mois au moins, un auxiliaire puissant viendrait en aide aux soldats du Sud ; « mieux que les canons de 200 et que les mortiers de treize pouces, mieux que la cavalerie de Stoneman et les soldats de Franklin, le sol de la Virginie prendra sa part de la lutte. Avant d'arriver à nous, avant de se heurter à nos poitrines robustes, il faudra que les hommes de Mac-Clellan se mesurent avec les marais virginiens ! Trois géants sont debout entre les deux armées : l'un se nomme Mai ; le second, Juin ; le troisième, Juillet. Le soleil et l'eau sont pour nous : réservons la poudre pour ceux que les fièvres auront épargnés. »

Me gardant bien d'exprimer mon avis, je jugeai que compter sur de pareils moyens pour combattre une armée quelconque était indigne du caractère d'un véritable soldat. Nos officiers n'étaient pas responsables des exclamations du rédacteur de l'*Inquirer*, et si les marais de la Virginie et leurs fièvres épouvantables constituaient, par la force des choses, un élément de succès en faveur des soldats du Sud bien installés dans les villes, il ne fallait pas s'en vanter

si hautement. Le lendemain, le 4 mai, les armées du Nord avaient poursuivi nos soldats, et les *machines infernales*, jouant trop bien leur rôle, avaient arrêté la cavalerie de Stoneman.

Ce Stoneman était pour moi une espèce de croquemitaine. Je me figurais que partout où il se trouvait tout devait brûler. J'avais combattu nos ennemis; mais je sentais qu'au jour de la paix je serrerais volontiers toutes ces mains aujourd'hui teintes du sang des nôtres; mais Stoneman, ce pillard, ce brûleur de moissons, ce chef des cavaliers indomptables à qui je devais ma balafre... il m'aurait été impossible de me réconcilier avec lui. J'en étais arrivé à parler de guerre, de bataille, d'assaut assez froidement... L'idée seule de ces courses effrénées dans les pays cultivés pour brûler les cotons et les demeures me faisait horreur, et lorsque quelques-uns des nôtres se vantaient d'avoir couru, la torche à la main, jusque sous les murs de Washington, je serrais mes lèvres de toutes mes forces pour ne pas prononcer un mot d'indignation.

Cependant maître Toinot était délivré : il avait payé les 3,000 dollars en belle monnaie d'or. Quelle joie! Avec lui, nous fîmes notre visite dans toutes les chambres et nous ac-

ceptâmes plus de meubles qu'il n'en aurait fallu pour remplir deux maisons. Un nouveau choix dut être fait, et le 5 mai, au matin, deux charrettes chargées de chaises, de tables, de rideaux, etc... attendaient que le planteur fût présent pour prendre la route de mon domaine. La nourrice de Marie pleurait dans un coin, accroupie sur ses talons. Phœbus, gravement, frottait avec sa main, pour les faire reluire, les harnais de cuir des chevaux; Jacquet rangeait de-ci de-là un carton qui dépassait, une chaise qui était trop près des roues... Pourquoi la nourrice pleurait-elle? Il paraît que de pareilles larmes tombaient de ses yeux toutes les fois qu'on emportait quelque chose de la plantation. Marie s'efforçait inutilement de la consoler. La pauvre femme, cette fois, était bien difficile à rassurer. Rester à la plantation sans Marie, quel supplice pour elle! et quitter la plantation pour venir vivre avec Marie, supplice tout aussi grand.

L'oncle de Marie, qui devait nous unir, avait répondu qu'il arriverait le 15 au matin avec son servant. Tout allait pour le mieux. Je touchais donc au terme de mes impatiences! Le même jour vit les meubles transportés et placés. Maître Toinot était radieux : il mettait la main à tout,

changeait vingt fois de place chaque objet, et comme nous le laissions ordonner l'installation, nous abstenant d'émettre un seul avis, il se trouvait parfois bien embarrassé. Enfin, chaque chose trouva sa place.

« Voilà le nid tout prêt, dit le planteur en s'essuyant le front... Ces colibris effrontés ne m'ont-ils pas forcé de faire leur travail ! »

Marie se prit alors à ouvrir toutes les armoires, à regarder toutes les étagères, et, reculant d'un pas devant un grand placard qui tenait tout un mur : « Jamais nous ne remplirons tout cela ! dit-elle.

— Je vous comprends, Mademoiselle, interrompit le planteur... Je vous comprends, oui : vous puiserez dans mes armoires.

— Mon père, reprit Marie de sa voix la plus douce, père, vous nous aimerez bien, n'est-ce pas ? »

Le bon planteur ne trouva pas un mot de réponse ; ses yeux devinrent humides, et il me tendit sa main. Si j'avais dû juger de son affection par la manière dont il me serra les doigts, j'aurais pu dire qu'il m'aimait rudement : je mis plus de trois minutes à reprendre l'usage de ma main.

Tous mes produits avaient été emportés et

payés. Jules m'envoya les dollars, les papiers de commerce, et les déclarations d'achat de poudre, par un serviteur dévoué de la maison Black-Bird and C°. J'étais presque riche, vraiment! A coup sûr je n'avais jamais possédé tant d'argent à la fois.

CHAPITRE V.

Evacuation de Williamsburg (7 mai 1862). — Evacuation de Norfolk et destruction du *Merrimac* (12 mai). — Bénédiction des fiançailles.

Le 15 mai aurait été bien long à venir si les événements de la guerre ne s'étaient succédé à cette époque avec une étonnante rapidité. De Richmond, Jules Toinot devait nous écrire la vérité stricte. Les divers journaux que nous recevions avaient maintenant une ou deux feuilles imprimées de plus que d'habitude. La première page était couverte de dépêches télégraphiques qui donnaient, heure par heure, la marche des armées. Il fallait réunir toutes ces dépêches, les rapprocher, les coordonner, pour arriver à bien saisir sur le plan les opérations. Cela nous prenait de longues heures.

Réunis autour de la grande table du salon, sur laquelle était étalé un plan énorme, maître Toinot suivait du doigt les indications des dépêches que Marie lisait, et moi, je mettais le plus grand désordre dans ces recherches en confondant York-town avec Williamsburg, le York-river avec le James-river, etc... Je pensais au 15 mai, moi !

Un mot me réveilla cependant « Encore une évacuation ! » avait dit maître Toinot.

Dès que le général Mac-Clellan avait appris l'évacuation de York-town, il avait donné l'ordre à ses troupes de se porter vite en avant pour nous poursuivre. Stoneman, suivi de toute la cavalerie et de quatre batteries d'artillerie à cheval, avait pris la direction de Williamsburg, frayant une route dans des lacs de boue et marchant sur les *machines infernales* qui éclataient sous les pas des chevaux. L'infanterie nordiste avait suivi la route tracée par Stoneman. Malgré le désir qu'en avait le général Mac-Clellan, il était impossible de devancer, d'atteindre même nos soldats qui s'étaient repliés sur Williamsburg, et c'est sous les murs de cette ville que les Nordistes rencontrèrent les premières défenses des Confédérés.

Un fort, le fort Magruder, élevé sur une

chaussée et entouré d'une série de redoutes bien armées, empêchait la cavalerie d'avancer. L'infanterie, comme à York-town, ne pouvait pas s'engager dans les marais qui entouraient la place. Quelques tentatives étant restées sans résultat, les Fédéraux avaient entamé une canonnade réglée, en attendant que la division Hooker marchât résolûment sur Williamsburg, comme ce chef en avait reçu l'ordre. Le 5 mai il tenta l'épreuve... Il dut revenir sur ses pas, abandonnant quelques canons et 2,000 hommes. Malgré l'arrivée des troupes qui « marchaient au canon, » comme disent les militaires, Hooker avait dû battre en retraite...

Malheureusement, nos officiers avaient omis de fortifier une ancienne digue de moulin qui conduisait, en plaine, au delà des marais, sur les ouvrages de défense. Les Nordistes trouvant, pour ainsi dire, cette porte ouverte, y firent passer leur artillerie. Alors, les nôtres s'avancèrent, pour les repousser, jusqu'à 30 mètres des canons en criant : « Bull's-run! Bull's-run. » Un combat à la baïonnette, combat terrible, véritable tuerie, joncha la plaine de morts... et voici qu'un orage épouvantable couvrit d'eau tous les terrains. Mac-Clellan avait pris lui-même le commandement de l'ar-

mée du Potomac, et le lendemain, le 6 mai, alors qu'il se flattait sans doute de remporter à Williamsburg ce succès militaire éclatant qu'on lui avait refusé à York-town, notre armée évacuait ses ouvrages sous les ordres du général Johnston.

Cette fois les Fédéraux n'avaient pas poursuivi nos troupes : d'abord, parce que la pluie avait rendu les chemins impraticables; ensuite, parce que les vivres manquaient dans l'armée de Mac-Clellan.

L'évacuation de York-town avait été généralement considérée comme une bonne tactique de nos généraux. Il était si agréable de reconnaître qu'on avait agi sagement, que tous les Sudistes s'étaient trouvés du même avis. On donnait, pour expliquer l'évacuation de Williamsburg, les mêmes raisons qui avaient servi pour l'évacuation précédente. Cependant, l'armée de Mac-Clellan avait, de fait, déjà parcouru le quart de la distance qui la séparait de Richmond! Malgré les beaux articles des journaux, chacun voyait bien clairement que cette nouvelle retraite diminuait nos chances de résistance. Ainsi, par exemple, comme le remarquait avec inquiétude maître Toinot, sortis de Williamsburg, à quel point fortifié allaient se réunir de

nouveau nos soldats? En vain cherchions-nous sur le plan, sur la carte de la Virginie, une ville de guerre solidement assise au bord du York-river, qu'allaient remonter les canonnières ennemies. L'avenir seul pouvait nous éclairer à ce sujet. Et malheureusement l'avenir ne tarda pas à nous répondre.

Il fallut encore, pour quelques jours, renoncer à nos bonnes conversations, à nos promenades, à nos joies. Chaque heure, à partir de ce fatal 6 mai, nous apportait des nouvelles alarmantes.. Comment s'entretenir de doux projets, comment parler de mariage surtout, quand l'existence même de tout un pays est en question ? Je n'aurais pas voulu faire cette injure à Marie, d'abandonner pour elle ces préoccupations bien naturelles que fait naître la crainte d'une humiliation. J'étais citoyen d'Amérique; j'étais séparatiste après tout, et malgré moi, je l'avoue, quelque chose sautait dans ma poitrine quand l'idée me venait que ce Mac-Clellan si repoussé, vaincu à Manassas, menaçait de s'emparer de notre capitale! Williamsburg, ce n'était pas, comme York-town, une simple place de guerre qu'on pouvait se disputer pour gagner du temps : c'était une ville importante, très-peuplée, et les habitants, nos amis, subissaient

à cette heure toutes les charges d'une occupation ! Véritablement cela me faisait éprouver une grande peine. J'attendais avec impatience l'arrivée des journaux pour connaître la situation.

Ainsi que cela s'était passé à l'origine de la guerre , les planteurs du voisinage accouraient se réunir autour de maître Toinot pour parler de *la grande affaire*. Les succès des Nordistes effrayaient tout le monde. On ne parlait plus d'autre chose. Chacun s'efforçait de diminuer l'importance de cette occupation de Williamsburg. Marie surtout en était très-attristée. J'ai dit, je crois, que depuis mon retour à la plantation il me semblait que la guerre se faisait à des centaines de lieues?.. Depuis l'évacuation de Williamsburg, je rêvais, la nuit, que les Nordistes, que les cavaliers de Stoneman étaient aux frontières de la Caroline du Sud.

Chaque jour de mauvaises nouvelles nous arrivaient. Et l'émotion, je dois le dire, était si grande qu'un planteur, ancien soldat de Scott, proposa de reconstituer la milice de la Caroline du Sud. « Soyons prêts, disait-il, à repousser une invasion, si le Nord voulait la tenter. » Et cette idée qui me parut d'abord ridicule, fut acceptée par tous. Dès le lendemain on devait

s'occuper de former des compagnies et d'établir des signaux de ralliement sur plusieurs points. Si les événements actuels permettaient de regarder ces craintes comme exagérées, la suite prouva qu'on avait eu raison d'être prévoyant.

Furieux d'avoir manqué cette seconde chance de victoire, les Nordistes voulurent encore poursuivre nos soldats : ils remontèrent les bords de la rivière, luttant, on peut le dire, comme l'avait prévu l'*Inquirer*... luttant contre les fièvres meurtrières, ne faisant que des étapes de deux lieues, et dressant, avec un très-grand soin, le plan du chemin parcouru pour pouvoir, en cas de retraite, ne pas se jeter dans les marais impraticables. Le 7, les Fédéraux avaient rencontré un corps de nos troupes commandé par Johnston, qui leur avait fait subir quelques pertes et avait repris ensuite la route d'évacuation. Le 11, l'armée de Mac-Clellan en était arrivée à ce point où le York-river perd son nom pour s'appeler le Pamunkey... Breek-house ne contenait plus un seul de nos soldats... Les Nordistes avançaient toujours.

Tout ceci était bien mystérieux. Les planteurs auraient peut-être préféré une bonne bataille à cette incertitude alarmante. Et Jules, qui ne nous écrivait pas de Richmond! Il ne voulait

donc pas nous la dire, cette vérité crue qu'il s'était engagé à nous transmettre. Après bien des réflexions on en arrivait toujours à se dire, en se séparant, qu'une armée commandée par des Johnston, des Beauregard et surtout des Lee, ne se décidait pas à faire constamment retraite sans avoir un grand but à poursuivre... Mais, le matin du 12 mai une nouvelle, bien claire celle-là, vint détruire tout cet espoir : le général nordiste Wool avait attaqué Norfolk, et nos dix-huit mille soldats qui gardaient ce point, sous les ordres du général Hugger, avaient évacué l'arsenal après avoir fait sauter le *Merrimac*, et s'étaient rendus à toute vitesse à Richmond, notre capitale. Ainsi, il ne fallait plus chercher désormais la raison qui avait ordonné l'évacuation de York-town, de Williamsburg, de Breck-house et de Norfolk : il était bien démontré que notre gouvernement avait voulu ménager ses forces et les réunir toutes à Richmond. Jules n'écrivit pas. Il vint lui-même confirmer la justesse de nos appréciations : « Tout le monde à Richmond, dit-il, pense comme vous... et si l'on n'avait pas cette consolation, ajouta-t-il, il faudrait désespérer de notre cause... Non, au contraire, espérons plus que jamais. Cette tactique est la bonne. L'armée

nordiste en est arrivée au point où ses canonnières ne lui servent plus ; elle devra organiser un système d'approvisionnement; elle est séparée de ses entrepôts par de grandes distances; une seule défaite, maintenant, compromettra toute sa campagne... Il ne pourra pas remplacer ses morts, Mac-Clellan ! Croyez-moi, nous sommes dans une excellente situation.

— Et Norfolk? interrompit Marie.

— C'est un véritable malheur, » riposta Jules.

Mon pauvre 15 mai ! Combien je t'avais désiré, et combien je te voyais accourir à toutes jambes, maintenant que tu ne m'étais plus qu'un sujet d'ennui ! Quelles lèvres auraient osé annoncer un mariage, une fête, à ces hommes qui se voyaient menacés de ruine? Moi-même, j'aurais su mauvais gré à Marie de me rappeler cette date choisie. Et puis, il ne pouvait se produire qu'un retard de quelques jours : avant la fin de mai Mac-Clellan devait être vaincu ou maître de Richmond. Il ne s'agissait pas, en effet, d'une expédition à combiner, d'un siége à établir, d'une campagne à préparer : il fallait avancer quand même ! Eh bien, en un jour le tout pouvait être terminé. C'est comme un joueur qui vient d'engager sa fortune et qui n'a

plus qu'une minute à lui : il faut qu'une carte décide tout.

Le frère de maître Toinot, l'oncle de Charleston, comme nous l'appelions tous, arriva très-exactement le 14 au soir. Marie, qui le reçut, dut lui expliquer la première pourquoi notre union ne serait pas bénie le lendemain, ainsi qu'on l'avait projeté. Le bon prêtre, très-ému, voulut me voir aussitôt : il me rappela ma première visite à son presbytère de Charleston et me fit ensuite lui raconter « mes exploits, » comme il disait. Après le dîner, tandis que maître Toinot recevait les planteurs qui venaient régulièrement chez lui, le soir, échanger leurs impressions, *l'oncle* me prit le bras, et, m'entraînant en dehors du cercle, il me questionna de nouveau... puis, appelant Marie à son tour, il nous conduisit tous les deux loin de la maison. « Je suis bien vieux, nous dit-il, alors que nous fûmes arrivés auprès d'un bouquet de pins qui couronnait un mamelon... Je suis bien vieux! j'attends la mort à chaque instant... La guerre est terrible! Dieu seul sait quand elle sera terminée. Et vous ne pouvez pas, mes bien chers enfants, vous réjouir dans votre amour, ne serait-ce que pendant une seule minute, alors que tant de veuves pleurent leurs époux; de mères,

leurs fils; de sœurs, leurs frères; de fiancées, leurs fiancés. C'est votre patrie qu'on défend sur le champ de bataille; c'est pour vous délivrer que vos frères meurent par la poudre ou par le plomb... Non, vous ne vous réjouirez pas: vous passerez vos jours et vos nuits dans la prière; vous essayerez de désarmer le courroux du ciel. Et moi qui marche vers la fin de ma vie, je ne veux pas vous quitter ainsi : je veux bénir vos fiançailles. »

Marie s'agenouilla. Je m'inclinai près d'elle... et dans le silence de la nuit le prêtre posa ses mains tremblantes sur nos deux fronts. « Aimez-vous! » dit-il, et il pria.

CHAPITRE VI.

Prise de la Nouvelle-Orléans et évacuation de White-house (14 mai 1862). Retraite des Sudistes sur Richmond. — La cinquième roue d'un carrosse. — Levée en masse dans le Sud (16 mai).

A la même heure les journaux nous annoncèrent la prise de la Nouvelle-Orléans par l'escadre nordiste que commandait l'amiral Farragut, et l'évacuation de White-house par les armées qui avaient déjà évacué York-town,

Williamsburg, Breek-house et Norfolk. Ainsi, l'ennemi avait fait la moitié du chemin qui séparait le fort Monroë de Richmond, tandis que ses canonnières remontaient librement le York-river et le James-river. Jules voulut encore prouver aux planteurs que ces événements étaient la conséquence d'un plan arrêté, et qu'après avoir abandonné trois forteresses il n'y avait pas de raison pour qu'on conservât la quatrième... Mais cette prétention du jeune officier, auquel on accordait cependant une grande connaissance des choses de la guerre, n'empêcha pas une émotion puissante d'envahir les hôtes de maître Toinot. White-house, ce n'était pas seulement une forteresse pour les Sudistes : c'était aussi une espèce de sanctuaire qui venait d'être profané par l'ennemi, et profané deux fois : car après avoir été, aux grandes époques des guerres de l'indépendance, la propriété de Washington, White-house était devenu, par voie d'héritage régulier, la propriété de notre brave général Lee... Et puis cela coïncidait avec la prise de la Nouvelle-Orléans, cette grande ville du Sud, vaste entrepôt commercial des Etats-Unis, porte du Mississipi qui venait d'être placée sous la dictature du général nordiste Butler, dont la réputation lui avait valu le nom de « Butler la brute. »

..

White-house, c'était le point où le Pamunkey-river, cette suite, en quelque sorte, du York-river, n'était plus navigable et se croisait avec un chemin de fer qui allait directement à Richmond. Le pont de ce chemin de fer avait été détruit par nos soldats. Le reste de la ligne étant à plat terrain, les nôtres n'avaient pas pu détruire les talus et les remblais qui n'existaient pas : aussi savait-on que l'ennemi n'aurait qu'à replacer les rails sur la voie pour en jouir. L'armée fédérale, qui avait prévu cela, se trouvait en mesure de débarquer à White-house les locomotives et les wagons dont ses transports étaient chargés. Un grand dépôt de matériel et de munitions avait été immédiatement établi à White-house par les Nordistes... Enfin, les nôtres (et on ne pouvait en douter, puisque les journaux de Richmond le disaient), les nôtres, non-seulement avaient évacué White-house; mais encore, en utilisant ce même chemin de fer, et passant le Chickahominy-river, avaient été se masser presque sous les murs mêmes de Richmond.

Voilà donc ce qu'était devenue cette confiance qu'on avait placée dans la force de nos redoutes! Pas un point fortifié n'avait pu arrêter l'ennemi. Le *Merrimac*, qui devait si bien fermer

l'entrée du James-river, n'existait plus, et le James-river, dont les eaux coulaient sous les murs de Richmond, était ouvert. Les forts de York-town, de Williamsburg, etc., qui devaient tenir en échec l'armée de Mac-Clellan, avaient été tous abandonnés ; les marais, et par les marais les fièvres, dont on avait calculé les effets... le soleil de mai, le soleil de juin et le soleil de juillet sur lequel on se fiait, rien n'avait réussi : Mac-Clellan avait conduit son armée jusqu'à White-house, et en une étape il pouvait rejoindre nos troupes ! Il est vrai que toutes nos forces étaient réunies devant notre capitale, et qu'à sept milles de Richmond le cours du James-river avait été interdit à la flotte nordiste par une estacade infranchissable protégée par le fort Darling, qui pouvait envoyer des boulets coniques de 100. Un navire ennemi, le *Galena*, fier de sa cuirasse de trois pouces et demi, avait essayé d'ébranler ce fort Darling qui l'avait vaincu en une heure. Enfin, le James-river était barré. C'était là vraiment la seule nouvelle agréable de l'*Inquirer*.

Nous étions tous debout autour de la grande table sur laquelle était étendu le plan, et chacun cherchait à bien voir la position des deux armées. Jules, seul, avait l'esprit assez libre

pour suivre un raisonnement : il expliquait tout, trouvait les villes aussitôt qu'on en prononçait les noms et ripostait aux moindres soupirs de crainte. Pour lui, la défaite du Sud était impossible. « Eh bien, disait-il, tout n'est-il pas dans les meilleures conditions? » Et les planteurs, en le regardant comme s'il avait dit une folie, l'excitaient encore : « Comment ! reprenait-il, au lieu de répondre aux petits assauts des Nordistes, petits comme résultat, mais grands comme carnage, nos généraux ont sauvé la vie à des millions des nôtres, et vous vous plaignez? Comment ! au lieu de perdre des mois et des mois à jouer du canon contre des assaillants bien abrités, on a réussi à les démasquer complétement, et vous vous plaignez? Comment! au lieu d'attaquer l'ennemi à York-town, et ailleurs, en des points où il pouvait recevoir des secours, nos officiers l'ont attiré sous les murs de Richmond, loin de tout centre d'approvisionnement, et vous vous plaignez? Nous sommes, nous, supérieurs en nombre et appuyés contre les murs de notre capitale, tandis qu'ils sont, eux, affaiblis par leurs privations et isolés... et vous vous...

— Non, nous ne nous plaignons pas, interrompit fièrement un planteur. Nous savons que

nos soldats sont commandés par des officiers de grande science, et nous ne saurions douter de la sagesse de leur tactique. Vous avez raison, jeune homme, notre position est excellente! Toutes nos forces sont réunies à Richmond, et les Nordistes sont véritablement affaiblis... Cependant, on ne saurait se défendre d'une certaine émotion : car, après tout, Richmond est cette fois directement attaqué; et il ne faudrait qu'une faute, qu'une maladresse, qu'une surprise, qu'un hasard, si vous voulez, pour que la place tombât dans les mains des Nordistes, et, je ne vous l'apprends pas, ainsi que l'a dit notre président Jefferson, « Richmond, c'est le pilier de la Confédération américaine du Sud. »

— Mais, objecta un autre planteur, en posant sa large main sur l'épaule de Jules Toinot, quatre-vingt mille Nordistes ne sont-ils point campés à Frédéricksburg, entre Washington et Richmond, sous les ordres du fameux général Mac-Dowell?

— Oui, répondit Jules.

— Je savais avoir lu cela... Frédéricksburg n'est qu'à vingt lieues de notre capitale, et par une marche forcée ces quatre-vingt mille soldats peuvent venir donner aide à Mac-Clellan.

— Non pas.. D'abord, la moitié de ces ennemis au moins est nécessaire pour garantir Washington.

— Et le reste?

— Attendez... Le reste est employé à tenir tête au partisan Jackson, qui joue, pour notre compte, dans la vallée de la Shenandoah, à l'ouest de Washington, le rôle que tient le nordiste Stoneman dans nos pays.

— Très-bien ! riposta le planteur satisfait.

— Remarquez, reprit Jules en souriant (car ce *très-bien* avait été vraiment comique) remarquez que les gens du Nord — je parle de ceux qui ignorent le jeu de la guerre — les gens du Nord qui ne comprennent pas pourquoi ce corps de Mac-Dowell reste l'arme au bras à Frédéricksburg, tandis que Mac-Clellan fait des prodiges de courage et de ténacité dans le sud de la Virginie, lorsqu'il paraît si facile d'opérer une bonne jonction, nomment ce corps d'armée *la cinquième roue du carrosse*. »

Le rire fut général dans l'appartement de maître Toinot. Marie et moi, seuls, nous ne pûmes même pas sourire.. Et nos mains se rencontrèrent.. Il me sembla qu'elle tremblait, ma fiancée, et j'allais, me penchant vers elle, lui demander la cause de ce trouble... vite, elle

serra ma main, la quitta brusquement et sourit. Oh! je vis bien, moi, que ce sourire n'allait pas plus loin que les lèvres. Plus instruite que moi des nécessités de la guerre, le seul tableau de la situation des armées avait fait naître en elle des pressentiments qui ne la trompèrent pas. Le soir même je sus pourquoi elle n'avait pas ri : Jefferson Davis, le président des États Confédérés, avait signé, le 16 mai, un suprême *appel aux armes*. Une *levée en masse* était rigoureusement ordonnée. Je ne saisis pas, d'abord, toute la portée de cet appel : je m'étais si bien habitué à ma nouvelle vie que j'avais presque oublié les exigences de mon titre de citoyen. Jamais je n'aurais cru possible, alors, une circonstance qui me forçât à reprendre l'uniforme des soldats du Sud.

Je lus moi-même tout haut l'appel aux armes de Jefferson Davis, et je me montrai très-étonné de l'effet qu'avait produit cette lecture autour de moi. « Allons, dis-je, en rendant le journal à maître Toinot, il paraît qu'on se battra rudement. »

Personne ne me répondit. Jules regardait son père, maître Toinot regardait Marie, et Marie me regardait... et elle avait dans les yuxe

quelque chose qui en diminuait l'éclat. Je restai ainsi, sans comprendre. Voulant prendre ma part de la peine que paraissaient éprouver ces grands cœurs, je pensai que cette levée en masse indiquait probablement l'immensité du danger qu'on courait ; ou bien que des impôts allaient frapper les propriétés pour payer les frais énormes que cet appel aux armes coûterait... ou encore, que Jules, par son grade, se sentait forcé d'aller reprendre son poste dans l'armée du Sud... C'est à cette dernière pensée que je m'arrêtai. Et je n'eus pas l'idée un seul instant, grand niais ! de me rappeler que je n'étais libre dans la plantation qu'en faveur de ce congé *temporaire* accordé par le président aux hommes de Norfolk; que Johnston ne m'avait pas donné le moindre congé, lui, et que mon nom était inscrit sur plus de trois registres. Il était bien clair cependant qu'avant d'équiper et d'instruire les hommes frappés par la *levée en masse*, les recruteurs devaient réunir tous ceux qui avaient déjà servi.

Mais Marie, si courageuse jusque-là, si résignée, ne put cette fois surmonter sa douleur, et, me prenant les deux mains, elle laissa reposer sa tête sur ma poitrine. Elle ne pleurait pas ; oh non ! mais sa respiration oppressée me disait

sa souffrance. Je compris tout, alors!... Ce qui se passa en moi, en ce moment, je ne saurais le dire : j'ouvris les lèvres, et les mots venaient vite, vite..... « La guerre est une nécessité, dis-je, et plus que tout autre je dois prendre le fusil... J'ai attendu l'appel aux armes, et j'ai eu tort... Nous défendons le territoire, n'est-ce pas? Chacun se doit à son devoir. Pouvons-nous laisser les Nordistes envahir Richmond? Pour les repousser, il faut des soldats! En France, j'aurais servi pendant sept années, et je me serais battu par obéissance : ici, on compte par batailles et non par années, c'est préférable... et je me bats pour assurer mon avenir... Je suis revenu de Bull's-run; je reviendrai de Richmond! Est-ce parce que je suis heureux qu'il faut se lamenter? Il me semble, bien au contraire, que le véritable soldat, le meilleur à la guerre, est celui qui non-seulement songe à faire triompher sa patrie, mais encore à défendre son propre bonheur, à l'assurer à tout jamais. Loin de me plaindre, je dois remercier la Providence, qui m'a permis quelques mois de repos auprès de vous... Ah! c'est que je ne suis plus le même : l'air américain m'a bien changé, allez!.. Nous n'avons pas d'armée régulière, nous... ne sommes-nous

pas engagés dans l'action? C'est aux jeunes qu'appartient le devoir de marcher au feu. Jefferson Davis, notre président, m'appelle : je dois obéir... » A mesure que je parlais, Marie, relevant la tête, me regardait fixement. Je sentais bien que je ne devais pas accroître sa douleur en laissant apparaître l'ennui que j'éprouvais moi-même, et tandis que mon cœur battait d'émotion triste, des paroles de résignation venaient sur mes lèvres abondamment. Une idée ne me quittait pas : je pensais qu'avant mon départ l'oncle de Charleston pourrait nous unir. J'avais défendu, les armes à la main, l'indépendance de ma fiancée américaine... j'allais maintenant me battre pour ma femme! De telle sorte qu'au milieu de toutes ces complications qui avaient retardé mon mariage, je me figurais que cet appel sous les drapeaux des Séparatistes venait juste à point pour hâter mon union définitive tant désirée. Cette idée me soutint.

Mais cette consolation elle-même ne devait pas m'être donnée. Le lendemain nous arriva le texte complet de l'appel aux armes, et nous vîmes que la *levée en masse* épargnait, jusqu'à de nouvelles nécessités, les Sudistes mariés... Pouvais-je, après la publication de cet ordre

présidentiel, me placer dans la catégorie des exemptés? Et, l'aurais-je pu, de quel nom aurait-il fallu qualifier cet acte? Assurer le bonheur de toute ma vie par une lâcheté, était-ce possible?... Heureusement pour moi, une espèce de fièvre d'esprit m'ôtait la force du désespoir. Je n'étais pas même capable de me désoler. Il fallait retourner à Florence, retourner à Richmond... J'étais prêt!

Le lendemain, Marie avait retrouvé tout son calme. Elle ne niait pas l'émotion qu'elle avait ressentie ; mais elle l'expliquait. Ma chère fiancée, se rappelant mes lettres datées de Bull's-run, avait redouté mon découragement... Ainsi, c'est mon attitude résolue qui avait rendu la paix à l'Américaine. Déjà, aux alentours de la plantation, des groupes de soldats s'étaient montrés. Jules avait revêtu son uniforme. Le mien n'existait plus. L'heure du départ approchait. Je faisais tous mes efforts pour paraître tranquille. Je m'efforçais de me montrer gai, même, qui le croirait ?

Cependant je me trouvai seul avec Marie. Oh! ce fut une épreuve terrible. Froidement, elle se demandait par quels moyens nous pourrions correspondre; comment lui parviendraient mes lettres, surtout si l'ennemi venait à couper

les communications établies entre la Virginie et la Caroline du Sud. Maintenant que nos soldats ne gardaient plus Norfolk, un corps d'armée nordiste ne pouvait-il pas, ainsi que Jules le redoutait, tenter une diversion dans le Sud du nouveau champ de bataille ? Je ne voulus pas retomber dans la faute commise à Bull's-run : « J'écrirai par toutes les occasions, dis-je ; mais si par un contre-temps notre correspondance se trouvait arrêtée, il ne faudrait pas en déduire qu'un malheur est arrivé.

— Bien ! répliqua Marie... mais si les communications sont rompues, comment saurai-je ?...

— Ma chère Marie, il faudra nous armer de patience et attendre...

— C'est impossible, interrompit-elle.

— Cependant...

— C'est impossible... Il faut trouver un moyen quelconque... Depuis nos fiançailles, reprit-elle, je vous suis unie : je ne vous quitterai pas.

— Quoi! vous pensez venir sur le champ de bataille ?

— Oui.

— Non, Marie, ne faites pas cela. Quand je me battrai, il faudra donc que je nourrisse cette idée qu'une défaite de nos troupes vous

forcerait, vous, à subir toutes les épreuves d'une retraite! Il faudra donc que je vous quitte, non pas seulement pour marcher vers une campagne dont je ne prévois pas les exigences, mais encore que je vous laisse seule chaque jour pour courir à un danger connu ?

— Je préfère cela à l'incertitude, vous le savez.

— Moi, je n'aurai jamais ce courage... et je sens qu'au plus fort d'un combat, si je redoute une défaite, rien ne pourra me retenir dans les rangs ; je quitterai mes frères d'armes pour aller vous défendre, vous !

— Ne dites pas cela !

— Je le dis parce que je le sens.

— Soit ! murmura-t-elle, après un silence, je ne vous suivrai pas. »

Telle que je la connaissais, Marie venait de me donner la plus grande preuve de son affection.

Les groupes s'étaient rejoints. Devant la plantation on comptait plus de trois cents hommes, entourant un drapeau planté dans le sol.

Nous employâmes la dernière heure, avec Jules, à préparer nos armes. Quand je revins, tous les nègres de la plantation étaient accroupis

devant leurs cases. Phœbus se promenait gravement au centre de l'allée, tenant une grosse rose rouge dans sa main. Jacquet courut à moi dès qu'il m'aperçut : il avait placé sur son dos une sorte de valise en cuir jaune retenue par des courroies, et debout, appuyé sur un bâton noueux, les reins cambrés, les yeux brillants, il semblait me questionner. « Allons, me dit Marie, voici l'heure du départ : déjà quelques escouades ont pris la route de Florence.. Jules est parti, il vous attend... J'ai consenti à ne pas vous suivre; je vous jure que je ne foulerai pas le champ de bataille tant que vous y combattrez... mais Jacquet ira avec vous. Il est heureux de vous accompagner. »

Jacquet ne bougeait pas. Maître Toinot me serra la main. Marie vint jusqu'à l'entrée de la plantation : « Vous retrouverez Johnston, me dit-elle. Il faut que vous serviez sous lui... adieu. »

J'eus le courage de sourire en répétant, après elle : « Adieu, adieu! »

Je ne me retournai pas une seule fois : car peut-être aurait-elle lu ma souffrance dans mes yeux. Jacquet, silencieux, marchait à ma droite. Nos compagnons chantaient des airs patriotiques. Nous nous enfonçâmes dans le bois de

pins... et je revis le tertre où j'avais passé de si doux instants avec Marie.

CHAPITRE VII.

La légion d'Hampton. — La rivière capricieuse. — Les escapades de Jacquet. — Combat de Fair-Oaks (31 mai 1862). — Le bataillon Lafayette.

Je commençais à trop la connaître, la route qui conduisait de la plantation à Florence! Avec une vitesse qui donnait le vertige, le chemin de fer nous jeta dans Richmond le 20 mai. Quelques-uns furent désignés pour occuper les casernes de l'intérieur ; d'autres, pour assurer le service des forteresses. La plupart furent dirigés vers le camp. Moi, je devais rejoindre Johnston, le général Johnston. Jacquet en arrivant à Richmond m'avait d'abord quitté... et ce n'est qu'après une longue heure d'attente que je l'avais enfin vu revenir, le front ruisselant de sueur. Il prétendit que je l'avais égaré dans les rues de la ville et qu'il avait eu bien peur de ne pas me retrouver.

En quittant la plantation, on aurait dit vraiment que l'esclave avait repris ses allures de

mousse : il marchait près de moi le front haut, me questionnant avec une audace qui me réjouissait. Et cela fit que j'oubliai la distance qui nous séparait, pour faire de Jacquet mon compagnon favori, presque mon confident. Il se souvenait très-bien de son enlèvement sur les quais de Charleston, et me disait souvent : « Sans vous je serais esclave ! » Il ne se considérait donc pas comme tel ? Je le lui demandai : « Je suis votre domestique, moi, me répondit-il.

— Alors tu viendras avec moi au camp de Johnston ?

— J'irai partout où vous irez.

— Tu n'as donc pas peur de la guerre ?

— Oh ! oui, j'ai bien peur !

— Veux-tu rester à Richmond ?

— Je ne puis pas y rester.

— Vraiment ?

— On m'a dit de vous suivre partout.

— Et qui t'a dit cela, Jacquet ?

— Mam'selle Marie.

— Ne t'a-t-elle pas dit autre chose ?

— Elle m'a dit beaucoup de choses.

— Quoi ?

— Je ne peux pas le répéter.

— Pourquoi cela ?

— Parce que Mam'selle me l'a défendu.

— Et si je l'exige ?

— Je ne suis pas votre esclave, à vous !

— Alors je te renverrai à ton maître.

— Je ne m'en irai pas.

— Je te ferai bâtonner...

— J'ai dit à Mam'selle qu'on me tuerait plutôt que de me faire répéter...

— Bien, Jacquet !.. mais, dis-moi, au nom du ciel, ta maîtresse ne court aucun danger ?

— Je ne crois pas.

— Tu peux cependant me dire ce qu'elle t'a recommandé en partant ?

— Mais non, je ne peux pas.

— Tiens, dis-moi seulement... »

Jacquet porta ses deux mains à ses yeux et se mit à pleurer. « Eh bien, dis-je, pourquoi ces larmes ? qu'as-tu ?... réponds-donc.

— Vous me faites peur avec toutes vos demandes, » répondit-il en sanglotant.

Un éclat de clairon m'appelait. C'était le signal convenu pour sortir de la ville. La nuit était noire, quand deux mille hommes passèrent ainsi par-dessus les ouvrages en terre qui entouraient Richmond. Ceux qui devaient aller grossir le corps de Johnston, et j'étais avec ceux-là, avaient reçu une bonne provision de cartouches. On

marcha ainsi jusqu'au matin, sans aller bien vite... Il me parut que le terrain avait été labouré. Nous enfoncions quelquefois jusqu'aux chevilles. J'aurais emprunté le bâton de Jacquet, si j'avais osé.

Nous arrivâmes au camp vers cinq heures du matin. Je les revis ces trop connues tentes grises de Bulls-run! mais je ne retrouvai pas mes anciens compagnons. Un officier nous indiqua les places que nous devions occuper. Je fis valoir mes titres : je dis que j'avais été dans la grand'-garde de Johnston, et je fus incorporé dans une légion qu'on nommait la légion d'Hampton, qui était presque toute composée de soldats originaires de la Caroline du Sud.

Tous les jours j'écrivais deux lettres à Marie. J'étais bien certain que mes missives lui parvenaient très-régulièrement : car je les adressais à Jules, qui avait été retenu à Richmond, auprès du gouvernement, et qui s'était chargé de recevoir notre correspondance. Il pouvait toujours, lui, savoir où j'étais et en prévenir Marie. Cette précaution devint très-nécessaire : car tous les matins nous changions notre campement. La division de Johnston était ce qu'on appelle, je crois, en position de *réserve*.

D'après ce que j'appris, l'ennemi, en quittant

White-house, s'était avancé jusqu'au point où le Chickahominy-river coulait, de sorte que ce cours d'eau séparait les deux armées comme autrefois elles l'avaient été par le Bull's-run. Nos troupes étaient donc développées sur la rive droite du Chickahominy, prêtes à repousser la première attaque que tenteraient les Nordistes. Cette attaque n'avait pas lieu, parce que l'ennemi devait employer tous ses efforts pour s'assurer un champ de bataille solide, c'est-à-dire pour jeter des ponts sur le Chickahominy, tracer des routes dans les marais, réorganiser celles qui se trouvaient bouleversées par les dernières pluies. Nos soldats, commandés par de vaillants officiers, allaient souvent inquiéter les Nordistes par des attaques partielles, des *escarmouches*, comme on dit, et ils arrêtaient ainsi la marche de leurs travaux. Leur faire perdre du temps, c'était beaucoup : car chaque jour la fièvre leur emportait des combattants; aussi avec quelle ardeur ils travaillaient!

Lancer des ponts sur le Chickahominy n'était pas facile, à ce qu'il paraît : car cette rivière n'avait pas un cours régulier. A certains endroits, ses eaux se trouvaient resserrées entre deux plaines de sables mouvants, impraticables pour la cavalerie, et son lit mesurait alors

10 mètres à peine. Plus loin, le Chickahominy se divisait en plusieurs canaux, qui se répandaient dans les marécages et inondaient le terrain jusqu'à des 300 mètres de largeur… Enfin, chose qui paraîtrait incroyable si tous nos soldats, ainsi que nos ennemis, n'en avaient ressenti les effets, le Chickahominy se prenait à changer de direction en quelques heures. Un tas de sable accumulé suffisait pour le faire déborder, et un bras d'eau se dessinait là où le terrain paraissait auparavant surélevé… Par contre, un embarras se dégageant, un ruisseau devenait une route sèche.

A l'exception de ces escarmouches dont j'ai parlé, le gros de l'armée sudiste semblait campé bien solidement. Le corps de réserve seul se portait continuellement vers les points faisant face aux subites agglomérations des Nordistes. Les journées passaient ainsi. J'écrivais régulièrement à Marie et je remettais mes lettres au cavalier qui faisait le service du général Johnston. Il lisait sur l'adresse : « Au capitaine Jules Toinot, au siége du gouvernement, à Richmond, » et il plaçait soigneusement mes lettres dans le *packet*.

Jacquet m'entourait de soins. Grâce à lui, je dois le dire, rien ne me manquait. Mais,

dès qu'il croyait avoir prévu tous mes désirs et préparé toutes mes provisions de la journée, il disparaissait pour ne revenir que le soir ; ou encore, le soir, disparaissait-il pour ne se montrer que le lendemain matin. Je le questionnai sur ces absences ; mais son prodigieux entêtement fit que je renonçai à mes questions. Jacquet abusait de sa liberté. La vie des camps l'intéressait, sans doute ! Je pensai, toutefois, qu'un officier devait avoir remarqué la vivacité de mon esclave, l'intelligence de son regard, et qu'il utilisait cette intelligence. Jacquet avait-il été séduit par un dollar ? Et comme il revenait très-exactement tous les jours, au moins une fois, sous ma tente, et qu'il ne partait jamais sans m'avoir demandé si je ne désirais rien, je le laissais à son petit commerce.

En cette situation, je commençais à ressentir les effets de cette même impatience qui m'avait tant agité à Bull's-run. J'entendais, tous les jours, des fusillades bien nourries ; mais personne ne semblait y prendre garde. Qu'attendait-on? on attendait que l'ennemi se décidât. La position que nous avions prise était excellente, et nos généraux ne voulaient pas l'abandonner. Il fallait en finir, cependant ! Le 29 mai, on nous fit visiter nos armes, et l'on organisa

nos compagnies; de Richmond arrivèrent un grand nombre de soldats qu'on dirigea en toute hâte vers le gros de l'armée; enfin nos tentes, rapidement enlevées, le 30 au soir, furent entassées sur divers points. Pendant toute cette journée du 30, Jacquet ne m'avait pas quitté. « Voyons, lui avais-je dit, il me semble que le branlebas va commencer; retire-toi, Jacquet...

— Pourquoi? m'avait-il répondu.

— Parce qu'on va se battre.

— Non, on n'attaquera que demain.

— Qui t'a dit cela ?

— Personne... »

Comme toujours, on savait mieux à Richmond ce qui se passait dans notre camp que nous ne le savions nous-mêmes; avant que l'ordre ne nous en fût donné, le 31 mai au matin, les marchands qui venaient de la capitale pour nous vendre toutes sortes de choses, nous annoncèrent très-positivement que le gouvernement avait décidé que nous attaquerions l'ennemi.

Les Nordistes, en ce moment, étaient en ligne de défense. Leur base d'opération c'était Botton-bridge. De Botton-bridge leur armée se développait sur deux lignes formant un > ; la ligne du nord s'appuyait sur le chemin de fer qui conduit à Richmond; l'autre ligne suivait le cours

de la rivière, de telle sorte que pour aller d'une extrémité à l'autre du ⊳, on aurait parcouru plus de 15 milles. Entre les deux ailes coulait le Chickahominy, et on avait jeté sur la rivière un grand nombre de ponts pour assurer la communication entre les deux corps.

A midi notre armée se mettait en marche. Nous allions attaquer l'ennemi par l'aile droite, c'est-à-dire la branche supérieure du ⊳. Les Nordistes avaient établi leurs avant-postes à une station du chemin de fer, la station du Fair-Oaks. Ils avaient élevé, là, une redoute solide. Nous allions, nous, sous les ordres de Johnston, droit devant nous, serrés, l'arme au bras, silencieusement... et nous voyions, au loin, les troupes d'attaque qui se dispersaient en tirailleurs dans les bouquets de bois, tandis que les compagnies massées les suivaient avec du canon. Le ciel était couvert de nuages; tout était sombre, lourd, triste. Nous avancions! A une heure la fusillade retentit. L'ennemi riposta rudement... Mais, compagnies sur compagnies, les nôtres se multipliaient. Ebranlés, les Nordistes se battaient avec acharnement... Nous arrivâmes, nous, au pas de course, alors que toute notre armée, déployée et bien unie, se ruait contre l'ennemi. Nous nous arrêtâmes

brusquement à 1,000 mètres de l'action. Les canons de la redoute de Fair-Oaks s'étaient tus après la mort du colonel Bailey, qui s'était fait hacher sur ses pièces... La redoute de Seven-Pines ne tint pas mieux... Nous étions, nous, toujours massés, la baïonnette en avant, prêts à soutenir nos frères d'armes; mais eux ne reculaient pas. Bien au contraire, ils avançaient... Sur les hauteurs, on voyait les lignes ennemies, bien reconnaissables à leur uniforme bleu... La ligne nordiste pliait comme une baguette d'osier... Tout à coup, au milieu d'un tonnerre, un désordre effroyable se produisit : la ligne fédérale était rompue ! Les canons des Yankees, démasqués, lançaient leur mitraille en toute liberté, et dans ce tas compacte d'hommes que commandait Johnston et qui avançaient lentement, on entendait, de temps en temps, un sifflement aigu, un cri, un bruit sourd... et aussitôt une voix criait : « Serrez les rangs. » Nous marchions au pas ordinaire.

Cependant, sur un point, devant nous, nos soldats cherchaient encore à renverser une muraille d'hommes qui ne voulait pas céder. Johnston courut seul dans cette direction... Quand il revint, le sabre au poing : « En avant ! nous dit-il... au pas de charge ! » Alors nous courûmes.

Les nôtres ne tenaient plus, et l'ennemi, rallié par ses officiers, suspendait tout à coup sa retraite pour venir en masse prendre l'offensive au point où cette poignée des leurs avait arrêté les nôtres... A cent pas de l'ennemi, nous vîmes que nos pauvres soldats avaient été écrasés, au centre... J'étais au second rang, cette fois, et je tenais mon fusil bien solidement.

Le combat était rétabli presque sur toute la ligne. Quel était donc ce groupe de héros qui venait d'éviter au Nord une défaite certaine? Je me faisais à part moi cette question, et, machinalement, je me disposais à enfoncer ma baïonnette dans l'une de ces poitrines qui semblaient nous défier, lorsqu'un nuage passa devant mes yeux, et je crus être le jouet d'un rêve : poussé par ceux qui étaient derrière moi et retenu par le premier rang, je ne marchais plus : on me portait... Mes yeux ne pouvaient pas se détacher de ce bataillon ennemi qui restait invincible à son poste... Malgré les cris de Johnston et les hourrahs de mes compagnons, il m'était impossible de maintenir mon fusil dans mes mains... Nos adversaires, ces héros! portaient le costume de l'infanterie française, et leur drapeau était tricolore... Je croyais rêver... j'attendais la fin du cauchemar. Hélas! non, je ne rêvais pas :

c'était là le bataillon Lafayette de la milice des Etats-Unis, qui, composé de Français, a conservé le glorieux privilége de porter le costume et le drapeau de la nation qui servit jadis si noblement la cause de l'indépendance américaine. Je n'eus pas le courage de donner un seul coup de baïonnette à ces vaillants! Si une voix, en ce moment, m'avait demandé : « Où est l'ennemi? » j'aurais été fort embarrassé pour répondre.

Un bataillon d'Irlandais était venu, sur un autre point, rétablir audacieusement le combat, de telle sorte qu'après avoir perdu un mille de terrain, quinze canons et toutes les positions d'avant-postes, les soldats de Mac-Clellan, grâce au bataillon Lafayette, que les Nordistes ont cessé d'appeler, depuis ce jour-là, *le bataillon Lafourchette,* l'ennemi, dis-je, tenait bon... Un corps de nos troupes, alors, fait un détour pour aller tenter une surprise par le flanc et jeter le désordre partout; mais un corps ennemi, commandé par le général Sumner, passe le Chickahominy, traverse un bois et vient fondre sur notre colonne de surprise. Bien plus, Sumner établit, dans une clairière qui domine le champ, une batterie de canons-obusiers de 12 et fait pleuvoir sur nous une grêle de projectiles... Il était alors six heures du soir. Johnston, intré-

pide, passe devant nous et entraîne ma légion, la légion d'Hampton, hors de cette boucherie, pour la conduire directement vers la batterie du général Sumner, qui nous enlevait des compagnies entières... Je n'avais plus devant moi le drapeau aux trois couleurs.

A mesure que nous courions vers la batterie, les hommes tombaient à côté de moi... Un vide se fait à ma droite; un soldat me prend par le bras pour me rapprocher de lui; je le regarde... et il reçoit un boulet qui lui fracasse le crâne : il tombe. Epouvanté, je veux courir plus vite encore, et je me heurte à deux de mes compagnons qui s'arrêtent, tournent sur eux-mêmes, et leur poitrine n'est plus qu'une large tache de sang : ils tombent! J'étais à découvert au premier rang... Johnston nous guidait... Mais à peine arrivions-nous devant les canons, que notre entreprise était inutile : les Nordistes avaient complétement repris leur première ligne de bataille, et ils nous repoussaient maintenant. Nous fîmes retraite, avec le reste de l'armée, jusqu'à Fair-Oaks...

Quelle nuit! quelles horreurs! pêle-mêle, Confédérés et Fédéraux gisaient sur le terrain. La légion d'Hampton avait perdu la moitié de ses hommes. « Le Chickahominy nous a trompés! »

disait Johnston avec un accent de désolation. Notre général avait pensé que la crue de la rivière, que semblaient promettre les orages des jours passés, devait emporter tous les ponts de l'ennemi... et en effet, sans le pont qui avait favorisé la manœuvre hardie du général Sumner, l'ennemi aurait été vaincu ce jour-là. En réalité, quand la nuit vint suspendre l'action, il n'y avait ni vainqueurs ni vaincus : on sentait que la bataille n'était pas finie, et chacun restait au point où il se trouvait. Cette impression était tellement générale, que personne ne songeait à secourir les blessés... Ma légion, au moment de l'arrêt imposé par les ténèbres, se trouvait sur les terrains qni entouraient cette station de Fair-Oaks où le combat avait commencé en nous laissant l'avantage. A vrai dire, on n'aurait pas pu décider laquelle des deux armées occupait la position. A cent pas de ma légion, par exemple, nous savions qu'il y avait un corps ennemi complet, avec canons, obusiers, etc.... Dans le silence de la nuit, on entendait, comme à Bull's-run, les plaintes des blessés et les râles des agonisants.

Ce qui me tourmentait, c'était de penser qu'après une pareille journée rien de définitif ne s'était produit et qu'on allait évidemment recom-

mencer le lendemain. Mes tempes battaient si fort que ma tête en était ébranlée. Accroupi sur le sol, perdu dans le groupe de la légion d'Hampton, par une nuit d'un noir profond, une pensée, toujours la même, me poursuivait impitoyablement : « Déjà les journaux de Richmond connaissent tous les détails de la lutte; demain, dès l'aurore, chez Marie, on saura que l'engagement a été rude, qu'aucun résultat n'a abouti et que la bataille se continuera, et Marie va se trouver dans cette incertitude qu'elle redoute tant! Comment lui faire savoir que j'ai été épargné? sais-je seulement si nous nous sommes arrêtés sur un bon terrain? Derrière nous, comme devant nous, sont peut-être en repos des bataillons ennemis! » Cependant, malgré l'obscurité, je traçai quelques mots, à tâtons, sur une blanche feuille de papier... Le hasard ne pouvait-il pas me faire apercevoir le courrier du général? Avant la reprise du combat, ne pouvais-je pas chercher le général lui-même? Johnston devait être avec nous, car il ne nous avait pas quittés un seul instant pendant la bataille. La lassitude me domptait. Le sommeil commençait déjà à tomber sur mes yeux... Un vent frais, très-frais, venait par bouffées me donner des frissons. Je laissai ma tête, devenue

bien lourde, m'entraîner, et, me rapprochant le plus près possible de l'un de mes compagnons d'armes qui était étendu auprès de moi, je m'endormis en me serrant contre lui.

Avant le jour je m'éveillai. Il me fut impossible, d'abord, de remuer ni mes bras ni mes jambes... Peu à peu mes forces revinrent, et je me levai. Tous les autres dormaient encore. Je n'entendis, au loin, du côté des ennemis, qu'un murmure continu, sourd, quelque chose comme le roulement d'un chemin de fer éloigné. Je regardai de tous côtés, et ne vis rien distinctement d'abord. La ligne grise de la voie ferrée allait se perdre dans la plaine, et, la suivant des yeux, mon regard s'arrêta à l'horizon... horizon très-borné : car la ligne accusait une grande pente et paraissait s'effacer dans le vide, ou tomber dans un lac chargé de brouillards. Les eaux du Chickahominy ne tardèrent pas à refléter les premières lueurs de l'aurore, et je vis alors comme de lourdes et noires vagues qui semblaient descendre vers le Chickahominy, et passer par-dessus le fleuve pour venir se perdre sur les bords opposés...

Mais je n'étais pas le seul à interroger l'horizon ; de distance en distance, des groupes s'étaient formés qui surveillaient l'ennemi. L'au-

rore se répandait. Des bruits étranges, des cris longuement répétés se faisaient entendre dans toutes les directions. Là où le silence avait régné pendant de longues heures, des masses d'hommes s'agitaient, et l'on voyait reluire dans ces agglomérations encore informes l'acier des baïonnettes et des épées. Enfin, à tout galop, Johnston passa sur la voie du chemin de fer. Nous étions tous debout, l'arme au pied, attendant un ordre. Il se dégageait de notre camp un bruit formidable qui augmentait encore de minute en minute... Je serrais dans ma main le lambeau de papier sur lequel j'avais écrit ces mots : « Ma situation est excellente. Je ne suis pas blessé. » Mais pas un courrier ne se présentait. Et Jacquet lui-même, qu'était-il devenu? le pauvre enfant, pouvais-je lui faire un crime de son épouvante?... Tout à coup, sans que nous eussions entendu aucun cri de commandement, sans que nous eussions reçu aucun ordre, entendu aucun chant de clairon, nous vîmes, à cent pas de nous, toute une légion des nôtres se porter au pas de course vers une clairière qui bordait la voie du chemin de fer. Une autre légion suivit la première, baïonnette en avant,... une troisième, une quatrième... Johnston arrive, à pied. Il se place à notre

droite, nous regarde, dégaîne son épée... avance; et nous le suivons, au pas, en désordre, essayant de nous serrer le plus possible les uns contre les autres. Alors, je vois sortir d'un groupe qui entourait notre général, un enfant, nu-tête, nu-pieds, qui passe en courant devant la légion d'Hampton... Il s'arrête; ses yeux rencontrent mes yeux... c'est Jacquet ! Il a changé de costume et tient un énorme paquet de journaux sous son bras. Je veux l'appeler, marcher à lui, lui remettre ma lettre... Où l'ai-je mise ? Je l'avais dans la main... Je cherche, mais inutilement... Il fallait suivre mes compagnons... Le pas ordinaire se transformait en pas accéléré. Mon esprit se trouble ; je m'impatiente... « Halte ! » crie Johnston. Je lève les yeux... Jacquet n'est plus là.

Je n'avais plus le temps de me désespérer : devant nous, à cent pas, les Nordistes, le fusil à l'épaule, nous attendent. « Feu ! » crie le général ennemi... « Feu ! en avant ! » riposte Johnston... Quelle fusillade ! Une balle vient s'aplatir sur le canon de mon fusil, au moment où je croisais ma baïonnette. J'entendrai toujours le bruit de ce plomb meurtrier sur le métal ! Ce fut une rage. En un éclair les Nordistes, dispersés, nous livraient passage.

Un autre bataillon nous attendait cent pas plus loin.

Le combat de la veille avait repris, dans toute son épouvantable ardeur ; mais je crois vraiment que les deux armées n'obéissaient plus à aucun ordre, ne suivaient aucun plan : on se battait pour se battre. Au plus fort devait rester la victoire. L'artillerie ennemie, elle-même, ne possédait pas de positions étudiées : elle se contentait d'envoyer des obus par-dessus ses propres combattants ; de telle sorte que lorsqu'une légion des nôtres reculait et que les Nordistes couraient pour prendre possession du terrain, ils tombaient sous les coups de leurs propres artilleurs. Toute la bataille s'était portée vers la partie boisée du champ de combat. On ne savait plus ce qu'on voulait : on s'acharnait à renverser tous les obstacles, à repousser les ennemis... Et comment aurait-on pu exécuter une manœuvre régulière ?

Nous avions cependant conservé d'une manière générale notre ligne d'attaque : on devinait cela, il paraît, au roulement de la fusillade. Nous avions même gagné un mille de terrain, vers midi... La légion d'Hampton avançait toujours. Mais voici qu'on commençait à pouvoir distinguer les coups de canon des feux de masse,

ce qui est un signe de la fin des combats...

Une nouvelle sinistre circule dans tous les rangs, qui nous fait arrêter net, tous, cessant de poursuivre l'ennemi et nous regardant en silence : Johnston avait été blessé. Depuis une heure nous combattions sans lui ! Ainsi, sans chef, sans ordre, toujours serrés, toujours unis, les soldats de la légion d'Hampton avaient constamment repoussé la solide légion irlandaise du Nord... La moitié des nôtres était restée sur le terrain.

La bataille était terminée. Des deux côtés on se demandait quel était le vainqueur. Devions-nous, pour nous rallier aux nôtres, marcher ou revenir sur nos pas ? Reculer, même après la bataille, c'était encore reculer; aussi, d'un seul élan, tous nous reprîmes notre course. Un corps de cavalerie, soutenu par plusieurs canons, nous arrêta dans le bois où nous étions engagés, mais sans nous mitrailler, rien que par la menace : on voyait très-bien, à travers les branchages, une ligne ennemie qui nous fermait solidement le passage ! Ah ! Marie ! je m'étais réjoui trop tôt ! Avoir combattu pendant deux jours... et quelles journées avaient été celles qu'on a nommées les *journées de Fair-Oaks !*... Avoir lutté pendant vingt-quatre heures

contre un ennemi acharné, et revenir au camp sans avoir reçu une seule blessure, cela eût été trop beau ! Je devais subir toutes les tortures. Le bois n'était pas seulement gardé par les Nordistes, comme nous l'avions cru, il était bloqué ! nous étions prisonniers de guerre !

CHAPITRE XIII.

Les prisonniers. — Les marchands de journaux. — Les soldats bûcherons. — Hannover-court-house. — Les curieuses.

Combien Marie avait raison de préférer toutes les souffrances à l'incertitude ! Je sentis, alors que j'étais prisonnier des Nordistes, tout ce qu'il y a de tortures dans cette ignorance des choses, qui fait qu'on ne sait pas si l'on doit espérer ou se désespérer. Nos braves compagnons éprouvaient cette même émotion. Ils savaient la guerre, eux, pour la plupart, et ils se demandaient quel sort on leur réservait.

Un simple détachement de cavalerie, le révolver au poing, vint à nous. Résister eût été une folie, selon l'avis unanime : car pas un coup de fusil n'ayant frappé les échos depuis une heure

environ, il était bien évident que la bataille de Fair-Oaks était terminée. Un officier nordiste nous cria : « Bas les armes ! » et nous sépara par groupes de dix... Ah ! si j'avais eu la certitude de pouvoir faire parvenir une lettre à Marie, je crois véritablement que j'aurais supporté mon malheur avec résignation. Un prisonnier de guerre n'est jamais considéré comme un bandit, et la paix rend la liberté aux soldats désarmés. La paix ! il faudra bien qu'elle soit proclamée, tôt ou tard ! Que me fera ma détention, si je sais que Marie est fixée sur mon compte ? Il est impossible que ces hommes me refusent d'écrire à ma fiancée ! Je leur montrerai ma lettre, et ils verront bien que je ne veux pas leur nuire...

Le groupe dont je faisais partie était gardé par cinq cavaliers, et nous dûmes suivre nos vainqueurs, qui nous conduisirent hors du bois. Cela me fit beaucoup de peine de me voir ainsi séparé de mes compagnons. Pauvre légion de la Caroline du Sud, qu'allais-tu devenir ? Je dois dire que l'officier ennemi qui nous avait ordonné de rendre nos armes s'était montré fort désireux de nous traiter humainement. Sa première question fut de nous demander si nous avions faim ; et, chose singulière, ce fut

cette question même qui nous rappela que nous n'avions rien pris depuis le matin.

Nous marchâmes ainsi, sans trop presser le pas, pendant une heure, et nous arrivâmes en plein camp ennemi. Un très-grand nombre de tentes étaient dressées régulièrement, sur la droite du fameux chemin de fer, dont les rails étaient encombrés de locomotives et de wagons de toutes formes. On nous donna un abri, c'est-à-dire un toit de branchages soutenu par des piquets. On ne pouvait pas se tenir debout sous ce toit vert ; mais couché on y était délivré des brûlants rayons du soleil ou des larges gouttes de pluie.

Les Yankees... et je puis dire, heureusement !... les Yankees, heureusement, ne nous laissèrent pas le temps de penser à notre situation. A peine étions-nous arrivés sous le toit vert qui, jusqu'à nouvel ordre, devait être la demeure de mes neuf compagnons, et la mienne... à peine m'étais-je décidé à m'adresser à un Nordiste pour faire parvenir ma lettre à Marie, qu'un détachement d'infanterie vint remplacer nos gardiens.

Les soldats du Nord portaient presque tous le même costume, à l'exception des gardes de Lafayette, qui avaient conservé l'uniforme français,

et d'autres légions qui persistaient à garder un costume spécial ; la majorité des volontaires nordistes étaient ainsi vêtus : pantalon bleu de ciel, blouse ou tunique gros bleu, bottes longues et képi. Les officiers, à dix pas, ne se distinguaient pas du reste des troupes. L'artillerie portait d'étroits parements rouges ; ces parements étaient jaunes pour la cavalerie. Nulle autre distinction apparente n'avait été adoptée.

Les fantassins qui venaient de remplacer les cavaliers auprès de nous, étaient moins des gardiens que des chefs de corvée. Ils commencèrent par remplacer nos noms par des numéros, et, se montrant vraiment infatigables, ces hommes qui avaient encore sur leurs tuniques des taches de sang du dernier combat, sans paraître désirer un repos nécessaire, entamaient les travaux militaires qui devaient leur assurer la position qu'ils occupaient. Ainsi leur général, Mac-Clellan, avait déjà tracé ses plans, et les officiers exécutaient ses ordres deux heures après la sanglante bataille de Fair-Oaks ; sanglante en effet : car cinq mille Fédéraux et huit mille Confédérés étaient morts.

Il fallait abattre, selon le vœu de Mac-Clellan, tous les bois qui avaient arrêté les troupes dans l'action dernière. Les prisonniers, natu-

rellement, devaient prendre une grande part de ce travail. On nous remit une hache à chacun, et nous partîmes, escortés.

Est-il possible de rêver un spectacle plus horrible que celui qui devait s'offrir à mes yeux! Une chênaie avait arrêté les Nordistes alors qu'ils voulaient reprendre la station de Fair-Oaks. Pendant deux heures, sous les grands arbres aux troncs ensevelis sous les nouvelles pousses nouées par des lianes, on s'était disputé le terrain. C'est vers cette chênaie que je fus conduit, rejoignant deux autres escouades de prisonniers. Les Nordistes nous poussèrent dans ce bois, et, se contentant d'en surveiller les abords pour empêcher toute fuite, il nous ordonnèrent d'abattre le plus d'arbres possible. Quel souvenir! au pied de chaque arbre il y avait un cadavre... Personne n'osait avancer: des cris plaintifs se faisaient entendre... et les lianes étaient si épaisses à certains endroits qu'on pouvait craindre d'achever un blessé en voulant abattre un chêne. Un sentiment d'épouvante nous gagna tous, et, sans échanger une seule parole, sur toute la lisière du bois les prisonniers refusèrent d'avancer. Les Yankees cédèrent; un des leurs partit pour le quartier-général.

Pour nous mieux surveiller en attendant,

ordre nous fut donné de nous répandre dans la plaine que traversait le chemin de fer. Cette plaine avait été le théâtre d'une lutte héroïque. Depuis midi les Nordistes n'avaient pas encore relevé tous leurs blessés. J'étais atterré ! je vivais sans me sentir vivre : aucune pensée ne traversait mon esprit. Ce champ de bataille était plus affreux que l'avait été celui de Bull's-run. En marchant, je heurtais non pas des cadavres, mais des lambeaux de chair n'ayant plus rien de la forme humaine ; des tas de victimes comme pétries par les roues des canons ; des morts déchiquetés par la mitraille, et çà et là des membres séparés, épars... A plusieurs endroits des creux étaient pleins de sang. Non, je ne pensais plus ! Je regardais, mais sans voir... Je n'ai *vu* cet épouvantable tableau qu'après, je puis le dire, par les reflets du souvenir.

Tandis que j'allais ainsi sur ce terrain rouge, oubliant que j'étais prisonnier, traînant la hache qui m'avait été donnée, j'entendis une voix qui disait : « Eh ! voulez-vous lire les dernières nouvelles de New-York, de Washington, de Charleston, de Richmond?... Voici l'*Inquirer*. Ce dernier mot me donna une commotion... Celui qui parlait ainsi était à genoux devant une planche, sur laquelle étaient alignées des piles

de monnaies américaines, et il tenait encore dans la main un rouleau de pièces, tandis que de l'autre il tendait vers moi un journal : l'*Inquirer*. Il portait un costume de marchand, et mes yeux, par un hasard singulier, se portèrent à dix pas en avant, sur un mamelon où était étendu, raide mort, la tête ouverte comme une grenade, un Américain portant le même costume que ce marchand de journaux qui venait de m'offrir l'*Inquirer*... Oui, marchand de journaux... Pendant toute la bataille de Fair-Oaks une troupe d'audacieux Yankees, tentés par un bénéfice auquel je n'aurais jamais cru, n'avaient cessé de parcourir les rangs des bataillons engagés dans la lutte, vendant aux soldats les derniers numéros des gazettes du Nord et du Sud. Les uns avaient trouvé la mort ; les autres avaient gagné quelques dollars.

Je m'approchai de ce Yankee, et tout à coup une idée me vint : cet homme qui avait ainsi risqué sa vie pour quelques pièces d'or, devait pour une somme importante passer du camp des Nordistes au camp des Sudistes, et courir jusqu'à la plantation de maître Toinot? En toute hâte, je lui dis ce que j'attendais de lui. Il me regarda, et, après un silence : « Ecrivez la lettre, dit-il, et je la porterai. »

Il me remit le crayon et le papier nécessaires...

« Non, reprit-il, n'écrivez pas. Une lettre est toujours compromettante.

— Celle-ci ne saurait l'être... voici ce que j'allais écrire : « Ma bien chère fiancée, je suis prisonnier des Nordistes. Je n'ai pas reçu une seule blessure... Faisons des vœux pour la paix... Mettons en Dieu toute notre confiance... et...

— Et, continua le marchand de journaux, l'officier du Nord qui lira cette missive la traduira ainsi : « Mon cher Jefferson, je suis prisonnier des Nordistes... c'est-à-dire je verrai tout de fort près... Je n'ai pas reçu une blessure... c'est-à-dire les armées du Sud n'ont pas reçu la moindre atteinte par la bataille de Fair-Oaks. » Non, il ne faut pas écrire.

— Quoi faire alors ?

— Attendez... »

Le marchand se prit à réfléchir. Je respirais librement, enfin ! J'allais pouvoir faire connaître à Marie... Une main se posa sur mon épaule ; je me retournai... Le Nordiste qui m'avait ainsi accosté ne fit qu'un geste : au loin les prisonniers étaient rassemblés, et je devais les rejoindre. Le marchand se remit à compter sa

monnaie, et je dus, le cœur gros de larmes, renoncer à cette joie que j'avais entrevue.

Les heures passaient, le soleil descendait vite vers l'horizon. On reprit nos haches, et chaque escouade de prisonniers fut dirigée vers son *abri*. Malgré ma fatigue, je ne pus dormir ; malgré ma faim, je ne pus manger ; une tristesse épouvantable était entrée dans mon âme : j'aurais voulu mourir. En vain mes compagnons s'efforçaient-ils de me consoler. On nous laissa ainsi, sans nous demander aucun travail, tout le lendemain de la bataille de Fair-Oaks, parce que Mac-Clellan tentait une manœuvre. Par un incroyable effort il avait repris l'offensive et conduit ses soldats jusqu'à Seven-Pines et Fair-Oaks. Ainsi, ce combat acharné qui avait frappé de mort treize mille hommes, n'avait, pour ainsi dire, amené aucun résultat : les deux armées se trouvaient, le 3 juin, dans la même situation que le 31 mai, veille du grand engagement. Mac-Clellan attendait même six mille hommes qui devaient lui venir du fort Monroë.

Les Nordistes se disaient victorieux. Ils se montraient très-fiers de ce qu'ils appelaient « leur succès. » Sur le Chickahominy-river ils faisaient retomber toute la faute du désordre qui les avait affaiblis pendant l'action. Cette crue

sur laquelle notre Johnston avait compté s'était produite en effet, mais avec un trop grand retard... Pendant la nuit, les eaux grossies avaient emporté tous les ponts. Aussi Mac-Clellan se proposait-il, maintenant, d'établir un pont en maçonnerie, non point seulement sur le Chichahominy-river, mais sur tous les marais avoisinants, de telle sorte qu'un corps d'armée pût en tout temps traverser toute la vallée. Pour favoriser ces travaux, il fallait auparavant s'assurer une bonne ligne de défense... Les prisonniers durent s'occuper de préparer les approvisionnements : les soldats, seuls, devaient travailler aux redoutes. Avec quelle ardeur ils partaient le matin, le fusil à l'épaule, le revolver à la ceinture et la hache à la main. Dès le premier jour on fit une ovation enthousiaste à un bataillon qui, en douze heures, avait abattu quarante hectares de bois durs.

Plus je songeais à Marie, plus je sentais une grande faiblesse m'envahir. Je ne parlais plus. Je ne comprenais plus les détails que nous donnaient, des opérations militaires, les journaux du Nord, que nos ennemis eux-mêmes nous offraient. Je devinais qu'on se préparait des deux côtés pour un combat décisif ; mais c'est tout. Je devenais *insensible*, voilà le mot. J'o-

béissais aux ordres qu'on nous transmettait, et je vivais parce que mon corps était robuste. Tout mon passé me semblait un rêve. Je m'étais habitué, en quelque sorte, à ma douleur. Mon cœur ne battait plus... Le matin du cinquième jour qui suivit la bataille de Fair-Oaks me réservait, Dieu merci! un effroi qui devait ranimer nos forces. Un train du chemin de fer, composé de wagons, étant arrivé, on nous fit monter dans les voitures, en masse, comme un troupeau de moutons, sans pouvoir ou vouloir nous dire où l'on nous conduisait : l'idée qu'on allait peut-être nous évacuer par le York-river pour nous enfermer dans l'un des nombreux forts de la baie de Chasapeake, me donna un véritable accès de rage. Je raisonnais devant ce danger : prisonnier sur le champ de bataille, une victoire des Confédérés, ou même une simple déroute des Fédéraux, pouvait nous ouvrir la route de Richmond; mais, loin de l'action, oubliés dans une forteresse, qu'allions-nous devenir?

La locomotive se prit à siffler et nous emporta. Nos craintes ne se réalisèrent pas. On nous fit descendre à quelques lieues seulement du Chickahominy, en un point nommé Hannover-Court-house, où les Nordistes avaient

installé leurs dépôts d'approvisionnements. On aurait dit une caserne immense. Sur plusieurs lignes s'étendaient de vastes magasins remplis de farine, de poudre, de draps, de fourrages, etc... Par le York-river les transports apportaient les munitions et les vivres jusqu'à Breek-house, et de là le chemin de fer les conduisait jusqu'aux magasins de Hannover-Court-house. Il y avait aussi là des hôpitaux et un *quartier-général* bien construits. Mac-Clellan venait de s'y installer, avec son état-major, et donnait ses ordres par la voie télégraphique déjà organisée. Nous devions, nous, travailler dans les magasins d'approvisionnements. On m'aurait dit de tourner une meule, comme un cheval, à perpétuité, que je n'aurais pas eu l'idée de désobéir. J'étais prêt à tout supporter.

Voici que dès le premier soir de notre installation des bruits étranges vinrent frapper nos oreilles. Des refrains joyeux, des éclats de rire, des hurrahs où les voix de femmes dominaient, venaient jusqu'à nous. En attendant la bataille, les Yankees s'amusaient, prenaient des distractions. Il paraît que chaque jour le chemin de fer amenait à Hannover-Court-house des groupes de curieuses, qui voulaient

connaître la vie des camps. Il y avait aussi des Américaines qui avaient trouvé cette existence de leur goût, et qui, suivant l'expression d'un Nordiste, « faisaient partie des états-majors. » Je me demandais par quel caprice du destin il se faisait que le malheureux pour qui tout au monde était devenu un sujet de souffrance, se trouvait condamné à entendre les éclats de l'insolente joie de ses vainqueurs? Mais, le lendemain, mieux encore devait se produire. Le bruit circulait qu'un caprice d'Américaine devait nous *consigner*, comme on dit, dans les salles où nous passions la nuit. En effet, au lever du soleil, on ne vint pas, comme cela se devait faire, nous ouvrir les portes. Une heure après, seulement, un officier nous fut envoyé qui nous fit placer sur une ligne et nous ordonna de sortir ainsi, sans « rompre le chapelet. » Au dehors, comme on l'avait supposé, il y avait six Américaines, nonchalamment étendues dans des fauteuils de jonc, qui nous regardaient passer et chuchotaient entre elles. Le sang bouillonnait dans mon cœur : je n'avais pas prévu ce genre d'humiliation.

Cependant l'officier parlait haut, lui : « Oui, dit-il à l'une de ces curieuses, ce sont ceux de la légion d'Hampton. »

Et je vis que l'une d'elles se prit à promener ses regards avec une extrême vivacité sur tous les visages légionnaires.

Cette *exhibition* étant terminée, on nous conduisit dans la salle des fourrages. Nous entassions les foins dans de grandes caisses où une machine les pressait... La plus curieuse n'était pas satisfaite : elle vint nous voir travailler. Je me dis, après tout, qu'il n'y avait là rien d'extraordinaire, puisque moi-même, jadis, j'avais fait un voyage à Toulon pour voir travailler les forçats... et je me mis à entasser les foins. Depuis que j'étais prisonnier des Nordistes j'avais perdu mon nom : on m'appelait *numéro* 103; aussi ma surprise fut-elle grande d'entendre l'officier répondre : « Baptistin, » à l'Américaine qui me désignait du doigt. Je me retournai : « Non, dit-elle, ce n'est pas lui... Il lui ressemble... Il se nommait Oswald et était Irlandais.

— Etes-vous Irlandais? me dit l'officier rudement.

— Je suis Américain, répondis-je.

— Non, non, je me suis trompée, » répliqua la curieuse, et elle sortit, non sans me jeter un regard extraordinaire.

Le soir, quand on fit l'appel des numéros,

je revis cette Américaine, toujours la même, qui me regardait, et ne regardait que moi. Cette comédie m'effrayait! Je dus subir de nos compagnons d'infortune quelques plaisanteries au sujet de cette *ressemblance* qui m'avait valu l'attention de l'Américaine... Mais personne ne la revit plus.

Un mois, un long mois! trente jours! se passèrent ainsi... Rien ne se produisait. Les deux armées restaient en présence, et si près l'une de l'autre que les sentinelles avancées pouvaient entamer une conversation. Quelques escarmouches sans importance avaient fait brûler un peu de poudre et lancer quelques obus; mais, réellement, ni les Nordistes ni les Sudistes ne voulaient prendre l'offensive.

CHAPITRE XI.

L'observatoire de Hannover-Court-house. — Organisation nouvelle des Sudistes. — Les espions. — Un hardi coup de main du général Lee (20 juin 1862).

Sur le chemin de fer qui reliait l'armée nordiste aux eaux du York-river, par le Pamunkey, passaient tous les jours plus de dix convois chargés de vivres et de munitions. Les wagons

retournaient vides. Mais voici que les convois devinrent plus nombreux. Des compagnies entières de soldats semblaient évacuer le champ de bataille. Les fièvres enlevaient beaucoup de nos ennemis, et puis, le quartier-général établi à Hannover-Court-house, qui jusqu'ici paraissait, par le calme qui y régnait, si éloigné du champ de combat, prenait peu à peu une animation extraordinaire. Des canons avaient été apportés, et de l'infanterie était venue dresser ses tentes autour de nous. Les prisonniers cherchaient à deviner la cause de tous ces mouvements. Enfin, signe certain d'une émotion sérieuse, les joyeux hôtes des états-majors nordistes s'étaient éloignés. Il ne restait plus, dans les baraques des officiers supérieurs, que quelques Américaines, et encore prétendait-on qu'elles faisaient toutes leurs préparatifs de départ.

Evidemment le temps que l'on passait, des deux côtés, à combiner une attaque ou préparer une défense, était plus meurtrier que l'aurait été une bataille définitive : car nous voyions passer sur le chemin de fer, tous les jours, des convois de malades qu'on transportait à Breek-house.

Le 20 au matin, un nouveau détachement de Nordistes, conduisant deux canons, vint

prendre position à Hannover-Court-house. Il me serait impossible de relater toutes les suppositions que faisaient les prisonniers. Il était cependant bien simple de reconnaître qu'à la veille d'un engagement décisif, le Nord avait un grand intérêt à protéger solidement la station de Hannover-Court-house, qui était l'entrepôt de sa poudre et de son pain. Cette explication, qui fut la dernière à venir, satisfit tout le monde.

Chacun commençait à s'impatienter. Subir les exigences du vainqueur a toujours été le rôle des prisonniers; mais pour des Américains cela devient un supplice intolérable que le *rien-faire*, et vraiment nous ne faisions rien autre chose qu'entasser du foin dans les pressoirs.

Vers midi, un officier vint choisir quelques-uns des nôtres pour un travail spécial. Ce travail consistait à transporter, des hangars au chemin de fer, les malles des dernières curieuses qui étaient encore à la station. Cet ordre ne nous parut pas humiliant : car nous vîmes les Nordistes nous donner l'exemple. Pour ma part, je dus prendre sur mes épaules une caisse énorme, très-légère, qui contenait, je crois, deux ou trois robes bien étalées. Mais quelle

fut ma surprise!... Je fus suivi jusqu'au chemin de fer par cette même Américaine qui avait cru reconnaître en moi un Irlandais.... Il paraît que je portais sa fortune, car elle ne me quittait pas. De ses mains petites et blanches elle m'aida à déposer la caisse dans le wagon, et lorsque j'eus terminé ma tâche et que je me disposai à rejoindre mes compagnons, l'Américaine, dont je n'ai pas su le nom, m'appela par deux fois avec un geste d'impatience... Elle était aux trois quarts perdue dans une barricade de malles, de caisses, de paquets.

Puisqu'elle partait je pouvais bien lui obéir encore... Je fus vers elle, et tandis que je soulevais une caisse qui semblait la tenir, ainsi qu'un piége, dans cet amoncellement de bagages, elle me remit un papier plié, et me dit : « Lisez au plus vite, lisez... adieu. »

Je m'éloignai en toute hâte.

Ce papier brûlait mes doigts. Je le tenais serré comme s'il avait eu des ailes, et il me semblait que tous les yeux des Yankees étaient dirigés sur moi. Je me défiais même de mes amis. On doit être ainsi quand on a volé un diamant. J'aurais voulu être seul au monde pendant trois minutes... J'avais d'abord passé ma main par l'ouverture de ma tu-

nique, et je tenais le papier sur ma poitrine en attendant que le courage me vînt de savoir ce que l'Américaine voulait... Quel accent mystérieux elle avait eu ! Depuis longtemps elle cherchait à me faire tenir ce message ! Ma ressemblance avec l'Irlandais, ce n'était là qu'une feinte!.. « Je suis libre de lire une lettre ! Pourquoi cette crainte ridicule? Oui, mais si l'on me surprend; si cette lettre compromet quelqu'un ; si l'on me questionne?... Si l'on me questionne, je serai bien plus embarrassé de mon ignorance... » Un coup de sifflet retentit, et cela me fit faire un violent soubresaut. La locomotive emportait l'Américaine et ses bagages. Je suivis longtemps le convoi des yeux, et, ne le voyant plus, j'écoutais encore le bruit des roues sur les rails. Ce ne fut qu'après une longue heure d'attente, d'hésitation, que je me décidai à éclaircir cette intrigue... Qui le croirait? l'idée que l'Américaine était partie, qu'elle ne serait plus là pour me contredire, et que, par conséquent, j'étais le maître de ce secret, me donnait du courage, beaucoup de courage. Je lus : « A vous Baptistin, de la légion d'Hampton. Marie sait que vous vivez. Aujourd'hui, à quatre heures, incendiez les magasins. Soyez prêts ! »

..

Ces seuls mots : « Marie sait que vous vivez, » frappèrent mon esprit. Je tournai et retournai cent fois, mille fois dans ma tête ces cinq mots, cherchant à les rendre bavards, à leur faire dire tout ce qu'on avait voulu leur faire dire.

Marie savait donc que j'étais à Hannover-Court-house, prisonnier des Yankees! Elle savait que je n'avais reçu aucune blessure! Elle savait que, le 20 juin, il devait se produire un grand mouvement militaire dans la station, et que j'aurais besoin d'un encouragement! Elle savait tout cela! Et pas un mot d'elle, rien qui pût me faire deviner où elle se trouvait, comment elle avait pu me faire parvenir ce billet, comment elle avait su... Et c'est pour sonder tous ces mystères que je relus les autres phrases du billet : « Aujourd'hui, à quatre heures, incendiez les magasins! »

A quatre heures? Elle sait donc que l'ennemi a établi de vastes magasins à Hannover-Court-house? Et c'est elle, Marie, qui me dit, qui m'ordonne de mettre le feu à ces entrepôts de l'ennemi! L'Américaine a écrit : « Soyez prêts. » *Prêts*, avec un *s!* Je ne serai donc pas le seul à agir ainsi. D'autres ont reçu un pareil ordre. Par quel moyen pourrai-je savoir?... L'heure fatale approche. Le

soleil n'est plus au milieu du firmament ; vers le couchant il commence à descendre. Pourquoi m'avez-vous ainsi mesuré vos paroles, Marie? Et encore si ces lignes étaient écrites de votre main !... Non, c'est l'Américaine qui a tracé ces mots, et elle ne m'a pas dit : « J'ai vu votre fiancée ! » C'est bien là votre nom, Marie ; mais Marie seulement... Quelle idée ! Si les Nordistes m'avaient tendu un piége ! J'y songe : ce marchand de journaux devant qui j'ai ouvert mon cœur, à qui j'ai dit toute ma souffrance, a vendu mon secret pour quelques *cents !* Et j'allais le baiser, ce billet qui n'est pas même écrit de la main de ma fiancée ! Les infâmes se sont servis de son nom, de son doux nom, pour mieux me tromper !... Cependant, pourquoi me diraient-ils d'incendier leurs magasins? Sot que je suis, pour mieux me tromper ils ont fait écrire ces choses. Ils savent bien que je n'oserai pas... Alors que veulent-ils ?

Je me perdais dans ces contradictions. Une lassitude extrême s'emparait de mes sens. Je regardais ce lambeau de papier, et deux voix différentes me disaient, celle-ci, « Déchire-le ; » celle-là, « Relis-le ! » Le relire ? pourquoi ? soit !

Mais toute nouvelle lecture ne faisait que m'embarrasser plus encore. Je redoutais un piége, je me disais que rien ne prouvait la vérité de ces paroles écrites, et cependant je ne pouvais me décider à condamner, à anéantir ce billet, qui me consolait, qui m'enhardissait malgré moi.

Accablé par ces émotions, je revenais vers les magasins aux fourrages, ne songeant plus que vaguement à tout ce qui venait de se passer, lorsqu'un fait curieux attira mon attention. Il était deux heures environ. Depuis le matin, sur une place nue la veille, les Yankees avaient dressé une sorte d'échafaudage, couronné d'une plate-forme étroite, qui s'élevait à une prodigieuse hauteur. Au sommet de cette tour de bois, il y avait un officier tenant un drapeau blanc qu'il agitait de diverses façons. Certes, mon cœur était bien fermé à toute gaieté, et cependant je me mis à songer à ce conte de *Barbe-bleue* dont on avait épouvanté mon enfance, et je souris ; le Nordiste avait l'air d'une *sœur Anne.* Que n'étais-je dans la situation de la malheureuse victime du conte! au moins aurais-je espéré de l'entendre annoncer la venue des bons cavaliers sur le sol *poudroyant* et *verdoyant.* Au lieu de cet es-

poir, je n'entendais parler que d'incendies, de piéges, etc.... Au pied de cet observatoire il y avait un groupe épais d'officiers à cheval, d'où s'élançaient, à tout galop et à chaque instant, des cavaliers intrépides. Je fis un détour, et quand j'arrivai au magasin, mes compagnons ne travaillaient pas. Dès qu'ils m'aperçurent, l'un d'eux vint à moi, et me prenant la main : « Soyons prêts, » me dit-il.

Ainsi, l'un des nôtres me répétait les mêmes mots que j'avais lus sur le billet! « Que va-t-il se passer? dis-je, est-ce que...?

— Silence! » interrompit le prisonnier.

Et m'indiquant un Sudiste qui dormait, le nez contre terre, à vingt pas de là : « Allez dormir auprès de celui-ci, » me dit-il. Je courus en toute hâte m'étendre auprès du dormeur, qui, sans faire un mouvement, m'instruisit. L'espoir me fut rendu : je vis bien que le billet avait été réellement dicté par Marie.

Toutes les bonnes nouvelles venaient à la fois. Le partisan Jackson était arrivé avec ses quatre-vingt mille hommes sous les murs de Richmond; le général Lee avait pris le commandement de la grande division que Johnston blessé ne pouvait plus conduire; Beauregard avait laissé la direction de nos troupes de

l'ouest à un autre de ses généraux, pour venir se mettre à la tête de notre armée; enfin, tout en assurant la défense de notre capitale contre les entreprises de Mac-Clellan, nos troupes allaient tenter ce qu'on appelle des *sorties,* c'est-à-dire des attaques partielles sur plusieurs points. La station de Hannover-Courthouse était positivement devenue un point de mire; une division de notre armée devait, à cette heure, être en marche pour tenter ce coup de main.

Comment savait-on toutes ces choses? Avant de quitter la station, les Américaines si joyeuses avaient joué leur rôle d'espions.

Nos ennemis, mus par le pressentiment de cette attaque, avaient élevé le fameux observatoire pour interroger l'horizon. Vers trois heures le doute ne leur fut plus permis : ils voyaient, au loin, s'avancer une division. C'était la division Whiting, qui plaçait ses avant-postes. Alors ce fut un désordre complet dans la station. On ne s'inquiétait guère plus des prisonniers... ou, pour mieux dire, on n'avait pas le loisir de songer à eux. Nous, pour n'éveiller aucun soupçon, nous affections de nous disséminer çà et là.

Les troupes réunies à Hannover-Court-house

paraissaient insuffisantes pour repousser une attaque sérieuse; vite on organise un convoi qu'une locomotive puissante doit conduire jusqu'au camp de Mac-Clellan, pour revenir remorquant les wagons chargés de canons et de soldats. La promptitude avec laquelle ce convoi fut dressé sur les rails nous émotionna. En une heure, les Nordistes pouvaient tripler, quadrupler leurs forces à la station. Je vis alors de quelle importance était pour l'ennemi cette voie ferrée, qui lui assurait de rapides communications. « On aurait dû, dis-je, détruire avant tout ce chemin de fer. » Mais à peine avais-je prononcé ces paroles qu'un coup de sifflet se fit entendre, et que la locomotive entraîna les wagons.

La voie décrivait sur ce point une grande courbe. En quelques minutes le convoi prit sa vitesse. Nous le suivions des yeux, et nos regards disaient notre émotion. Les Yankees nous devançaient! Mais tout à coup le convoi s'arrêta... il marchait lentement... Un corps de cavalerie sudiste venait de gravir un mamelon et de se porter par le travers de la voie. Comme une masse, quinze cents cavaliers, commandés par notre grand général Lee, s'avançaient lourdement. Ce fut une minute solennelle. Cela se

passait à mille mètres de nous, grâce à la vaste courbe que formaient les rails... Enfin, la locomotive nordiste se transforme en engin de guerre, et à toute vapeur elle s'élance vers les cavaliers... C'était jouer gros jeu... Le Nord gagna cette partie : le convoi passa par-dessus l'obstacle. Dans une heure il était évident que les Nordistes allaient se trouver en force à Hannover-Court-house.

Lee avait voulu détruire le chemin de fer, mais il avait échoué. Alors il abandonna le terrain pour venir droit sur nous. L'ennemi l'attendait. Lee se rua sur les avant-postes de la station, tandis qu'un autre corps de cavalerie arrivait par une route opposée. Je compris le sens du billet de l'Américaine! Tous réunis en un instant, nous suivîmes les ordres de notre chef improvisé, un Missourien de grande taille : sans armes, et bravant la fusillade des Nordistes qui nous poursuivaient comme des voleurs, nous mîmes le feu à trois magasins. Deux poudrières sautèrent. Les flammes montaient vite; elles envahissaient les entrepôts. Le canon tonnait de toutes parts. Dans leur rage aveugle, les Yankees couraient sur les prisonniers incendiaires et les assommaient.

Lee avait commandé deux charges contre

les Nordistes, et il avait ensuite abandonné le terrain pour venir se placer sur les derrières du second corps, qui combattait au milieu des flammes ardentes; et tandis que la lutte était acharnée sur un point, les cavaliers de Lee, le sabre au fourreau, le révolver à la ceinture, se chargeaient de toutes les munitions que nous enlevions des magasins pour eux. Quinze cents cavaliers peuvent emporter beaucoup de choses! C'était une véritable *razzia*. Le premier corps ne cessa de se faire massacrer que lorsque les cavaliers de Lee, se déclarant suffisamment enrichis, firent retraite. Alors, peu à peu, ceux qui avaient protégé l'entreprise reculèrent. Pendant ce temps, les avant-postes de Whiting, bien munis de canons, s'étaient rapprochés, et vers eux nous marchions, au pas de course. Les prisonniers suivaient la cavalerie de Lee.

A cinq heures, la station de Hannover-Court-house était, grâce au chemin de fer, encombrée de canons, d'obusiers, de cavaliers et de fantassins nordistes venus du camp ; mais le *coup de main* de Lee était accompli : s'il n'avait pas rompu la ligne ferrée, il était du moins satisfait de la *razzia*.

Pour moi, ce que je trouvai de plus beau dans tout ceci, ce fut ma délivrance.

Les avant-postes de Whiting protégeaient un corps de trente mille hommes en superbe position.

CHAPITRE X.

Jackson et ses partisans.—Combats de Beaver-Dam (26 juin 1862). — Retraite des Nordistes. — Bataille de Gaine's-Hill (27 juin).

La nuit vint vite. La plus grande fatigue s'emparait de moi, et je vis que les autres prisonniers éprouvaient la même lassitude. Nos officiers ne cessaient de nous questionner sur l'état des forces nordistes à la station. Nous ne pouvions pas être, sous ce rapport, d'une grande utilité : car nos ennemis s'étaient bien gardés de nous laisser deviner leurs plans. Les quelques renseignements que nous nous efforcions de combiner n'apprenaient rien de nouveau. Ces naïfs Nordistes ne s'étaient pas aperçus que les Américaines, si curieuses, accourues au camp étaient presque toutes des espions.

On dressa pour nous quelques tentes d'officiers, et nous pûmes passer en paix cette première nuit de notre liberté.

Je pensais que le lendemain ma demande de retour à Richmond ne rencontrerait aucune difficulté : car plusieurs des prisonniers délivrés ayant manifesté le désir d'être armés pour combattre, on leur avait refusé cette satisfaction. Mais, le lendemain (avait-on changé d'avis?), on nous réunit sur les derrières du corps de Whiting sans nous dire ce qu'on attendait de nous. Les communications entre notre camp sous Richmond et les trente mille hommes de Whiting n'étaient donc pas assurées?

Nous ne quittions pas ce terrain. Comme jadis, ma première pensée fut de reconnaître les courriers qui faisaient le service entre ce corps détaché et le général en chef. Malgré toute l'activité que je mis à poursuivre ce but, je ne réussis pas à les rencontrer. Personne ne répondait clairement à mes questions.

Whiting était le digne chef d'un corps de partisans, le digne lieutenant de Jackson. Ses légions n'avaient rien de cet ordre qui distinguait, à la veille d'un combat, les armées régulières du Sud. Ils étaient trente mille campés tant bien que mal, toujours prêts à marcher, mais ne s'inquiétant pas de s'abriter derrière des palissades, ni de savoir où on les conduisait. Le seul lien qui les unissait

était la confiance qu'ils vouaient à leur chef. De prisonnier du Nord j'étais, en quelque sorte, devenu prisonnier du Sud. La barrière qui me séparait de Marie paraissait, pour l'instant, tout aussi infranchissable... Et sans la certitude que j'avais de la prochaine reprise du combat, le découragement se serait de nouveau emparé de mon esprit. Whiting tenait une position stratégique de grande importance pour la bataille qui devait se livrer.

Le 25 juin arriva enfin l'ordre de commencer l'action. On nous donna des armes, plus pour nous défendre que pour attaquer : car nous étions avec l'arrière-garde. Jackson venait d'arriver pour prendre lui-même le commandement des trente mille hommes. Il devait marcher directement à l'ennemi et couper le chemin de fer.

Nous avançâmes à petits pas. Voici qu'un corps de troupes sudistes vint renforcer le corps de Jackson. Je me trouvais donc encore une fois au centre de la bataille! Je n'étais plus ni courageux ni timide; je me sentais prêt à obéir, mais rien de plus. On aurait dit que toutes mes souffrances avaient desséché mon cœur, et qu'il ne pouvait plus battre dans ma poitrine.

Il paraît qu'au moment ou Jakson nous conduisait vers l'ennemi, par Hannover-Court-house, le gros de notre armée descendait vers Mac-Clellan, en suivant les bords du Chickahominy-river. Cette manœuvre prenait l'ennemi de deux côtés : c'était comme un compas qui se serait fermé peu à peu. Le corps qui était venu nous renforcer obéissait au général Hill. Lee vint à son tour prendre le commandement de ces deux grandes divisions.

Dans cette situation, Mac-Clellan ne pouvait pas revenir sur ses pas : il devait attaquer Richmond ou faire retraite. Tandis que nous avancions, nous entendions au loin une vive fusillade. L'ennemi, qui se voyait pris entre deux armées, renonçait à l'attaque : il ne songeait qu'à se défendre, à accepter le combat. Pendant toute la journée du 25 il se rua par portions sur plusieurs avant-gardes. Le 26, nous fîmes un détour pour nous porter sur le Chickahominy-river, et nous rencontrâmes un corps nordiste solidement retranché dans une position nommée *Beaver-Dam*, défendue par un ravin profond couvert d'ouvrages en terre. Ce fut un véritable assaut. Je regrettais presque de ne pouvoir y prendre part... Comme ils se défendaient ! La fumée du canon se répandait lour-

dement; des cris épouvantables retentissaient. Trois fois je vis *les nôtres* courir, la baïonnette en avant, et trois fois je les vis reculer : on les repoussait! De nombreux renforts nous arrivaient. C'est aux alentours de cette forteresse que paraissait se jouer la grande partie. La nuit vint trop tôt : nous n'avions pas pu conquérir la position, et le carnage avait dû être horrible.

Le matin, avant le lever du soleil, nous étions prêts à reprendre l'assaut. En face de nous, le terrain était couvert de canons. L'ennemi se montrait résolu à résister encore. Cela nous remplissait de colère! Le général Beauregard vint lui-même prendre la direction des troupes. Il passa deux fois devant moi, et je ne l'aurais certes pas reconnu si l'on ne me l'avait montré du doigt : tous ses cheveux avaient blanchi; cela me fit une grande impression. Il courut se placer en face de la légion qui avait été postée pour la première attaque, et il dit aux soldats des paroles qui excitèrent un enthousiasme sans pareil.

Cependant, avant de donner le signal de l'assaut, Beauregard réunit les officiers supérieurs et dicta une nouvelle manœuvre. La moitié de nos troupes se déploya presque sur une ligne, le long du Chickahominy-river, dont les eaux

nous étaient cachées par un épais cordon d'ennemis. En une heure nous prîmes position, et Beauregard vint nous encourager : « Soyez patients, mes enfants, dit-il, l'araignée est patiente; il lui faut un long temps pour filer sa toile, mais elle ne manque jamais son but. Imitons l'araignée. Notre toile est presque finie. Vous aurez à faire de bonne besogne. Ce que j'ai à vous conseiller, c'est du sang-froid : pas trop d'impétuosité. Réservez-vous pour le jour du grand combat qui, je pense, sera proche. Chargez lentement vos fusils et tirez bas. Suivez ce conseil, et l'histoire aura une nouvelle victoire à enregistrer. »

La canonnade des assaillants couvrit nos voix qui criaient : « Hurrah ! hurrah ! Vive Beauregard ! »

Malheureusement, nous tombions dans un piége ce jour-là. L'ennemi n'avait donné l'ordre de défendre jusqu'à la mort la position de Beaver-Dam que pour attirer et arrêter notre armée sur ce point, et s'assurer par là un changement de situation préférable. Ce qui avait permis de vivre si longtemps loin de la mer à Mac-Clellan, c'était ce fameux chemin de fer qui lui apportait des munitions et des vivres; mais le Sud l'attaquant avec des forces doubles des

siennes, il était évident que ce chemin de fer allait être détruit. Alors le général nordiste s'était décidé à aller se placer entre Richmond et la rivière James, que ses canonnières remontaient maintenant avec facilité jusqu'à un point assez rapproché de notre capitale. On peut détruire des rails, pensait-il, mais on ne change pas le cours d'une rivière.

Donc, tandis que nous nous acharnions à vouloir emporter la position de Beaver-Dam et à riposter à la fusillade des légions déployées en face de nous, Mac-Clellan préparait ses convois de départ.

Le 27, le secret fut connu, mais trop tard. Les Nordistes commençaient déjà à marcher en bon ordre vers les ponts construits sur le Chickahominy, en face d'un point nommé Gaine's-Hill, pour passer la rivière. Les divisions de Mac-Call, de Porter, de Morell et de Sykes, ces fameux généraux du Nord, n'étaient plus qu'à peu de distance des ponts, lorsque tous nos officiers reçurent l'ordre de s'opposer à cette retraite.

Enfin la bataille était franchement accusée! Chacun savait ce que voulait notre général, et c'est beaucoup pour une armée américaine que savoir ce qu'elle veut, bien positivement. Il fal-

lait écraser l'ennemi, qui faisait retraite. Cette fois les prisonniers perdirent leur droit au repos. Je sentais si bien que cette bataille allait tout décider, que je n'éprouvai aucune émotion lorsqu'on me remit un fusil et des révolvers. Et par une grâce du ciel je crus entendre la voix de Marie qui me disait : « Courage! courage! c'est un devoir sacré qu'il faut accomplir : Richmond est menacé; c'est Richmond qu'il faut défendre. » Je ne puis pas dire en détail ce que fut cette bataille de Gaine's-Hill, où les deux armées se trouvèrent en face l'une de l'autre. Le champ de combat était immense. Le terrain, très-accidenté, ressemblait à la table d'un *jeu de dames* : les cases noires, des bois touffus; les cases blanches, des plaines sans un arbuste.

Le corps de Jackson arriva le premier et commença le feu. En quelques minutes, canons, obusiers, mortiers, etc., tout tonna contre nos troupes, qui, arrivées au pas de course, se jetaient sur l'ennemi... A quatre heures on se battait encore, et le roulement de la canonnade ne diminuait pas... Que dis-je, quatre heures? à six heures l'engagement était encore général. Je perdis mon képi, qu'une balle, je crois, emporta; je perdis mon fusil, qu'une main robuste enleva de la mienne; je perdis

l'un de mes révolvers, je ne sais comment, et enfin un coup de baïonnette éventra ma giberne... et pas une blessure encore! Marie me protégeait : cet ange du bon Dieu avait tant prié! L'ardeur de mes compagnons était telle qu'elle m'envahissait, au point de me faire jouer un rôle qui aurait été ridicule s'il ne s'était pas agi de risquer sa vie cent fois... Ridicule vraiment : car j'exécutais les commandements de Jackson, j'avançais, je reculais, brandissant mon révolver vide de poudre, n'ayant pas une seule arme de défense et ne songeant pas même à prendre le fusil d'un mort. Nous tenions rudement notre position!

Voici qu'au moment où le soleil qui rasait l'horizon nous couvrit de lueurs rougeâtres, un bataillon de lanciers ennemis courut à tout galop sur nous, pointe en avant. La rapidité de leur course faisait flotter leurs petits drapeaux, et les fers de leurs lances qui reflétaient les derniers rayons, paraissaient ornés de diamants rouges... Une légion sudiste se plaça entre nous et les lanciers, qui ne purent renverser l'obstacle... On se battait toujours. La ligne d'attaque n'avait pas moins d'un mille et demi d'étendue. Jackson, Lee, Hill et Longstreet, en ce moment, se tenaient, pour ainsi dire, comme

par la main. La nuit arrivait. On redoublait d'efforts... Enfin! la fusillade cesse, des cris retentissent; à la baïonnette on charge l'ennemi... Le Nord avait perdu la bataille de Gaine's-Hill.

On voyait, sur les hauteurs, des bandes de soldats qui couraient à toutes jambes, comme des fous. Mais, la débandade n'était pas générale : les Nordistes, qui se trouvaient retranchés dans les carrés boisés, se défendaient encore. Vers ces entêtés il fallait marcher. Ma légion ne fit qu'une course de cinq minutes pour atteindre un mamelon couronné de chênes. En un quart d'heure nous prîmes trois canons, et leurs servants, bien entendu.. Le général Reynolds était notre prisonnier! Une telle capture nous interdisait tout nouveau mouvement. Nous ne pûmes pas aller grossir les rangs de ceux qui poursuivaient les Nordistes affolés.

Une brume épaisse arrivait de l'horizon. Elle se répandit autour de nous. Bientôt on ne vit plus à vingt pas... Et la canonnade cependant continuait à se faire entendre par instants... Par un effort surhumain, deux brigades nordistes, commandées par Meagher et French, arrêtèrent nos troupes, qui venaient de faire perdre à Mac-Clellan un mille de terrain.

A mon avis, cette victoire m'ouvrait les portes de Richmond. L'armée du Nord, vaincue, démoralisée, devait renoncer à son entreprise.

On alluma de grands feux pour combattre ce brouillard qui nous mouillait comme une pluie. Je fus de faction pendant la première heure autour du général Reynolds et de son état-major. Je ne sentais pas ma fatigue, tant j'étais fier de cette revanche que je prenais sur les Nordistes !

CINQUIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER.

Manœuvres de retraite des Nordistes (28 juin 1862). — Du conflit américain ; grief du Sud ; défense du Nord.

Le général Reynolds et les officiers de son état-major, devenus prisonniers des Sudistes, devaient être, dès la première heure, éloignés du champ de bataille. L'ordre nous arriva de les conduire vers l'extrême droite, afin qu'une riposte heureuse de l'ennemi ne vînt pas nous faire perdre le fruit de notre succès.

La division de Jackson, qui avait accompli ce beau fait d'armes, ne pouvait confier à d'autres soldats que les siens la surveillance à exercer autour du général désarmé. Choisi pour faire partie de l'escorte, je dois dire, en toute sincérité, que je fus très-satisfait de ma nou-

velle situation La guerre m'était devenue odieuse. J'étais, pour ainsi dire, devenu paresseux... Mon pauvre esprit trop secoué pensait lentement. Je me surprenais songeant à Marie comme l'on songe à un souvenir. L'absence de ma fiancée m'avait d'abord fait souffrir, elle m'avait ensuite découragé, puis désespéré...

Après la bataille de Gaine's-Hill, je n'avais même plus la force de discerner le fond du sentiment qui m'agitait. Quand je pense à ces heures-là, je m'indigne, non pour moi, mais pour ceux que les hasards de la vie séparent de tout leur amour et de toutes leurs affections.... Je m'indigne contre cette puissance que peut acquérir un homme, qu'il soit Lincoln ou Jefferson Davis, et qui lui permet de parquer des centaines de mille hommes pour les envoyer ensuite à la mort.. Et encore s'il ne s'agissait, pour les soldats, que de sacrifier leur vie au triomphe d'une cause qui peut les enthousiasmer!... mais les blessés qui reviennent dans leur pays après avoir subi des mutilations horribles! mais les prisonniers qu'on promène de forteresse en forteresse et qui boivent toutes les humiliations! mais les combattants qui songent à ceux qu'ils ont laissés dans le faubourg de quelque

ville et dont ils étaient les seuls soutiens! mais, surtout, ceux qui ont souffert d'une séparation cruelle et qui, trop faibles pour braver leur douleur, en arrivent à ne pouvoir penser, tant la source de leur intelligence est tarie, sentant qu'ils vivent comme vivent les bêtes, et portant leur fusil à la bataille comme les mules y traînent les canons!... Le danger qu'on court ne vous émotionne plus; le rôle de bourreau qu'on tient ne vous épouvante plus, la fanfare de la retraite ne vous remplit plus l'âme de tristesse, et la fanfare de la victoire ne vous arrache plus un cri de joie... On devient brave par obéissance, et héroïque selon les termes de *l'ordre du jour*. La nuit venue, on se couche où l'on est, indifféremment, sans penser au lendemain, sans questionner le passé, et, chose horrible!... on dort!... Oui, on dort sur un terrain rouge de sang. On dort avec confiance. Ne sait-on pas que le clairon veille et qu'un cri d'alerte vous préviendra du danger? Et s'il en est qui, pour se battre, ont laissé une Marie adorée dans la Caroline du Sud.... oh! ceux-là, ils souffrent épouvantablement pendant les premiers jours d'absence; puis, peu à peu, ils s'habituent à leur souffrance,

et ils en arrivent à ne plus savoir agir : ils ont perdu le sentiment du bonheur qu'ils avaient rêvé, et, jouets du destin, il leur semble naturel de s'abandonner au hasard... J'en étais là.

De telle sorte qu'après avoir été, comme les autres, actif à la corvée et ardent à la bataille, j'en étais arrivé à éprouver une très-grande satisfaction, lorsqu'un caprice de mon chef vint me placer dans l'escorte chargée de surveiller le général Reynolds et son état-major. Cela m'éloignait de l'action et m'assurait la vie !

On avait d'abord commencé à s'organiser, à numéroter les soldats d'escorte, à se partager les cartouches, et, tranquillement, on laissait aux prisonniers tout le temps de se préparer à la route un peu longue qu'on devait suivre pour arriver au point d'arrêt indiqué. Mais voici qu'un officier passa à tout galop devant le bois qui nous abritait. Le clairon jeta quelques notes au vent. Un train d'artillerie vint se placer à notre droite, et l'on entendit dans le lointain ce murmure formidable qui est comme le sinistre prélude des combats. Alors, bien vite, l'escorte se mit en position, les prisonniers furent interpellés,

on se mit en marche, et à peine avions-nous dépassé les derniers arbres du bois, après avoir fait quelque détour pour éviter des monceaux de cadavres, que la canonnade annonça la reprise des opérations.

Cependant les canons ne tonnaient pas sans interruption, comme la veille : on entendait un vacarme effroyable d'un côté, puis d'un autre, et de longues minutes de silence succédaient à tout ce bruit. L'ennemi avait repris en bon ordre cette espèce de retraite qui devait le conduire sur les bords du James-river. Il devait faire passer sur une seule route un convoi qui ne se composait pas de moins de cinq mille voitures, de deux mille cinq cents bœufs, de canons, etc... *Les nôtres* essayaient de jeter le désordre dans cette opération ; mais nous étions trop las du combat de la veille. Toute la journée du 28 fut seulement coupée, pour ainsi dire, par quelques vives canonnades.

Aussi arrivâmes-nous sans encombre presque sous les murs de Richmond, cette chère capitale, dont je voyais, à travers un bouquet de hauts arbres aux pieds desquels nous avions établi notre campement, les maisons blanches aux cheminées basses, d'où s'échappaient

bleuâtres de petits nuages de fumée. En un quart d'heure nous élevâmes une baraque en bois. Nous étions donc bien installés sur ce point et spécialement chargés de conserver les prisonniers nordistes dont nous avions la garde; cela jusqu'à la fin de cette immense manœuvre qui avait mis aux prises les deux armées sous les murs de Richmond.

Le silence qui nous entourait me faisait du bien. Un vent frais m'apportait le calme, chassait ma fièvre... Et puis, plus que le silence, plus que la fraîcheur du vent, la vue de Richmond, la vue de ces grandes murailles, de ces maisons habitées, me remplissait de joie. J'écrivis à Jules Toinot une lettre de dix pages, que deux phrases auraient pu remplacer; mais il me semblait que depuis un siècle je n'avais parlé à personne, et je voulais être un véritable bavard pendant une heure au moins. J'avais tant d'explications à demander! J'écrivais, j'écrivais... seulement, cette lettre commencée par ces mots: « Mon cher capitaine, » se terminait par ceux-ci: « Oui, ma chère Marie, je reviendrai auprès de vous, parce qu'il faut que je vous voie, parce qu'il faut que je vous dise tout ce qui s'est passé à Hannover-Courthouse, où votre nom m'est venu... parce que

sans vous je ne puis pas vivre et que je ne suis plus même un bon soldat, maintenant... Oui, oui, il faut que je vous voie, et il faut que je vous voie parce que je souffre. »

Ainsi, cette lettre de dix pages contenait dix lignes pour le frère et neuf pages trois quarts pour la sœur! Jules, après tout, ne devait être que notre intermédiaire, et ce n'est pas à lui que je voulais écrire. Mon griffonnage partit le soir même pour Richmond.

Le 29 au matin il fallut désigner, parmi nous, deux hommes pour aller chercher des vivres. J'acceptai des factions doubles pour éviter les corvées : car je ne voulais pas quitter le campement où, à chaque minute, pouvait m'arriver une lettre de Marie. Je comptais sur mes doigts le temps qu'il fallait à un papier pour aller de Richmond à Florence, de Florence à la plantation, et me revenir, et j'attendais la réponse impatiemment vingt heures avant qu'elle pût m'être remise.

Le combat devait être repris ce jour-là. Les deux armées se trouvaient séparées par le Chickahominy-river : les Nordistes sur la rive droite, les Sudistes sur la rive gauche. Et pas un pont pour traverser... à moins de faire un très-grand détour.

Pendant qu'on attendait une décision de nos généraux, Mac-Clellan continuait sa retraite. Vers le soir, le vent nous apporta les échos d'une vive canonnade. Nous ignorions tout ce qui se passait. Moi, je ne pensais qu'à la réponse qui devait m'arriver. Je me dis, toutefois, que je ne pouvais espérer de la recevoir avant le 30 au matin, et je repris peu à peu un calme d'esprit qui m'était certes bien nécessaire.

Par une coïncidence heureuse, toute l'escorte de garde était composée de fils de planteurs, de sorte que l'organisation du service des factions et des corvées ne souleva aucune difficulté : chacun se montrait toujours prêt à prendre la place d'un compagnon.

Pendant les premières heures, on avait traité les prisonniers avec quelque sévérité; mais ils se montraient tous si peu haineux que des relations, je dirais volontiers agréables, ne tardèrent pas à se nouer entre eux et nous. D'après les ordres transmis, ils ne pouvaient pas sortir de la maison de bois; mais rien ne nous empêchait de leur faire quelques visites.

Je n'étais pas fâché, pour ma part, d'entamer une conversation avec l'un de ces hommes

que j'avais considérés jusqu'ici comme des ennemis qu'il fallait vaincre, humilier même, pour leur apprendre à respecter la liberté des Etats du Sud.

Il y avait dans l'état-major du général Reynolds, entre autres jeunes, très-jeunes lieutenants ou capitaines, un officier de mon âge, qui restait quelquefois de longues minutes à regarder fixement le sol, sans prononcer une seule parole, et qui semblait sortir d'un long sommeil lorsqu'un de ses amis le questionnait. Et souvent on le questionnait, ce rêveur! On ne pouvait pas aborder un sujet de conversation quelconque, sans que des avalanches de noms de généraux et de villes ne vinssent embrouiller la narration; alors, quelqu'un se permettait de rectifier une assertion; un autre donnait raison au narrateur; un troisième soutenait le premier champion... tous prenaient leur part de la discussion, et le tumulte croissait de seconde en seconde, jusqu'à ce qu'une voix en vînt à prononcer cette phrase magique qui imposait le silence : « Quel est votre avis, Harris? » Harris entendait son nom, relevait la tête et regardait celui qui l'avait appelé. On lui soumettait, alors, le sujet du différend, qu'il écoutait avec gravité, et, sans daigner sourire,

il donnait une solution que tout le monde acceptait.

C'est surtout lorsqu'il s'agissait de ces grosses questions de *droit*, de *devoir*, de *pouvoir*, de *loi*, etc., etc., qu'il paraissait être le seul capable de mettre l'accord dans la bande. Je me sentais attiré vers ce jeune homme, d'abord parce qu'il me paraissait très-instruit en toutes choses, et ensuite parce qu'il me semblait en proie à quelque grande douleur. Une fois je l'entendis qui expliquait le danger des armées permanentes, que la guerre paraissait devoir imposer, dans l'avenir, à la République américaine, et pendant une heure on ne cessa de l'écouter avec une extrême attention.

Mais à peine ses lèvres se fermaient-elles sur le dernier mot prononcé, qu'il reprenait son attitude grosse de tristesse.

Le général Reynolds, lui-même, paraissait considérer comme très-sérieux et très-profond tout ce que disait cet officier. Harris était son nom, son seul nom. Venu tout enfant à New-York, il avait étudié longtemps le mécanisme des lois, et s'était fait une réputation en publiant de fortes études dans les journaux du Nord. Avocat, il avait eu la bonne fortune de plaider de belles causes, et il avait abandonné

sa carrière brillante pour prendre du service dans les armées du Nord. Je sus tout cela par le général Reynolds, qui était fier d'avoir Harris dans son état-major.

Cependant, à mesure que je questionnais celui-ci, ou celui-là, sur ses compagnons de captivité, je me persuadais — et c'était la vérité — que tous ces officiers du Nord, aujourd'hui nos prisonniers, étaient des modèles de bravoure et de loyauté, et alors je me surprenais me faisant à moi-même des questions de ce genre : « Comment admettre que d'honnêtes gens quittent une situation paisible, lucrative, superbe, pour prendre les armes et affronter la mort, si la cause qu'ils défendent n'est pas une cause digne d'eux? Qu'un soldat forcé de subir l'enrôlement; qu'un mercenaire adoptant, comme on dit, le *métier des armes;* qu'un ambitieux rêvant un titre de général, partent, le fusil sur l'épaule, pour aller jouer leur vie sur un seul coup de dé, je l'admets, et, dans ce cas, que ce soit pour le Nord ou contre le Nord que leur importe? pourvu qu'ils se battent, ils sont satisfaits. Mais ici je vois de braves jeunes hommes que rien n'a forcés à marcher, et qui ont abandonné le repos et la richesse pour subir les fatigues et les privations, dans

le seul but de soutenir ce qu'ils appellent tous le *droit des gens*, et l'*avenir de la République américaine;* et c'est au nom de la *justice*, disent-ils, qu'ils se sont armés! Voyons! s'ils se battent réellement pour le triomphe du droit et de la justice, nous sommes donc armés par l'injustice, nous? Non, c'est impossible... Alors, ce sont eux qui.. Ils se trompent peut-être? Une nation entière se tromper, est-ce admissible? Je suis parti de Florence persuadé que j'allais accomplir un devoir! Ils sont partis de New-York, eux, avec la même persuasion! Lequel de nous.. lequel de Harris ou de moi est dans la mauvaise route? »

Mon esprit s'arrêta sur cette dernière question, et je n'eus de repos que lorsque, par mille détours, je parvins à attirer l'attention du jeune officier, et réussis à m'asseoir auprès de lui. Il me regarda étrangement; mais, j'en suis certain, il lut avec son âme quelle sympathie il m'inspirait. J'étais, à ce moment, le seul Sudiste dans la maison nette. Au coin opposé, les prisonniers étaient réunis autour de deux des leurs qui jouaient aux cartes. Harris et moi, nous étions isolés.

Nous échangeâmes d'abord quelques paroles insignifiantes... mais j'avais un but tellement

arrêté dans mon esprit que, malgré moi, j'allais plus vite que je n'aurais voulu. Harris m'avait-il deviné? Je ne l'ai jamais su. Quoi qu'il en soit, je puis dire qu'il me facilitait singulièrement la besogne : il m'attirait presque vers ce but où je ne voulais arriver qu'avec beaucoup de ménagement; il m'encourageait par son attitude pleine de bienveillance, et enfin il sourit, — et c'était la première fois que je le voyais sourire!... Il sourit, lorsque, après avoir bien regardé autour de nous pour voir si personne ne nous écoutait, je lui dis en toute franchise que j'avais des doutes sur le droit qu'avait eu le Sud de s'armer... « puisque, continuai-je bien vite — car la figure de Jules m'apparut comme pour me rappeler mon devoir — puisque je voyais devant moi des ennemis dont je ne voulais pas suspecter la loyauté.

— N'ayez aucun doute, riposta Harris, le Sud a tous les torts! »

Je ne pouvais plus reculer : l'officier yankee venait de me frapper en pleine poitrine. Marie ne pouvait pas m'avoir armé pour le triomphe d'un mensonge! Rien au monde ne m'aurait fait douter d'elle, de sa loyauté, de la loyauté de son père et de son frère... et moi-même, je l'avais reconnu nécessaire, ce combat.

Harris vit bien qu'il m'avait blessé, et, aussi solide dans sa conviction que je l'étais dans la mienne par le souvenir de Marie, il dut juger qu'il était engagé dans sa défense. Il répéta : « Le Sud a tous les torts !

— Permettez moi, lui dis-je, d'aller droit au but, et de vous dire, sans phrases, pourquoi je me suis battu.

— Je vous écoute, me répondit-il froidement.

— En toute conscience, lui dis-je, je veux être éclairé : jurez-moi que vous ne me cacherez rien.

— Je n'ai jamais caché mes sentiments, interrompit-il avec fierté.

— Eh bien; je vous dirai que je connais la situation politique des États-Unis : je sais qu'à Washington il y avait un congrès où se réunissaient les représentants du Nord et du Sud ; je sais que, par un résultat inévitable, les représentants du Nord sont et seront toujours en majorité dans ce Congrès ; je sais, et je crois que les intérêts du Sud sont opposés aux intérêts du Nord, et que, le Nord ayant désormais le pouvoir dans sa main, le Sud se voit condamné à demeurer sous la tutelle de vos hommes d'État. Eh bien, je pense que cette situation n'est pas

acceptable, et je vous cite deux faits qui ont signalé, au dire de planteurs qui ont toute ma confiance, ont signalé, dis-je, un abus de pouvoir. D'abord, le Nord a établi des tarifs de douane qui font payer au Sud des impôts que ne paye pas le Nord; ensuite, le Nord s'est peuplé de banquiers qui exploitent le Sud à la faveur de ces tarifs qui ont ruiné les planteurs... Est-ce vrai? C'est là tout ce que je veux savoir.

— Il existe, dit Harris, une réunion de divers États fédéralisés en République sous le nom caractéristique d'États-Unis... En s'unissant ainsi, tous les petits États, trop faibles pour se constituer en gouvernements ayant quelque influence capable de résister aux convoitises de l'Europe, ont créé une unité politique, financière et militaire, qui a fait de la République du grand Washington l'égale des monarchies européennes... Est-ce là un bienfait?

— Un grand bienfait, évidemment!

— Les divers États ont reconnu que cette unité nécessitait un pouvoir central, qui s'est établi dans la ville de Washington, ayant à sa tête un président de la République... Que pensez-vous de l'organisation, vous qui la connaissez?

— L'organisation était excellente, mais aujourd'hui....

— Attendez ! L'organisation était excellente? Je le crois bien! elle a constitué le peuple américain! Mais aujourd'hui, pour prendre vos paroles, dans cette grande et forte République américaine, il s'est produit un accident... Je nomme accident ce fait, que je veux bien admettre, à savoir que les lois sur lesquelles repose la République ont permis l'affaiblissement d'une partie des États-Unis... Que fait cette partie des États-Unis ? Elle se sépare! Elle rompt le pacte qui la liait, elle brise l'unité qui faisait la force de cette République. Est-ce honnête ? Le Nord des États-Unis, maître de Washington, dépositaire du pouvoir fédéral, est un tout dont une partie s'est séparée. Son devoir politique strict consiste à maintenir les principes sur lesquels repose le pouvoir dont il est le dépositaire et le défenseur! Nous ne nions pas que le Sud ait actuellement un *intérêt* quelconque à se séparer du Nord; mais quel est cet intérêt? là est la question. Cet intérêt n'est autre que celui de l'esclavage.

— Voilà, interrompis-je, le mot qui m'effraye, et vraiment si vous me prouviez que l'esclavage est la raison du conflit...

— N'avez-vous pas dit que le Sud redoutait les conséquences de sa faiblesse numérique dans le congrès de Washington?... Par l'esclavage, qui a développé une population noire au détriment de l'émigration blanche, les États du Sud se sont vus déchoir de leur position prépondérante au congrès; par l'esclavage, une infériorité morale pèse sur ces mêmes États.

— Cela est vrai, dis-je, car je me souvenais des esclaves du docteur Murrey et du chasseur de nègres.

— Le grand principe de l'abolition de l'esclavage, partout exalté, menace de descendre vers la région des plantations. Les planteurs y prévoient leur ruine; dès lors ils se révoltent, prennent les armes et se séparent pour résister au courant civilisateur.

— Et les tarifs?

— Les tarifs ne sont qu'un prétexte.

— Ne me dites pas cela, car je l'ai subi moi-même, le despotisme des tarifs.

— Soit! nous reconnaîtrons, si vous le voulez, que la loi des tarifs a créé pour les États du Sud une situation onéreuse... Mais cette loi ayant été votée par le congrès, nous n'admettons pas que les lois puissent être violées..., et si, au nom de la constitution américaine, le

Sud réclame le retour, le retour pur et simple au pacte primitif, nous disons que les amendements à cette constitution contre lesquels on s'élève aujourd'hui, ont été votés par un congrès constitutionnellement organisé, et qu'on ne saurait par la violence soustraire à leur effet les révoltés, les députés du Sud ayant eux-mêmes pris part aux discussions qui se sont résumées par la loi des tarifs.

— Je préfère ce raisonnement.

— Le Nord, fidèle à son système, ne descend pas dans l'arène pour combattre de petits arguments. Il choisit un champ plus vaste et se porte champion du droit et du progrès. Il ne s'inquiète pas des lois votées, par cette seule raison qu'elles ont été votées, et n'admet, pour les voir attaquer, que les armes légales dont on s'est servi pour assurer leur triomphe. Les États-Unis existent de par la constitution et s'administrent de par les lois ; librement chaque État a concouru, dans la mesure de son droit, à l'édification de ces lois, bonnes ou mauvaises; ce seul fait de concours est une obligation de se soumettre. Que si, par le jeu naturel des événements, des décisions prises sont devenues onéreuses pour quelques-uns, qui peut-on en accuser? La constitution? En

ce cas le remède existe : la constitution n'est-elle pas perfectible? Libres sont donc les mécontents, ou les lésés, de proposer et faire accepter des lois selon leur goût, en tant qu'ils emploieront les formes et les moyens légaux... Mais qu'un ou plusieurs États, oubliant qu'un pacte a été signé, s'élèvent contre une loi votée parce que cette loi leur est devenue spécialement défavorable; que ces mêmes États, au mépris de tout droit, s'arment pour imposer leurs prétentions... c'est là le fait coupable, et les champions de cette déloyauté ne méritent que les noms de rebelles et de révoltés! N'est-ce point la situation des Sudistes, dont les députés ont pris part à tous les votes et qui se révoltent contre l'application de l'une des lois votées? Et ici, continua Harris, sans me donner le temps de placer un seul mot... et ici, il ne s'agit pas seulement, pour le Sud, de s'opposer à l'exécution d'une loi votée qui lui est devenue défavorable : il s'élève et s'arme contre une mesure qui *pouvait être*, dans l'avenir, le sujet des délibérations du congrès : l'abolition de l'esclavage!

— Je me battrais donc pour le maintien...

— Champion du progrès, interrompit Harris, le Nord acceptera le titre d'abolitionniste. Si,

jusqu'ici, désireux de maintenir l'union américaine, il s'est contenté de gémir sur le sort des esclaves du Sud ; s'il a tenu compte des exigences des plantations ; s'il a consenti à laisser au temps le soin d'effacer cette tache qui souille le sol américain ; si, enfin, la valeur de 16 milliards 250 millions que représentent les 3,953,742 esclaves de l'Union, a tenu en échec sa bonne volonté, le Nord ne craint pas aujourd'hui de dire haut son sentiment : oui, le Nord se déclare être, en même temps que le défenseur de la constitution américaine violée par la prise d'armes du Sud, le propagateur de l'abolitionnisme !

— Si vous disiez vrai, m'écriai-je, je serais dans vos rangs.

— Je dis vrai ! riposta Harris.

— Je ne voudrais pas vous croire.

— Cela est !

— J'ai eu le tort de vous questionner : oui, car vos paroles m'épouvantent, et je ne sais quoi répondre à vos accusations. »

Il me semblait que des jets de flamme passaient devant mes yeux. « Si cet homme a dit vrai, maître Toinot, Jules, Marie, tous, nous sommes les victimes d'un mensonge ! Quoi ! ce serait pour conserver ses esclaves, et seule-

ment pour cela, que le Sud se serait séparé? Les Beauregard, les Lee, les Johnston, ne seraient pas d'honnêtes gens! Fou que je suis! je me suis placé sottement sous les lèvres d'un avocat nordiste, et j'ai reçu sur la nuque les flots de son éloquence intéressée... Quel raisonnement bien tissé! Il admet toutes mes plaintes et les amène adroitement à la seule question de l'esclavage. S'agit-il même de la minorité des représentants du Sud au congrès? il me prouve que le manque de *blancs* dans les États du Sud est la raison de cette minorité et le résultat de l'abondance des *noirs*, des esclaves. Dans tout ceci il n'y a qu'une parole vraie : oui, c'est vrai, le système de l'esclavage a corrompu la conscience des planteurs... Mais, alors, si cela est vrai!.. »

Il fallait qu'un grand événement se produisît pour me tirer de ce puits où venait de me précipiter Harris. Dieu eut pitié de moi, et je fus sauvé. Un enfant m'appelle, se jette dans mes jambes... c'était Jacquet. Sans dire un mot, je le pris dans mes bras et l'embrassai sur les deux joues, au grand scandale de mes frères d'armes.

CHAPITRE II.

Mystères éclaircis. — Les Nordistes sur les bords du James-river (1 juillet 1862).— Assaut infructueux des Sudistes (2 juillet).

Jacquet m'apportait-il une lettre de Marie? Je n'osais pas questionner l'esclave ... Il me tend un papier... Je l'ouvre précipitamment : il n'y avait que quelques lignes... Je cours à la signature... Oui, c'était bien une lettre de Marie! Non pas une lettre, mais un billet : « Je vous avais promis, quoi qu'il arrivât, m'écrivait ma fiancée, de ne pas vous aller trouver au camp... Je ne vous dis pas les larmes que m'a coûtées ma promesse... Vous voici campé hors du champ de bataille : me délivrerez-vous de mon serment? Je suis aux portes de Richmond et j'y resterai, debout, les yeux fixés sur la route, jusqu'au retour de l'esclave qui m'apportera votre décision. Je suis votre Marie. »

Je relus trois fois ce billet. Jacquet était devant moi : « Pars, pars! m'écriai-je, cours et reviens avec ta maîtresse... Pars donc! »

Jacquet avait fait cent pas; je le rappelai : « Non, lui dis-je, attends! »

Et usant toutes mes forces pour rester courageux, j'écrivis au crayon, sur le dos du billet de Marie, ces lignes : « La nuit descend, vous êtes fatiguée, et pas un coin du campement ne vous permettrait un sommeil tranquille. Reposez encore cette nuit à Richmond, et demain, dès le lever du soleil, je vous attendrai. »

Jacquet disparut, emportant ma réponse.

En toute hâte je questionnai mes compagnons sur les faits militaires de la journée : car ma plus grande crainte était de revoir Marie sur un champ de bataille. Notre armée avait rencontré quelques colonnes nordistes, l'arrière-garde, à une station du chemin de fer nommée Savage; mais nos troupes n'avaient pas pu refouler cette ligne de protection qui favorisait la retraite de Mac-Clellan vers le James-river. Il était évident qu'on ne pouvait pas s'opposer à ce changement de front des Nordistes. On essayait, toutefois, de les inquiéter, et plusieurs charges infructueuses avaient été tentées dans cette journée du 29. Dois-je dire que ces nouvelles me tranquillisèrent ? Eh! mon Dieu, il n'y avait plus rien autre au monde, pour moi, que Marie... Marie qui devait venir au campe-

ment! La retraite des Nordistes, c'était la fin de cette campagne.

Combien la nuit fut longue! Au point du jour, un officier vint qui nous annonça la réussite définitive du mouvement des Nordistes : Mac-Clellan avait réuni toutes ses troupes, ainsi que tout son matériel; et les corps de Keyes et de Porter étaient arrivés au James-river, dont les eaux étaient couvertes de transports chargés de vivres et de munitions, de navires qu'on avait transformés en hôpitaux et qui avaient été envoyés depuis dix jours du fort Monroë, et de canonnières parmi lesquelles le *Galena* et le *Monitor*. On comptait, dans la journée du 30, essayer encore quelques manœuvres.

Mes compagnons se montraient fort impatients de connaître la fin de cette campagne. Mais cela ne m'intéressait plus : Marie était auprès de moi! et elle m'assurait qu'elle « ne me quitterait plus. » Ces paroles m'effrayèrent... J'en étais arrivé à croire que j'étais destiné à me battre jusqu'à la mort. Après Sumter, Bull's-run ; après Bull's-run, Manassas ; après Manassas, l'escarmouche de la route ; puis York-town, puis Williamsburg, puis Breek-house, puis White-house... White-house qu'un corps

de nos troupes occupait depuis le 29... puis Hannover-Court-house, Fair-Oaks, Gaine's-hill, etc... et dans le Tennessee, et dans le Kentucky... et la prise de la Nouvelle-Orléans... et sur mer : le *Merrimac*... que sais-je? cent combats, des milliers de victimes, pour arriver à quoi? à rien! C'était une guerre interminable. Et cette impression était si profonde en moi, que, lorsque l'ordre nous vint de diriger nos prisonniers vers Richmond, deux heures après l'arrivée de Marie au campement, je pensai qu'on allait me faire partir pour une nouvelle expédition. Alors, mais seulement alors, cette bonne Marie, qui voyait mon découragement, me dit que je ne devais pas me désespérer ainsi; que Mac-Clellan était épuisé; qu'une nouvelle attaque de Richmond était impossible; que la guerre allait maintenant prendre un caractère général, et que Jefferson Davis avait préparé un ordre de licenciement des troupes qui avaient combattu depuis l'origine du conflit. Cela me rendit un peu de force, à la vérité; mais, ayant été pris trois fois, je ne pouvais éviter un quatrième appel en masse. Cependant j'étais si heureux de voir Marie, mon cœur était si gros de joie, que mon découragement me quittait peu à peu, et cela

sans raison... Il n'y avait plus de place pour lui dans mon âme.

Tandis que mes compagnons organisaient le départ, moi je restai avec ma fiancée, et elle m'expliqua tout ce qui m'avait paru inexplicable. Les fuites journalières de Jacquet? L'esclave dévoué allait tous les soirs à Richmond donner de mes nouvelles à Marie. Marie ayant quitté la plantation et vivant avec son frère dans la capitale, déguisé en marchand de journaux, Jacquet devait lui dire tout ce que je croyais devoir lui cacher dans mes lettres. — Mon séjour chez les Nordistes? Elle savait que je faisais partie de la légion d'Hampton, prisonnière des Yankees. — Le billet de l'Américaine à Hannover-Court-house? Par Jules, qui était attaché au pouvoir dirigeant, à Richmond, elle avait dit sa peine à l'une de ces femmes qui jouaient si bien le rôle d'espion dans le camp de Mac-Clellan... Enfin, elle m'avait suivi, jour par jour, depuis notre dernière séparation.

Le convoi étant formé, on sonna le départ. Marie et Jacquet suivaient l'escouade. Quel soupir sortit de ma poitrine quand nous pénétrâmes dans la ville! Nous livrâmes les prisonniers, et, sans perdre une seule minute, nous nous rendîmes, Marie et moi, chez Jules, qui me ré-

péta tout ce que m'avait dit ma fiancée au sujet du licenciement. Avant de me questionner sur ma situation, avant même de me demander en quel état de santé je me trouvais, Jules inscrivit sur une feuille, et sous ma dictée, ce qu'il appelait *l'état de mes services*, et ce ne fut qu'après m'avoir fait signer un papier vert et l'avoir remis, cet *état*, à un nègre qui lui obéissait, que mon capitaine redevint le frère de Marie ; il me donna des preuves de sa vive amitié, et me promit qu'avant huit jours ma carrière militaire serait définitivement terminée.

Le 1er juillet, le gouvernement de Richmond reçut les plans de défense de l'ennemi, qui était solidement installé sur les bords du James-river. En un point excellent, nomme Malvern-Hill, sur une élévation bien découverte, trois cents pièces de canon étaient braquées, et cent canonnières mouillées dans les eaux du James croisaient leur feu avec ce mamelon fortifié. Cependant, ce déploiement de forces n'intimidait pas encore nos généraux, et le 2 juillet, nous reçûmes les affreux détails de l'assaut téméraire qu'on avait essayé sans succès. Nos pertes étaient énormes. L'ennemi était décidément bien abrité. Mais la campagne de cette fameuse

armée du Potomac était tout aussi complétement terminée. Mac-Clellan, malgré le titre de *jeune Napoléon* que lui donnaient les siens, n'avait pas réussi à entamer Richmond!

Il était convenu, entre nous, que notre départ pour la plantation resterait fixé au lendemain du jour où mon bulletin de licenciement me serait donné. Je ne quittais pas l'hôtel du gouvernement, le salon où Jules avait installé son service, pour être bien certain de ne pas passer une seule minute de trop à Richmond. J'avais toujours peur, quand je me promenais dans les rues de la ville, de voir sur un mur quelque affiche ordonnant une nouvelle prise d'armes... Quel changement s'était opéré en moi! La présence de Marie ne m'avait pas, cette fois comme jadis, rempli l'âme d'ardeur guerrière, et, bien que la situation fût plus grave qu'elle ne l'avait jamais été, puisque les Nordistes avaient pris Norfolk, cette porte de la Caroline du Nord, et campaient au fond du James-river; bien que, dis-je, les mêmes craintes d'envahissement subsistassent, j'aurais plutôt renoncé à mes droits de citoyen d'Amérique qu'accepté une nouvelle campagne. L'avocat Harris avait ébranlé mes convictions, et, malgré tous les efforts que je faisais pour me persuader

qu'il ne m'était pas permis d'hésiter entre les paroles d'un ennemi et les actes des cœurs loyaux qui m'entouraient, j'entendais toujours dans mes oreilles une voix, la voix de Harris, qui me disait : « Vous vous battez pour le maintien de l'esclavage ! » Cette idée me poursuivait partout.

Je passais presque toutes mes journées chez Jules : car Marie préparait notre départ, et, tout en lisant les journaux qu'on apportait à mon capitaine, je pensais à ce maudit Nordiste, cet éloquent Harris ! Je n'y pus plus tenir. Je soumis à Jules les doutes qui m'envahissaient. « Oui, lui dis-je en terminant, depuis que j'ai appris sous le coup de quelles lois vous réglez le mariage ; depuis que j'ai vu le bon docteur Murrey vivre du labeur de quelques noirs ; depuis que j'ai entendu le récit de cet affreux chasseur de nègres... je n'ose plus m'abandonner à cette admiration de la vie libre des Américains ! Harris m'a dit que nous nous battions pour le maintien de l'esclavage.

— Votre Harris, répliqua Jules, a répété ce que tout le monde dit dans le Nord pour donner un semblant de droit à la guerre que poursuit Lincoln... Tous les arguments se sont produits... Eh bien, que chacun se fasse une conviction.

Pour moi, je vous dirai que les chiffres de Harris sont exacts. Il y a, en effet, 3,953,742 esclaves qui représentent une valeur de 16 milliards 250 millions de francs... Mais ce que ne vous a pas dit Harris, c'est que le Sud a une population de 6 millions de blancs et qu'il n'y existe que 384,884 propriétaires d'esclaves. Si vous croyez que trois cent mille hommes, seuls, résistent au Nord, alors vous devez donner raison à Harris... Mon cher ami, continua Jules en souriant, vous avez une telle peur de vous retrouver sur un champ de bataille, que vous vous creusez l'esprit pour vous prouver que votre devoir vous rappelle à la plantation.

— C'est vrai !

— Soyez satisfait, vous ne vous battrez plus. Tenez, voici un journal du Nord ; lisez cet article, il vous plaira. » Je lus, tandis que mon capitaine faisait crier sa plume sur un registre très-épais. « Nous suivons, avec un intérêt plus pénible chaque jour, le développement d'une situation dont la durée dément les espérances exprimées tant de fois à Washington. Il faudrait, en effet, que nous eussions oublié les événements qui, à un moment solennel de l'histoire des États-Unis, ont intimement lié ce pays à la

France, et les sympathies traditionnelles qui en ont été la suite, pour n'être pas bien sincèrement affectés d'une lutte dont le seul résultat jusqu'ici a été la destruction d'incalculables richesses, et une effroyable et toujours croissante effusion de sang. »

Je m'arrêtai sur ce mot.

« Lisez, lisez, me dit Jules ; cela vous plaira.

— Cela me plaît ; mais qui a écrit cette lettre ?

— Elle vient de France... lisez. »

Je repris ma lecture : « ... Tant de sang répandu, tant de ruines accumulées depuis plus d'une année, n'ont abouti qu'à multiplier les souffrances des populations américaines, et à aggraver les dommages qui devaient être, pour l'Europe, la conséquence de ces événements. En ce qui nous concerne... »

J'interrompis ma lecture une seconde fois :

« Il m'est impossible de comprendre la portée de cette lettre, si je ne sais pas...

— C'est le ministre des affaires étrangères de France, M. Thouvenel, qui a écrit cela à M. Mercier, le représentant de son gouvernement à Washington.

— Maintenant je puis lire.

— Lisez. »

Je repris le journal : « En ce qui nous concerne, toutes nos appréhensions se sont vérifiées, et des sollicitations que justifient de trop réelles souffrances, ne cessent de réclamer du gouvernement de l'Empereur un remède à ce triste état de choses... Nous avons l'espoir que la conviction qui commence à gagner les esprits, en s'affirmant plus hautement et plus courageusement, hâtera le moment où une intervention amie et officieuse pourra peut-être, sans exciter d'ombrage, s'offrir avec opportunité pour aider au rétablissement de la paix en Amérique. »

Je relus cette lettre deux fois pour peser chaque mot.

« Eh bien ! me dit Jules, que pensez-vous de tout ceci ?

— Je pense que le mot « paix » est bien bon à prononcer.

— En ce cas, désolez-vous : car les armes seules termineront le conflit.

— Je ne veux pas vous croire.

— Vous me croirez, quand vous saurez qu'en réponse à cette proposition de paix, ainsi qu'à la proposition d'un armistice de six mois,. le nouveau gouverneur nordiste de la Nouvelle-Orléans vient de décréter la saisie de toutes les propriétés de ceux qui ne prononceront pas

un serment d'allégeance aux États-Unis, avec « amende, emprisonnement, travaux forcés « et confiscation réservés aux récalcitrants. » C'est une lutte acharnée... Heureux sont ceux-là qui, comme vous, ont *fait leur temps* avant que la haine la plus noire ait envenimé les ennemis!

— Que voulez-vous dire?

— Jusqu'ici on s'est battu noblement, face à face, et chacun se plaisait à reconnaître la bravoure de l'adversaire vaincu... Aujourd'hui, dans les deux camps, on se déteste. Par tous les moyens on veut vaincre, écraser, anéantir. Soit! nous riposterons! Mais parler de paix, d'armistice maintenant, c'est ne pas savoir à qui l'on s'adresse. Certes, cela est généreux. Mais, aussi, l'Europe qui nous a connus ne peut pas savoir à quel degré de colère est chauffé notre cœur!... Je vous fais de la peine? je le sais! Voici la compensation...

— Quoi! ce papier?

— Encore une signature et un cachet, et vous serez hors des cadres de l'armée.

— Nous pourrons alors partir demain!

— Vous pourrez partir ce soir. »

Je n'attendis pas une seconde de plus. Je courus vers Marie, et, en lui annonçant la bonne

nouvelle, je riais et battais des mains comme un enfant.

CHAPITRE III.

Baptistin licencié. — Les Nordistes dans la Caroline du Sud. — La gare de Richmond. — L'incendie et l'attaque.

Déjà, dans deux malles étroites, nous avions jeté tout ce que nous désirions emporter, et, le genou plié, tirant sur la courroie, je riais de l'ardeur que nous mettions à hâter notre départ, lorsque la porte s'ouvrit avec fracas. Jules, s'arrêtant sur le seuil, nous apparut. D'abord, il nous regarda sans prononcer un seul mot, et il s'avança ensuite avec autant de calme qu'il avait mis de promptitude à gravir les trois étages et de brutalité à pousser la porte. Son silence témoignait de son extrême embarras. En égoïste, mon premier cri fut celui-ci :

« Je ne suis pas licencié?

— Voici la feuille de licenciement signée et cachetée, » répliqua Toinot en me tendant le papier officiel.

— Que se passe-t-il? questionna Marie, qui connaissait trop son frère pour être trompée par l'attitude pleine de froideur qu'il s'efforçait de conserver.

— Rien, en vérité, » repartit Jules.

Et il arpentait la petite chambre, chantonnant, rêvant, soupirant.

« Jules, reprit Marie, vous êtes venu en toute hâte, et vous vous taisez... Vous nous cachez quelque chose?

— Je me retire, dis-je, en consultant Marie du regard.

— Non, pas vous, riposta Jules plus vite qu'il n'aurait voulu.

— Moi, alors? questionna doucement ma fiancée.

— Voici bien des mystères pour des riens, reprit mon capitaine, après un silence... Restez tous les deux. Je voulais tout simplement vous dire que les Nordistes, pour effacer leur insuccès de Richmond, ont résolu de déployer une très-grande activité partout où sont établis leurs campements; que, par conséquent, la guerre va devenir générale, et qu'il va se livrer désormais de nombreux combats sur divers points du territoire, et que...

— Mon frère, interrompit Marie, vous n'avez

pas quitté votre salon de travail, vos très-sérieuses occupations au siége du gouvernement, pour venir nous apprendre ce que nous savons déjà? De grâce, avouez...

— Il me semble, ma sœur, que tout ce que je viens de vous dire est de la plus grande gravité.

— Soit! mais en quoi cela peut-il nous intéresser, nous qui nous apprêtons à quitter la capitale pour nous retirer tranquillement dans notre plantation?

— Cela vous intéresse, enfant, puisque rien désormais ne vous garantit la sûreté des routes.

— Comment cela?

— Pour aller à la plantation, il vous faut prendre le chemin de fer qui court vers le sud, parallèlement au rivage, et lie Richmond à Charleston?

— Eh bien?

— De Norfolk à Charleston le rivage étant couvert de troupes nordistes, qui vous permet de supposer que nos ennemis ne tenteront pas un coup de main contre ce même chemin de fer, qui nous est d'une si grande utilité?

— Quoi! au lendemain des batailles de Gaine-s'Hill, de Savage-station et de Malvern-Hill,

vous pensez que les hommes du Nord, harassés, vaincus, en retraite, vont songer à...

— Le chemin de fer passe à deux lieues à peine de leur camp retranché.

— Ah !

— Pensez-vous, maintenant, qu'il est prudent de hâter votre départ?

— Vraiment, dis-je à mon tour, c'est pour nous inviter à nous presser que vous êtes venu? Vous voici servi à souhait : tenez, placez ces malles sur mon épaule, et en route!

— Non, non, ne partez pas... attendez encore.

— Mon frère, reprit Marie, je ne vous comprends plus.

— Voyons, je me perds dans des émotions dont je ne suis plus le maître... Marie, ma sœur, vous avez droit à la vérité : eh bien, de Norfolk, cet arsênal devenu un nid de centaures, des corps de cavalerie nordiste ne cessent, depuis deux jours, de se répandre dans la Caroline du Nord, en *partisans*, pour enlever les récoltes, ruiner le pays... et ce matin nous est arrivée la nouvelle certaine, que je vous apportais, et que j'hésitais à vous communiquer...

— Parlez, parlez, mon frère, dit avec beaucoup de calme ma fiancée.

— La cavalerie ennemie a fait plusieurs

excursions dans... la Caroline du Sud... jusqu'à Columbia... dit-on.

— Et nous sommes ici, loin de mon père? s'écria Marie.

— Nous partirons dans une heure, continua Jules. J'irai avec vous... Des officiers sont envoyés pour instruire notre gouvernement. Je serai de ceux-là... Dans quelques minutes je reviens, attendez-moi. »

Jules revint avec Jacquet, et nous nous rendîmes aussitôt à la gare de départ. Il régnait une animation extraordinaire. On n'y voyait pas, comme jadis, des pyramides de marchandises et des groupes de voyageurs; mais des chevaux, des soldats de toutes armes et des caisses sur lesquelles le mot « poudre » était écrit. La locomotive, droite sur les rails, le front tourné vers le sud, remorquait une vingtaine de wagons énormes, et dans ces wagons étaient entassés des soldats et des chevaux qu'on dirigeait vers l'intérieur des terres. Nous prîmes place dans la dernière voiture, avec des fantassins qui portaient le costume de combat, et dont la giberne était lourde de cartouches.

Avant de s'entasser dans les wagons, debout sur les quais, ils chargeaient leurs fusils et leurs

révolvers. Et quand la locomotive nous eut emporté à toute vitesse loin de Richmond, à chaque ouverture, à chaque portière, des soldats restaient debout, le canon de leurs fusils maintenu dehors. Les Nordistes, plusieurs fois déjà, avaient attaqué des convois en pleine marche.

Combien le temps nous paraissait long! On étouffait dans ces boîtes pleines de soldats. Mais la locomotive, lancée à toute vapeur, roulait si bruyamment sur les rails qu'on se sentait emporté vers l'espace. J'éprouvais une si grande consolation de me savoir sur la route de Florence, que les dangers d'une telle course sur une voie que l'ennemi pouvait avoir détruite, ne m'épouvantaient pas. Tout à coup, le train s'arrêta : aussitôt tous les soldats descendirent. Marie voulut les suivre; Jules la supplia de rester dans le wagon, lui promettant de lui venir tout dire. Cent mètres de rails avaient été enlevés. En un quart d'heure, la voie fut rétablie, et sans autre incident nous arrivâmes à Florence.

Quel pèlerinage! Le souvenir de cette journée me glace encore d'épouvante. L'énergie de Jules me servait de stimulant et la présence de Marie m'interdisait toute faiblesse. D'abord,

en sortant de Florence, on aurait dit que la route venait d'être labourée : il y avait des ornières profondes. Jules, dont l'œil était exercé, ramassait de-ci de-là des balles de plomb. On s'était battu sur ce terrain. Moi, je ne regardais que l'horizon, usant mes yeux à chercher, au delà des mamelons, les pointes des pins géants. Nous étions arrivés à ce point où le premier nègre que j'avais rencontré, m'avait indiqué ma route... et je ne voyais rien encore ! Nous marchions, nous guidant comme nous le pouvions : car ni Marie ni Jules ne reconnaissaient le pays... Il y avait là, jadis, une maison blanche, carrée, bien connue des Caroliniens du Sud... Où cette maison s'élevait, il y avait maintenant un tas de cendres... et tout autour pas une âme ! le silence, le désert... Enfin, le bois, masse compacte, nous apparut... Eh quoi ! ce bois si vert, quelle parure nouvelle a-t-il revêtue ? Ces arbres sont noirs, et le sol est gris... L'incendie encore ? Oui, le bois a été brûlé ! Mais le feu n'a détruit que la lisière. Nous retrouvons bientôt la mousse verte émaillée de fleurs et les pins, les grands pins aux feuillages sonores qui semblent saluer notre retour de leur plaintive psalmodie.

Marie avait pris mon bras et elle se serrait

contre moi, comme si elle avait eu peur sous ces ombrages... Oh! il fallait ce sourire de la nature pour nous préparer! Il fallait que la tristesse profonde sortît un instant de nos cœurs, pour que nous eussions la force de voir le tableau qui allait nous surprendre! Nous sortons du bois... nous nous regardons comme des statues!... Nous n'en voulions pas croire nos yeux, et nous nous appelions en témoignage. La grille de la plantation, tordue, brisée, pendait aux gonds comme une dentelle déchirée; les cases des nègres n'existaient plus, et la maison de maître Toinot était noire. Nous tenant par la main tous trois, nous avancions. Plus de varande, plus de portes, et les volets calcinés formant des taches plus noires encore sur la façade de l'habitation vêtue de deuil. Nous ne marchions plus, nous courions... Mes lèvres tremblaient, mes dents claquaient... Au milieu de l'allée, Phœbus était étendu au soleil, et, lorsqu'il nous vit, il cacha sa tête dans sa main. Nous ne songeâmes pas à le questionner, et tous les trois nous nous élançâmes vers le premier salon qu'aucune porte ne fermait plus.

Sur la façade il y avait des trous ronds, blancs, sinistres...

Jules, seul, eut la force de passer. D'un

geste, il nous arrêta sur le seuil, et d'une voix pleine d'autorité il nous interdit de faire un seul pas. Marie joignit ses mains, et, les yeux pleins de larmes, elle supplia son frère de la laisser le suivre. «Non!» répondit-il sèchement, et il gravit l'escalier, dont les premières marches étaient déplacées. Alors, ma chère fiancée se jeta éperdue sur un fauteuil de jonc, qui était resté au milieu de l'appartement, et elle laissa couler ses larmes. Je ne pus que me jeter à genoux auprès d'elle, et, lui prenant les mains, je ne trouvais pas un seul mot pour la consoler.

Jules revint, sans hâter le pas, les yeux secs, le front haut, et lorsqu'il arriva près de Marie :

« Notre père désire vous voir, lui dit-il avec calme.

— Il vit donc? » s'écria-t-elle en se levant.

Je restai debout, anéanti, cloué sur place, et Jules me tendant sa main :

« Venez aussi, mon frère, » me dit-il.

Maître Toinot vivait! Cette certitude calmait la grande douleur de Marie, et elle gravit les degrés de l'escalier avec beaucoup de fermeté. Sur la dernière marche, son oncle le prêtre de Charleston la reçut dans ses bras, et, l'embras-

sant au front, il s'efforça de sourire, le brave homme.

Avions-nous trop souffert depuis notre arrivée à Florence pour avoir encore des larmes dans le cœur? Nous pénétrâmes dans la chambre de maître Toinot, et nous le vîmes étendu sur son lit de douleur sans qu'un cri de désespoir s'échappât de ses lèvres. Marie fut admirable! Elle embrassa son père sans un sanglot, et se plaça ensuite de côté, pour me laisser couvrir de baisers la main tremblante que me tendait le planteur, en me donnant un de ces regards qui vous réchauffent l'âme. Quelle belle figure d'honnête homme! quelle sérénité! quelle douceur!

Il nous dit lui-même, sans amertume, sans un mot de haine, sans une expression d'accusateur, tout ce qui s'était passé. Les cavaliers nordistes avaient brûlé le bois, les cases des nègres et la maison. On s'était défendu vaillamment..... Et la trombe dévastatrice n'avait fait que passer. Les murs solides, restés debout, avaient résisté à l'assaut. Quatre nègres étaient morts; les autres, à l'exception de Phœbus et de la nourrice de Marie, avaient fui, épouvantés, sans qu'on pût savoir ce qu'ils étaient devenus. Maître Toinot avait reçu deux

balles dans la lutte. Vivrait-il? L'oncle et le docteur Murrey avaient dit : « Oui. » Jules, lui qui avait vu les travaux de la mort dans les hôpitaux de Richmond, ne voulut pas quitter son père, le lendemain, pour aller étudier, comme il s'y était presque engagé, les courses des Nordistes dans la Caroline du Sud.

CHAPITRE IV.

L'orpheline. — Invasion de Marigland (14 septembre 1862). — Abolition de l'esclavage proclamée à dater du 1er janvier 1863. — Disgrâce de Mac-Clellan, le *jeune Napoléon*.

Du matin au soir, tous les jours, de nombreux visiteurs accouraient à la plantation prendre des nouvelles de maître Toinot. Le contraste du passé et du présent me donnait la mesure de ce que la guerre avait fait! Jadis, tous les planteurs venaient, de la confiance plein l'âme, passer de longues heures chez maître Toinot, et retournaient vers leurs maisons, comme ils étaient venus, seuls, sans armes. Aujourd'hui toutes les épaules étaient chargées d'un fusil, et toutes les ceintures munies de révolvers. Gravement, tristement on s'accostait, et l'on se par-

lait bas. De la guerre, plus un mot... Et qu'avait-on besoin de savoir ce que devenaient le corps de Mac-Clellan campé au sud de Richmond, la flotte cuirassée de Farragut ancrée aux bouches du Mississipi, les frégates ennemies disséminées sur tout le parcours des côtes américaines? Voici qu'on était attaqué en pleine Caroline du Sud! Chacun songeait à se défendre, et l'on ne quittait sa maison qu'après l'avoir bien garnie de nègres assez armés pour repousser un assaut. Déjà des légions sudistes, cavaliers et artilleurs, parcouraient les routes à la poursuite des Yankees...

Comme l'avait si bien prévu maître Toinot, ma plantation avait été jusqu'ici épargnée. Ainsi, dans le malheur qui nous enveloppait, un rêve consolant nous était encore permis. Nous nous disions, Marie et moi, que son père viendrait, dès sa convalescence, s'installer dans notre maison, et que nous y attendrions, dans le repos, si Dieu voulait nous le donner, la fin de toutes ces horribles choses.

Mais ces rêves eux-mêmes ne devaient pas se réaliser. Malgré les soins dévoués du docteur, malgré l'énergie puissante de la victime, maître Toinot mourut le 25 juillet. Ce fut un jour de ténèbres. Je n'essayerai pas de dire

notre douleur. Je ne sais vraiment pas par quel phénomène notre nature si faible peut supporter de pareils coups! Pour moi, c'était comme si une volonté m'avait arraché de ce monde pour me jeter dans un désert inconnu, en me disant : « Va! et sans appui essaye de vivre désormais. »

Et cependant, je n'étais même pas seulement responsable de ma vie : je devais encore vivre pour Marie, la pauvre chère orpheline! Jules, lui, avait prévu ce dénoûment fatal, et dans ce jour de larmes il ne put contenir son indignation si longtemps comprimée dans son âme. En vain voulait-il s'agenouiller auprès de sa sœur et prier avec elle : son ardeur l'entraînait, et il proférait des mots de vengeance. Le frère du mort, seul, dans cette demeure désolée, se montrait vraiment courageux ; il savait surmonter sa souffrance et il pensait à nous, le grand cœur! à nous, têtes faibles qu'un arrêt du ciel venait de briser ; à Marie qu'une tristesse mortelle envahissait; à Jules que la colère aveuglait; à moi, enfin, à moi qui par cet événement héritais d'un devoir presque au-dessus de mes forces. Seul je restais pour continuer l'exploitation de notre père : car Jules voulait, plus que jamais, combattre le

Nord, « se venger, » disait-il parfois... L'oncle Toinot me chargea lui-même du poids de cette responsabilité, et ne consentit qu'à ma vive demande à devenir notre conseiller.

Phœbus, Jacquet et la noire nourrice de Marie, voilà tout ce qui nous restait des nombreux esclaves de la plantation. Mes esclaves, eux aussi, m'avaient abandonné. Rester dans l'habitation désolée par les Nordistes et visitée par la mort était impossible... Nous fûmes tous nous installer *chez moi*. En vérité, le sentiment des devoirs qui me liaient désormais avait changé mon caractère en un jour. Plus aucune de ces hésitations, de ces timidités qui entretenaient ma faiblesse d'esprit. Marie ne vivait que par moi, et je voulais que son existence fût heureuse. Avec l'oncle Toinot nous nous efforcions de consoler l'orpheline, de lui procurer de douces heures, de lui rendre le repos.

Nous unissions nos prières pour retenir Jules le plus longtemps possible auprès de nous ; mais plus les jours s'écoulaient pour lui dans l'inaction, plus sa colère s'aigrissait. La nouvelle nous vint que les propositions d'armistice faites par le gouvernement français avaient complétement échoué, et cela le remplit de contentement, lui. Il nous lut avec un accent

de satisfaction réelle un article de journal qui décrivait la situation déplorable des Yankees. Les Nordistes qui, il y a trois ans, n'avaient pas un dollar de dette, avouaient maintenant un déficit de 11 milliards de francs. Et ils devaient payer et entretenir de munitions une armée de 640,000 volontaires ; maintenir sur mer 246 navires montés par 22,000 matelots. Le gouvernement de Washington venait d'émettre du papier-monnaie, et les banques de New-York, de Boston, de Philadelphie et d'Albany avaient suspendu leurs payements... Non, Jules ne pouvait pas rester avec nous : il partit, les yeux pleins de flammes, les dents serrées, heureux d'avoir à venger la mort de son père ; et en partant il me fit responsable, lui aussi, du bonheur de Marie.

J'avais redouté ce départ de Jules Toinot : car l'oncle devait nous quitter bientôt pour retourner à Charleston. Vraiment je ne me sentais pas capable de distraire assez Marie pour lui faire, non pas oublier, mais supporter son malheur. Si, du moins, un travail quelconque nous avait été permis ! Courageuse et active comme elle l'était, elle se fût intéressée à l'exploitation du domaine... mais pas un seul esclave pour remuer le terrain ! Eh bien, ce

fut cette absence même de son frère qui me vint en aide. Et en effet, tous réunis, les événements militaires nous arrivaient appréciés par des visiteurs, parmi lesquels le généreux et bon Murrey, et nous n'avions pas le désir, ni elle ni moi, de lire tous les journaux, de consulter les plans qu'ils donnaient pour suivre les détails de la guerre et augurer de l'avenir... Mais voici qu'un acteur du grand drame était notre propre frère, que sa vie était pour ainsi dire comprise dans l'enjeu du combat; que son retour, comme il l'avait dit lui-même, ne serait dicté que par l'anéantissement de l'une des deux armées... Oh! alors, ce fut notre occupation quotidienne que la lecture des journaux et l'appréciation des faits... Cela nous prenait quelquefois des journées entières: car nous tracions sur le terrain les plans de campagne et les marches des troupes.

Nous vivions modestement, Marie obéie par la négresse et par Phœbus, occupant, ainsi que je l'avais exigé, presque la totalité de notre maisonnette; moi, toujours suivi de Jacquet, dormant dans une chambre basse qui communiquait directement avec le dehors; passant nos journées à questionner les journaux, cultiver nos fleurs, et nos soirées à faire de longues

promenades. Elle et moi nous portions le deuil de notre père, bien que la tombe blanche du planteur sur laquelle nous allions prier, la main dans la main, tous les jours, nous interdît de songer pour le moment à la cérémonie de notre mariage.

Ainsi que l'avait dit Jules, la guerre était devenue générale. Ce n'étaient qu'escarmouches sans importance et faits d'armes isolés ; on n'entendait plus parler de ces grandes expéditions qui semblaient devoir décider de la victoire en un jour. Les armées nordistes se préparaient à agir sur plus de dix points. En somme, les Yankees s'étaient emparés de la Nouvelle-Orléans dans le Sud, et fermaient par conséquent le Mississipi ; de Norfolk, des côtes de la Caroline du Nord et de l'archipel de Port-Royal qui commande Charleston, cette forteresse de la Caroline du Sud, à l'ouest ; et ils étaient établis à Nashville, la capitale du Tennessee, État central... Telle était la situation.

Les Sudistes, comme le disaient les Yankees, se trouvaient donc serrés dans les nœuds d'un serpent. Jusqu'en septembre, rien de bien sérieux ne se produisit, et nous espérions, Marie et moi, que lasses de lutter les deux armées mettraient bas les armes, lorsque, le 14 septembre,

nous apprîmes que nos troupes marchaient à leur tour vers la capitale ennemie, Washington. C'est ce qu'on appelait l'invasion du Maryland.

Jackson, sous les ordres de Lee, renouvela le désastre de Bull's-run. En un point nommé South-Mountain se livra le grand combat : Lee et Mac-Clellan se retrouvaient face à face, chacun commandant cent mille hommes. Quatorze heures dura la lutte ; un champ de blé fut pris et perdu quatre fois. Vingt-cinq mille soldats restèrent sur le champ de bataille. Les Sudistes n'avaient pas pu passer au travers de l'armée ennemie. L'invasion était repoussée.

Jules avait pris part au combat.

Et tandis que le Nord remportait ainsi une brillante victoire, tous ses corps détachés se signalaient par des succès dans le Kentucky, le Missouri, le Tennessee et la frontière indienne. Mon capitaine n'était pas découragé ; mais il reconnaissait que nous étions dans une mauvaise voie.

Voici que de Washington nous arriva la grande nouvelle. M. Lincoln avait déclaré qu'à partir du 1er janvier 1863, « toutes les personnes tenues en esclavage dans chacun des États insurgés contre l'Union seraient libres doréna-

vant et toujours. » J'oubliai la guerre pour me réjouir, vraiment, de cette solennelle abolition de l'esclavage.

Le docteur Murrey me fit remarquer que cette mesure n'avait été prise par Lincoln que pour se permettre de former des régiments de noirs, et exciter à la révolte tous les esclaves répandus dans les territoires du Sud. Cette mesure donc devait amener de cruelles représailles, que nous ne pûmes nous empêcher de déplorer vivement avec Marie. En effet, notre président Jefferson Davis déclara à son tour « que, à partir du 1er janvier 1863, tous les officiers fédéraux faits prisonniers seraient condamnés aux travaux forcés jusqu'à la fin de la guerre ou jusqu'au retrait de la proclamation de Lincoln, et que tous les officiers commandant des soldats nègres ou qui se permettraient de libérer des esclaves, seraient mis à mort sans autre forme de procès. » Ces événements jetaient le dégoût dans mon cœur, et je m'estimais heureux de n'avoir plus à prendre part à la lutte. Je ne donnais pas encore raison complète à Harris, mais vraiment je me surprenais à découvrir un peu de vérité dans ses paroles. L'existence me devenait lourde dans cette atmosphère de vengeance et de haine. Ce n'étaient plus des soldats, mais des enragés

qui se heurtaient. Dans un combat près de Charleston, nos officiers avaient lâché une meute de chiens dressés à la chasse aux esclaves contre un régiment de noirs qui les menaçait.

Cette proclamation émancipatrice de Lincoln avait en quelque sorte arrêté les grands mouvements militaires ; et puis il se passait quelque chose de grave chez nos ennemis : Mac-Clellan venait d'être rappelé et remplacé par le général Burnside. Cassant le *jeune Napoléon*, Lincoln l'accusait de s'être mis au-dessus de la discipline et de s'être fait chef de parti au lieu de rester simple général. Mac-Clellan ne s'est plus battu depuis. Le général Burnside était celui qui avait conquis pour le Nord les côtes de la Caroline. On disait qu'il devait, à son tour, marcher sur Richmond.

CHAPITRE V.

Bataille de Frédériksburg (13 décembre 1862). — Attaque de Vicksburg (27 décembre). — Jackson le *mur de pierre* et la cavalerie pédestre. — Bataille de Chancelorsville (1er mai 1863).

Le 11 décembre Burnside rencontra Lee, à moitié chemin des deux capitales. Sur les

hauteurs qui dominent une ville nommée Frédéricksburg étaient nos troupes. Le Rappahannock-river coulait entre les deux armées. 150 pièces de canon avaient bombardé la ville. Le 13 l'assaut avait lieu, et, après une bataille qui occupait dix kilomètres de longueur et frappait de mort dix mille Fédéraux, ceux-ci évacuaient leur position, perdant ainsi leur quatrième campagne contre Richmond.

Le général Burnside, vaincu, fut remplacé par le général Hooker, d'une témérité sans égale, d'une activité dévorante : les Nordistes ne l'appelaient que Fighting Joë (Joseph le combattant). Cet insuccès fit renoncer à poursuivre la prise de Richmond. Cette nouvelle paraissait devoir rendre le calme aux contrées environnantes, si dévastées, d'autant plus que les Nordistes se proposaient maintenant d'abandonner leurs plans de guerre en Virginie pour tenter de délivrer le cours du Mississipi, que nos troupes commandaient.

L'amiral nordiste Farragut était à l'embouchure du Mississipi, dans les eaux de la Nouvelle-Orléans ; l'amiral Davis était à Memphis, ville du Tennessee assise sur les bords du haut Mississipi; mais le cours central du grand fleuve, dont le nom veut dire *père des eaux*, nous appartenait,

et sur une falaise élevée, en un point nommé Vicksburg, nos officiers avaient construit une forteresse qui interdisait le passage aux navires.

Le général yankee Sherman et le général Grant marchent directement, par terre, vers Vicksburg, avec quarante mille hommes. Le 27 décembre a lieu l'attaque; le 28 les Sudistes sont refoulés; le 29 ils reprennent leur position sur la crête des falaises, et le 1er janvier 1863 le général Sherman, complétement battu, renonce à l'attaque. En quittant ces terrains pour revenir vers Washington, cette même armée de Sherman remporte quelques succès dans le Tennessee et l'Arkansas. Les Nordistes prennent Murfreesborough après une bataille sanglante. Le cinquième de l'armée fédérale, neuf mille hommes, resta sur le terrain. Nous avions perdu, nous, douze mille hommes.

L'hiver suspendit les opérations.

Les journaux américains profitèrent du repos que donnait à leurs rédacteurs la suspension des hostilités, pour relever le nombre des victimes depuis l'origine du conflit. Au 1er janvier 1863, le Nord avait perdu quatre cent cinquante-neu mille cent seize hommes, et le Sud, deux cent vingt-deux mille six cent soixante dix-sept. Il avait été livré deux cent cinquante engagements,

combats ou batailles, depuis l'affaire du fort Sumter.

Jules nous annonça cette suspension d'armes forcée, mais il espérait qu'au printemps de 1863 les opérations reprendraient leur cours; que le Sud serait en mesure de répondre à toutes les attaques de l'ennemi; que Richmond, Vicksburg, Charleston, Mobile, etc., seraient en état de repousser tout assaut, et que la guerre, devrait-elle durer encore deux ans, serait parfaitement supportée par le Sud. Cette idée qu'on pouvait encore se battre pendant deux ans ne pouvait entrer dans mon esprit.

De mois en mois je me plaisais à renvoyer la fin de toutes ces horreurs, et toujours l'espoir parvenait à me consoler... Mais Jules, avec sa connaissance des nécessités de la guerre, admettait comme possibles encore deux ans de lutte! Et j'étais là dans ma plantation, paisiblement désireux de chanter l'hymne de la paix, laissant les jours succéder aux jours et confiant dans l'avenir!

Cette lettre de Jules me fit songer à l'imprudence que je commettais. Qui pouvait compter sur la tranquille occupation de Norfolk par nos ennemis? et puisque l'hiver avait arrêté les grandes opérations militaires, n'était-il pas pré-

sumable que les cavaliers devaient en profiter pour reprendre leurs courses effroyables dans les deux Carolines ? Cette pensée me dictait un nouveau devoir. Je ne devais pas, pour Marie, risquer les suites d'une attaque qui pouvait se produire. Chacun se gardait dans la Caroline du Sud, et un cri d'alarme ne réunissait que quelques planteurs... Ainsi, en une minute, je me décidai à quitter la plantation pour aller vivre à Charleston, avec l'oncle Toinot. Dans une ville la guerre est moins dure à supporter. Je me demandais maintenant comment j'avais pu rester si longtemps isolé dans ma plantation, livrant à tous les caprices des Nordistes le bonheur, la vie peut-être de Marie. Je fis part à ma fiancée de ma décision, et elle l'approuva complétement.

Installés à Charleston, nous nous serions crus à cent mille lieues des États en lutte. Les nouvelles de la guerre qui nous venaient de Washington et de Richmond, semblaient nous arriver d'un pays qui n'était plus le nôtre, tant les phrases ardentes des journalistes, qui sonnaient déjà la charge des combats du printemps prochain, contrastaient avec la tranquillité qui régnait dans la ville. J'avais eu raison de quitter le district de Columbia. Tous les huit jours,

Phœbus allait voir si ma maison n'était pas incendiée. J'avais, d'ailleurs, fait le sacrifice de cette construction. Il me suffisait de savoir que le terrain me serait conservé, et qu'après la paix je pourrais reprendre l'exploitation de notre malheureux père. Il y avait là de quoi satisfaire vingt ambitions semblables à la mienne. Marie pensait exactement comme moi sur ce sujet.

La vive ardeur de Jules s'était un peu refroidie. Il n'avait pas pu supporter les inactions de la vie des camps, et il était revenu à Richmond pour reprendre ses travaux. Le printemps nous envoyait déjà ses brises tièdes. Cette époque devait marquer la reprise des hostilités, c'est vrai ; mais je l'avais choisie aussi, cette saison, pour réclamer la bénédiction de l'oncle Toinot. Pourquoi aurions-nous encore attendu ? Ce mariage n'était-il pas selon les vœux du mort? Je m'en ouvris au prêtre :

« Marie a fixé le 15 mai, me répondit-il.

— Quoi ! elle ! la première !

— Oui, la première !.. Laissez-lui la joie de vous annoncer la bonne nouvelle.

— Je vous le promets, mon père. »

Mais cette chère Marie avait surpris mon entretien avec l'oncle Toinot ; et lorsqu'elle me

vit accourir vers elle, joyeux, chantonnant, embarrassé dans cette joie que je voulais lui cacher en partie, elle devina mes pensées, et me prenant la main :

« Je crois, me dit-elle, que notre bon oncle a été bavard aujourd'hui ?

— Non, dis-je à la hâte, c'est moi qui lui ai demandé !!! »

J'avouais tout ainsi, du premier coup. Elle en rit comme un enfant. Nous écrivîmes aussitôt une lettre à Jules pour lui annoncer la grande décision. On pouvait se battre maintenant : Marie allait être ma femme !...

Une nouvelle forteresse avait été ajoutée à celle de Vicksburg, pendant l'hiver, sur les bords du Mississipi. Le général Grant et l'amiral Porter avaient reçu du gouvernement nordiste sa plus belle armée et sa plus forte escadre de vapeurs blindés. Jefferson Davis se rendit en personne à Vicksburg, ce qui faillit déranger un peu nos projets ; car Jules ne pouvait quitter Richmond pendant l'absence du président.

Davis harangua nos troupes :

« Que Vicksburg et Port-Hudson, ces deux boulevards de notre liberté, résistent, avait-il dit, et la confédération vivra. »

Après une suite de combats infructueux les

Nordistes, le 27 avril, entamèrent le siége régulier de Vicksburg.

Pendant ce temps, l'amiral Dupont investit Charleston, plutôt pour « animer un peu la vie des marins qui maintenaient le blocus, que pour tenter une entreprise téméraire contre le fameux fort Sumter, » ainsi que nous l'avait écrit Jules, par la même lettre qui nous annonçait sa prochaine arrivée.

L'escadre de Dupont avait franchi la barre le 7 avril avec une frégate cuirassée, une canonnière blindée et sept monitors. Nous avions, nous, trente mille hommes dans la place, et trois cents canons au fort Sumter ou autres forts... Mais une simple chaîne tendue du fort Sumter à l'île Sulivan avait arrêté l'amiral. Cependant le feu de nos artilleurs avait démonté cinq bateaux avant la retraite de l'ennemi.

Jefferson Davis revint à Richmond, et Jules, ainsi qu'il nous l'avait promis, arriva le 3 mai à Charleston. Il nous parut très-préoccupé. Pour demeurer fidèle à sa promesse, il avait abandonné ses travaux au moment où de graves complications allaient, croyait-il, se produire. Il était venu douze jours avant le terme fixé, parce qu'il prévoyait des événements qui, selon lui, devaient nous chasser de Charleston,

et il voulait, dans sa tendre sollicitude, nous savoir unis à jamais. Certes, il ne se heurta pas à la plus petite difficulté, lorsqu'il nous demanda gravement de rapprocher la date de notre mariage. Il était arrivé le 3 mai : le 5 nous devions nous agenouiller devant l'autel.

Le 4 mai, la veille du grand jour , nous préparait une surprise. Ces complications qui absorbaient l'esprit de Jules s'étaient dénouées en quelques heures dans les plaines de la Virginie : sur les bords du Rappahannock-river, Jackson, ce héros du Sud à qui l'on avait donné le surnom de Stonewall (le mur de pierre), tandis qu'on nommait son armée la cavalerie pédestre, pour exprimer la rapidité merveilleuse de ses opérations ; Jackson, à la tête de cinquante mille hommes, avait brusquement assailli l'armée fédérale. Le général nordiste Sedgwick, après avoir soutenu le choc brillamment, s'était emparé des hauteurs contre lesquelles Burnside s'était vu vaincre, et notre Lee était venu tout terminer en repoussant l'ennemi jusqu'au delà du Rappahannock. Cette victoire était telle, qu'on ne songea pas d'abord à pleurer la perte de Jackson, mort en héros sur ce champ de bataille, et l'enthousiasme qui se répandit chez les Sudistes fut d'autant plus

grand, que de Washington nous arrivèrent les échos de l'explosion de douleur qu'avait produite la bataille de Chancelorsville. Il paraît que des réunions, des *meetings*, avaient demandé la paix. A ce vœu Lincoln avait répondu par la mise à exécution de la loi de conscription votée par le congrès. Nos troupes, victorieuses, c'est-à-dire cent cinq mille hommes commandés par Lee, poursuivaient une nouvelle invasion sur le territoire ennemi.

CHAPITRE VI.

Le mariage. — Combat de Gettysbourg (1er juillet 1863). — Prise de Vicksburg et de Port-Hudson (4-7 juillet). — Attaque de Charleston (10 juillet), assaut (18 juillet); retraite (10 septembre).

Les chances de cet engagement de Chancelorsville ayant été pour nous, Jules devait, à mon avis, être débarrassé de ses préoccupations. Bien au contraire, il ne devint que plus exigeant et supplia son oncle de ne point retarder la cérémonie, ce qui contraria fort le bon prêtre, qui n'avait pas pu préparer encore tout ce qu'il aurait voulu. Le 5 mai, au matin, Marie et moi nous pénétrions dans la chapelle

pour y être unis. Les élèves de mon oncle chantaient des cantiques, l'orgue répandait ses harmonies, et les nuages de l'encens nous enveloppaient. Le bonheur me transportait au delà de ce monde, et il me semblait que j'allais vivre désormais dans le ciel. Marie pleurait : la chère âme priait pour son père. Jules, debout, se montrait impatient.

Dès que la cérémonie fut terminée, que l'oncle Toinot nous eut béni, et qu'à nos doigts brillèrent les anneaux d'or du mariage, mon capitaine me prit à part et me confia le sujet de ses préoccupations :

« Je sais, me dit-il, qu'une attaque de Charleston est combinée par la flotte du Nord... Vous voici le maître de la destinée de ma sœur! A vous de savoir si vous devez rester à Charleston. Moi, je vais reprendre un service actif dans les armées sudistes...

— Pourquoi ne restez-vous pas à Richmond? lui dis-je en toute franchise.

— Parce que nos ennemis me doivent une double vengeance.

— Que voulez-vous dire?

— Ils ont tué notre père, et mon meilleur ami vient de succomber sous leurs coups.

— Quel ami ?

— Le docteur Murrey est mort : sa maison est brûlée ! »

Ce fut comme un coup de foudre. J'étais anéanti ! Cependant Marie, ma femme... *ma femme*, vint à nous, le sourire sur les lèvres, nous demander si *son mari* daignerait lui offrir son bras pour la conduire dans le salon où l'oncle Toinot avait ordonné le repas traditionnel. Pour rien au monde je n'eusse voulu chasser cette lueur de joie de ces chères lèvres qui n'avaient pas souri depuis si longtemps.

Egoïstes dans notre bonheur, nous devînmes tous les deux si indifférents aux choses de la guerre que nous ne lisions plus les journaux ; et c'est l'oncle Toinot qui, à table, tous les jours, nous apprenait les nouvelles importantes dont tout Charleston s'occupait. Unis enfin, mariés, ne faisant qu'un selon le saint précepte, il nous semblait que rien ne devait désormais nous arracher un soupir de crainte. Je dis à Marie, aussitôt après le départ de Jules, qui avait eu lieu le lendemain de la cérémonie... je lui avouai l'attaque imminente de Charleston. Pour toute réponse :

« Il faudrait, me dit-elle, que nous fussions bien malheureux pour qu'une bombe vînt justement défoncer la maison de notre oncle !

— Alors, Marie, vous ne voulez pas retourner à Richmond ? c'est là le siége de notre gouvernement, la ville qui sera toujours le mieux défendue, la dernière attaquée.

— A quitter Charleston, je préférerais vivre dans notre chère maison de Columbia... chez nous !. mais pourquoi partir ? ne sommes-nous pas très-bien ici ? »

Je n'eus cependant pas le courage de lui annoncer la mort du docteur.

Les jours passaient ainsi, et dans nos projets la fin de la guerre était fixée dans quelques mois... Aussi tous les combats dont nous arrivaient les détails, concouraient-ils toujours à nous affermir dans cette pensée que le Sud et le Nord avaient épuisé leurs forces, et que l'Union se reconstituerait sur de nouvelles et plus justes bases, chacun apportant sa part de conciliation ; le Nord renonçant aux tarifs, le Sud renonçant à l'esclavage... beaux rêves !

Nulle amertume ne pouvait entrer dans nos cœurs : nous étions si heureux ! et il nous semblait très-naturel, alors que nous supposions la continuation de la lutte jusqu'à cette victoire décisive qui ne pouvait tarder, que le plus faible se rangeât avec confiance sous les lois du plus fort : car le plus fort ici n'était pas un étranger,

mais bien un frère. Nordistes ou Sudistes, n'étions-nous donc pas tous Américains ?

Le 1er juillet notre Lee, poursuivant sa formidable invasion, avait été arrêté en un point nommé Gettysbourg, en plein Maryland, et il avait dû reculer en abandonnant aux Nordistes, commandés par Mead, plus de dix mille prisonniers. Pour la seconde fois, notre course sur Washington avait été déjouée. Le 4 juillet, Vicksburg, cette forteresse du Mississipi central, s'était rendu aux généraux de l'Union, et après Vicksburg, Port-Hudson.

« La perte de Vicksburg, avait dit M. J. A. Seddon, le secrétaire de la guerre du gouvernement des Confédérés, est une faute de notre part, et ce serait oiseux pour nous de le cacher ; celle de Port-Hudson n'est qu'une conséquence de la première. »

La perte de ces deux forteresses délivrait tout le cours du Mississipi.

Par une lettre, Jules me prévint de nouveau de l'attaque prochaine de Charleston. Je ne pouvais pas me montrer plus ému que Marie. Et puis, aurait-il été plus prudent de s'aller enterrer dans notre plantation ? Certes non, puisque, pour favoriser l'attaque de Charleston, les corps d'armées nordistes disséminés sur

les côtes des deux Carolines et de la Géorgie, dans le Tennessee, dans l'Arkansas, dans le Mississipi et dans la Louisiane, avaient reçu l'ordre de tenir en haleine les troupes sudistes campées dans ces divers États. C'est le général Gillmore qui, soutenu par la flotte de l'amiral Dahlgrend, devait opérer contre Charleston, que les Nordistes nommaient « la ville sainte des esclavagistes. »

Le 10 juillet, les opérations commencèrent. L'ennemi démasqua ses batteries et se mit à canonner les forts, tandis que l'amiral Dahlgrend, qui avait disséminé ses canonnières, balayait (c'est le mot dont on se servait), avec sa mitraille et ses obus, toutes les routes par lesquelles on aurait pu conduire des renforts ou des munitions à nos forts avancés. Le général Gillmore avait d'abord réussi à débarquer 8000 hommes; l'attaque par terre et celle par mer se combinaient pour nous soumettre. Mais, vraiment, on ne s'effrayait pas dans Charleston ; ils étaient si nombreux et si solides, les forts qui en défendaient l'entrée ! Cependant le 12, la canonnade parut plus violente encore, et mes oreilles, qui s'étaient presque habituées au roulement infernal, me parurent plus sensibles. C'est que Gillmore tentait un assaut. Ah ! ce fut

une journée pénible... Mais quelle joie, le soir, quand le feu cessa ! L'assaut avait été repoussé. Le 18, nouvel assaut ; nouvelle riposte victorieuse. On augmentait tous les jours la garnison des forteresses principales. Le 17 août l'ennemi était arrivé, par des miracles de hardiesse et de patience, à 500 mètres de nos batteries, et il ouvrait le feu contre Sumter, le colosse. C'était affreux à entendre ; tous les jours la canonnade recommençait.

Du côté de la mer, l'invincible fort Sumter n'était bientôt qu'un amas de ruines ; mais il résistait encore. Le 6 septembre fut le dernier jour de cette lutte. Nos soldats épuisés, découverts par la ruine des défenses, abandonnaient tous les forts de la rade et par là livraient aux Nordistes l'entrée de Charleston.

Quand on vit, dans les rues, passer tristes, découragés, les héroïques défenseurs du Sud, la peur se répandit dans toutes les âmes, et la plupart des familles se montraient réunies sur le seuil de leurs maisons pour fuir... Cependant le fort Sumter, silencieux, à moitié démoli, était toujours là comme une barrière infranchissable, et les hommes de Gillmore campés si près de nous, dans l'île Morris et dans l'île Folly, ne pouvaient pas mettre la ville au pillage, comme

on le redoutait. Cette situation critique paraissait devoir se prolonger. Après le 6 septembre l'amiral nordiste continua à canonner Sumter, et le 10 le gros de la flotte, qui pouvait lancer jusqu'à 4000 kilogrammes de fer sur un seul point, s'éloigna de sa position d'attaque.

CHAPITRE VII.

Guerre générale : Chattanooga, Knoxville, Chikamanga, etc. — Evacuation de Charleston. — Attaque de Richmond (4-6-11 mai 1864).—Marche de Sherman.—Le port de Wilmington.— Fin de la guerre. — Assassinat de Lincoln (14 avril 1865).

La décision que nous avions prise de rester à Charleston , décision qui m'avait d'abord rempli d'épouvante, devint excellente, et, sauf le tapage du bombardement du Sumter qui continuait toujours, on n'admettait pas la menace d'un grand danger : on se sentait encore bien abrité par le Sumter, ce colosse de pierre.

L'ennui, ce terrible mal, commençait cependant à s'appesantir sur nous. Après la tentative semi-infructueuse du général Gillmore contre le fort Sumter, alors qu'on espérait voir se terminer bientôt la lutte, une nouvelle nous arriva de tous côtés qui nous fit augurer d'un

printemps semblable à celui de 1862. Les armées du Nord se flattaient d'avoir conquis « une unité d'organisation très-favorable aux opérations à poursuivre. » On peut dire qu'à ce moment une seule et formidable armée opérait contre le Sud. Le centre de cette armée occupait les vallées du Cumberland et du Tennessee ; l'aile droite gardait le Mississipi ; l'aile gauche, la Virginie.

A peine les opérations commençaient-elles, que nos troupes abandonnaient Chattanooga et Knoxville : Chattanooga, l'entrepôt central de nos provisions et le noyau d'une étoile de chemins de fer qui reliaient toutes nos principales villes ; Knoxville, chef-lieu de la haute vallée du Tennessee oriental. Lee veut reprendre Chattanooga, et il défait les Fédéraux à Chikamanga en leur tuant 1600 hommes , et laissant 1400 des nôtres sur le terrain. Lee investit la place. « Je tiendrai, dit le général du Nord Thomas, tant que j'aurai du pain. » La famine devait nous livrer Chattanooga. Les Grant, les Kooker et les Sherman ne cessèrent de venir nous attaquer, pour rompre cette ceinture de troupes qui étouffait, affamait la place. Enfin Kooker, par un brillant fait d'armes, délivre les assaillis. Nous étions vaincus. Ainsi, à la fin

de 1863 les Nordistes nous entouraient d'un cercle formidable de canons, et commandaient, par Chattanooga, le Mississipi et l'entrée de Charleston, toutes les voies intérieures des communications sudistes.

Et ce n'était plus une suite de combats prévus, réfléchis : on se battait où l'on se rencontrait, en vociférant des menaces de torture. Chaque jour nous apportait un récit douloureux. Ici, une légion entière massacrée ; là, un régiment brûlé dans un hangar... et dans les deux camps la colère était arrivée à son paroxysme. Le blocus, de plus en plus serré, tentait de nous affamer, et l'on commençait à voir des malheureux qui mouraient de faim au coin des rues.

Le nordiste Grant, qu'on nommait le héros de Vicksburg, reçut le titre de chef de toute l'armée virginienne. Il avait demandé et obtenu deux cent mille hommes, et marchait sur Richmond. Un général ennemi, le général Kolpatrick, était venu en reconnaissance jusqu'en deçà des forts de notre capitale. Des bruits sinistres nous arrivaient : on disait que des révoltes de nègres devaient se produire sur plusieurs points, que des incendiaires allaient parcourir les villes, que dans un mois on ne pourrait plus trouver de quoi nourrir un enfant

sur tout le territoire des États confédérés.

Le désespoir s'était abattu sur Charleston, et l'on ne voyait que des visages frappés d'épouvante. Chacun pensait que le Nord allait nous prendre comme dans un étau pour nous écraser, et l'on disait que nos ennemis avaient juré de nous faire payer cher notre révolte. Je m'efforçais de ne pas écouter ces prophètes de malheur, et cependant, malgré moi, je me sentais envahi par l'effroi. A chaque instant on voyait passer dans les rues des caravanes entières de Sudistes qui partaient. Où allaient-ils? Qui l'aurait pu dire? On assurait que les trois quarts des habitants avaient évacué Charleston ; et, en effet, des quartiers entiers étaient devenus déserts. Mes forces m'abandonnaient. Jules ne répondait plus catégoriquement à nos lettres ; il évitait de satisfaire à nos questions.

Tous les matins je courais à la *batterie,* où les nouvelles s'échangeaient rapidement, et je n'étais satisfait que lorsque, cent voix m'ayant répété les mêmes choses, j'arrivais à bien saisir la situation. Décidément les Nordistes voulaient prendre Richmond. Grant organisait ses troupes. Lee l'attendait.

Le 4 mai, Grant, *l'impassible* Grant, fit quelques pas en engageant l'action. Trois corps

d'armées marchaient sur notre capitale. Le 6 mai durait encore le combat. « L'armée du Potomac, disait un journal du Nord qu'on lisait à haute voix sur la *batterie,* l'armée du Potomac marche sur Richmond dans son propre sang et dans celui de l'ennemi. » Le 11, un nouvel engagement, suite du premier. Vingt mille soldats avaient succombé !

On parla dans Charleston d'un nouvel appel aux armes. Tous les hommes valides de dix-sept à cinquante ans devaient marcher. Déjà les femmes remplaçaient les commis dans les bureaux d'administration. Jules nous écrivait des lettres pleines de rage. L'oncle Toinot lui-même se disait prêt à combattre, s'il le fallait. Toutes les lèvres ne s'entr'ouvraient que pour prononcer des mots de vengeance. C'était donc là cette Amérique tant vantée par Marmisolle ! cette République modèle dont il se montrait si fier ! Pour moi l'existence me devenait insupportable dans cette atmosphère de feu. Tout semblait menacer l'avenir de ma bien-aimée ; rien ne le garantissait plus, cet avenir ! Richmond pris, que deviendrons-nous ? Qui sait tout ce que peut inventer d'horrible une haine alimentée par trois ans de combats ? Marie voulait me cacher sa peine ; mais elle ne parvenait pas à rendre

..

à ses yeux cet éclat des beaux jours enfuis, à ses lèvres ces sourires source de mes joies... Je lui dis que ce pays me devenait odieux, et elle ne répondit rien, lorsque j'osai lui avouer qu'une pensée de départ avait traversé mon esprit...

Voici qu'un général nordiste, Sherman, à la tête de trente mille hommes, venait d'apparaître dans le Missouri, et il n'avait fait que traverser cet Etat en brûlant tout sur son passage et détruisant les ponts et les chemins de fer. Trois mois après, Sherman était en Géorgie. Il marchait, lui aussi, sur notre capitale. Au dire de tous Richmond devait succomber. Alors l'imminence du danger me remplit d'activité, et je fus assez heureux pour entendre Marie accueillir avidement mon projet.

Mais comment partir ? Les fuyards n'avaient pas tracé d'itinéraire ; ils se contentaient de quitter Charleston et campaient là où la faim les arrêtait. Où trouver un asile ? et surtout, en quel lieu pouvait-on se rendre pour éviter cet appel aux armes, qui me menaçait, qui remplissait d'angoisses le cœur de Marie ? Il fallait donc quitter l'Amérique, aller en Europe : c'était la seule voie possible.

Notre départ, notre fuite, pour dire le mot

vrai, était décidée ; Jules lui-même l'avait approuvée, pensant qu'un voyage en Europe nous permettrait de passer en paix juste le temps nécessaire pour « terminer la grande affaire. » Je n'avais plus à hésiter, et le choix de la route à suivre n'existait pas. Un port sudiste, seul, était encore ouvert. De Wilmington, dans la Caroline du Nord, partaient encore des navires. Vers Willmington nous nous dirigeâmes immédiatement.

Certes, il fallait se hâter : car nos ennemis venaient de décider l'envoi de quatre frégates, un monitor et dix canonnières pour fermer cette dernière porte. De 1862 à 1864, cent onze bateaux à vapeur chargés de coton avaient quitté Wilmington, et c'était là un beau commerce: car cette marchandise, qui se vendait alors dans le Sud de 0.60 à 0.75 centimes la livre, se payait en Europe de 4 à 6 francs. Je ne dis pas à Marie que sur ces cent onze navires soixante-dix avaient été pris.

Nous quittâmes Wilmington pendant la nuit, alors qu'un orage épouvantable se déchaînait, circonstance favorable, selon l'avis du capitaine.

En arrivant à Bordeaux nous l'apprîmes, cette fin de la *grande affaire*, comme avait dit Jules. Nous apprîmes l'arrivée de l'intrépide

Sherman en Virginie, la prise de Richmond et celle définitive de Charleston, qui en furent la conséquence, la reddition de l'armée de Lee, la victoire complète, enfin, des Nordistes...

De Bordeaux à Marseille notre voyage fut sans incidents. Jules vivait. Mais bientôt se répandit la nouvelle venue de New-York à laquelle personne ne voulait ajouter foi : la guerre se serait terminée par un lâche assassinat. Le président Lincoln, c'était vrai, avait été frappé de mort.

Et, malgré le souvenir de toutes les souffrances que j'ai endurées, malgré la vue de cette balafre que je leur dois, j'aime l'Amérique et j'aime les Américains... Qui sait ? La paix rendra peut-être bientôt à ma seconde patrie son beau caractère de grandeur !... Mes yeux, sans doute, ne pourront revoir sans larmes amères le sol où s'élève maintenant la tombe de maître Toinot ; mais, en vérité, je dois le dire, je me sens quelquefois rempli de cette tristesse vague que l'on appelle le *mal du pays*... Nous serions désolés, Marie et moi, que *monsieur notre fils* ne fût pas, par droit de naissance, citoyen des Etats-Unis d'Amérique.

LA GUERRE D'AMÉRIQUE

1861 — 1865.

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES

ÉCHANGÉS

ENTRE LA FRANCE ET LES ÉTATS-UNIS.

I

DISPOSITIONS DE LA FRANCE AU DÉBUT DES ÉVÉNEMENTS.

Extrait de la situation de l'Empire en 1861, *présenté au Sénat et au Corps législatif le* 30 *janvier* 1862.

Les graves complications intérieures qui se sont produites aux États-Unis, n'ont pas altéré la cordialité de nos relations avec ce pays. Il était impossible, toutefois, que le conflit que nous avons vu naître avec peine n'entravât pas, en prenant d'aussi grandes proportions, nos transactions ordinaires avec les États-Unis et n'affectât même pas, dans une certaine mesure, la sécurité de notre commerce. Le gouvernement de l'Empereur a donc eu à

se préoccuper, dès les premiers moments, de ces conséquences inévitables de la crise américaine. Il ne pouvait pas hésiter sur l'attitude que lui commandaient les circonstances. Ayant, d'une part, le devoir de veiller à ce que les intérêts placés sous sa protection souffrissent le moins possible de la lutte engagée, désireux, d'autre part, de témoigner de son respect pour les droits intérieurs et l'indépendance d'une autre nation, il n'avait, pour atteindre ce double but, qu'une ligne de conduite à adopter : l'observation d'une stricte neutralité. En conséquence, tout en faisant des vœux pour le maintien de l'union américaine dans les conditions qui avaient jusqu'à ce jour semblé assurer sa prospérité, tout en étant même disposé, s'il en était sollicité, à contribuer, par ses bons offices, à mettre fin à une lutte déplorable, il s'est empressé, d'un côté, de rappeler à ses nationaux quelles étaient les obligations que leur imposait la neutralité dont il réclamait pour eux le bénéfice, et de formuler, de l'autre, les principes qu'il s'attendait à voir respecter par les belligérants. Nous avons obtenu, sous ce dernier rapport, des déclarations satisfaisantes, et s'il ne pouvait dépendre du gouvernement de l'Empereur de conjurer tous les embarras qu'entraîne toujours un état de guerre sur un point quelconque du globe, les principes dont les belligérants ont admis l'application auront, du moins, pour effet de prévenir le préjudice et les dommages qui, autrement, eussent encore aggravé les souffrances forcément amenées par l'état présent des choses.

II

RÉCLAMATIONS DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS.

M. Mercier, ministre de France à Washington,
à M. William H. Seward, ministre d'Etat aux États-Unis.

Washington, le 10 janvier 1862.

Monsieur, S. Exc. M. Thouvenel m'écrivait dernièrement pour m'entretenir des préoccupations que causent au gouvernement de l'Empereur les maux de toute nature que fait peser sur notre commerce et sur notre industrie l'état actuel des choses aux Etats-Unis, et il me signalait, entre autres, ceux qui résultent pour nos négociants de l'interruption de toute communication postale avec les Etats soumis au blocus par les forces fédérales. A ce sujet, il me citait, par exemple, ce fait que d'importantes maisons françaises, placées dans les meilleures conditions de solvabilité, se trouveraient subitement exposées à ne pouvoir faire honneur à leurs affaires, faute de recevoir les remises considérables qui leur sont dues par leurs correspondants établis dans les Etats du Sud, et dont l'ensemble, pour la seule ville de la Nouvelle-Orléans, ne s'élève pas à moins de 6 à 8 millions de dollars.

Je ne saurais douter, Monsieur, surtout après l'empressement plein d'obligeance que vous avez mis à faciliter aux Français qui en éprouvaient le besoin, les moyens de sortir de la Nouvelle-Orléans, que vous ne soyez disposé à apporter à une situation aussi pénible tous les soulagements que comportent les circonstances. J'appellerai avec confiance votre bienveillante attention sur une combinaison qui pourrait atteindre ce but dans une certaine mesure, en attendant que les affaires puis-

sent reprendre leur cours régulier, et qui me paraît n'avoir rien de contraire au but que poursuit le cabinet de Washington. Cette combinaison consisterait à autoriser les consuls de l'Empereur à recevoir et à délivrer, sous leur responsabilité, les correspondances destinées à nos nationaux, lorsque, après en avoir pris lecture, ils se seraient assurés qu'elles étaient purement commerciales, et qu'elles ne se rapportaient à aucune opération qui pourrait entraîner la violation du blocus. Cette correspondance serait expédiée soit par la légation, soit par le consulat général de New-York, sous cachet officiel, à nos consuls à la Nouvelle-Orléans, à Charleston et à Richmond, et, par ceux-ci, au consul général à New-York, et transmise par des bâtiments de guerre avec la correspondance officielle *ordinaire*.

Il me semble, Monsieur, que ces conditions, qui, ainsi que toutes celles qu'il vous plairait d'y ajouter, seraient remplies avec le soin le plus scrupuleux, suffiraient pour donner au Gouvernement fédéral toutes les garanties qu'il peut désirer, et qu'elles permettraient, en même temps qu'elles ne nuiraient en rien à l'efficacité du blocus, d'atténuer les embarras qu'il inflige à nos nationaux.

MERCIER.

M. Seward à M. Mercier.

Département d'État, Washington, 10 janvier 1862

Monsieur, j'ai l'honneur de vous accuser réception de la note par laquelle vous m'entretenez, d'après les instructions de M. Thouvenel, des maux qui pèsent sur le commerce et l'industrie française en raison de la situation actuelle, et particulièrement des inconvénients qui résultent pour les négociants français de l'interruption des

communications postales avec les États soumis au blocus par le gouvernement des Étas-Unis.

Cette communication est si importante que je crois nécessaire de la soumettre au Président et de prendre ses instructions, aussi bien que l'opinion de mes collègues de cabinet.

Je vous prie, cependant, d'être bien convaincu qu'il ne sera apporté que les délais indispensables pour la solution des questions dont vous m'avez saisi.

William H. Seward.

M. Seward à M. Mercier.

Département d'Etat, Washington, 10 février 1862.

Monsieur, votre note du mois de janvier dernier m'est parvenue en son temps. Elle appelle mon attention sur les embarras dont souffrent le commerce et l'industrie française à raison des troubles politiques qui existent dans la portion du Sud des États-Unis, et elle propose comme remède partiel que la correspondance d'un caractère purement commercial puisse être transmise par les consuls de l'Empereur, à la condition qu'elle soit dans tous les cas ouverte et reconnue par ces agents être purement commerciale et ne tendre en rien à la violation du blocus en vigueur.

L'examen de cette proposition a subi quelque retard, non que le Gouvernement n'inclinât pas à faire cette concession à la France, mais parce que, accordée aux sujets français, cette faveur devrait l'être aussi, en bonne équité, aux citoyens ou sujets d'autres Etats étrangers, et peut-être aussi aux citoyens eux-mêmes des États-Unis.

Je suis invité par le Président à vous dire que les opérations militaires replacent rapidement sous l'autorité des

Etats-Unis les villes commerciales où existe l'insurrection, et que le Gouvernement étudie, simultanément à ces opérations, comment des facilités de la nature de celles dont il s'agit pourraient être accordées. J'espère être bientôt en mesure de revenir sur ce sujet, et en attendant je serai toujours disposé à vous entendre sur cette question avec plaisir, toutes les fois que vous jugerez à propos de m'en entretenir.

WILLIAM H. SEWARD.

Le Ministre des Affaires étrangères à M. Mercier, Ministre de France à Washington.

Paris, le 27 février 1862.

Monsieur, vous avez, avec toute raison, démenti le bruit accrédité autour de vous par des correspondances privées que nous nous préparions à reconnaître la Confédération du Sud. Nos sentiments sur le conflit américain sont toujours ceux que je vous ai fait connaître, et le langage tenu il y a quelques jours sur cette question par M. Billaut , au sein du Sénat, ne peut laisser le moindre doute à cet égard. Il a constaté, une fois de plus, qne l'attitude que désirait conserver le Gouvernement de l'Empereur était celle d'une neutralité bienveillante.

Si résolus que nous soyons, toutefois, à ne nous prêter à aucune ouverture dont le cabinet de Washington ait à s'alarmer, nous ne saurions cependant cesser de nous préoccuper de la situation plus pénible chaque jour qui résulte de la crise actuelle. Nous en appelons donc, ainsi que vous l'avez déjà dit et que vous ne sauriez trop le répéter, nous en appelons le terme prochain de tous nos vœux, autant à raison de nos sympathies pour l'Union, dont les forces s'épuisent dans une lutte aussi opiniâtre,

que dans l'intérêt général. Les ménagements que des puissances amies ont à cœur de conserver dans leur conduite vis-à-vis du cabinet de Washington, ne sauraient certainement l'empêcher de se rendre compte de la difficulté croissante qu'elles éprouveront, si l'état des choses se prolonge, à garder la même attitude. Pour les Etats-Unis, aussi bien que pour elles, une prompte solution des complications présentes est le seul moyen d'écarter des maux plus grands et plus irrémédiables que ceux dont on souffre déjà. C'est, à tous les points de vue, au Gouvernement fédéral qu'il doit convenir de chercher, le premier, comment il serait possible de sortir d'une position qui affecte tous les intérêts. Nous aimons à espérer que le cabinet de Washington sentira de plus en plus l'importance qu'il y a pour lui à prendre à cet égard l'initiative que les circonstances rendraient si opportune.

Bien que M. Seward vous ait déclaré qu'il serait prêt à entendre, un peu plus tard, la proposition que je vous avais chargé de lui adresser, à l'effet d'obtenir pour nos consuls la faculté de délivrer à leurs nationaux les correspondances d'une nature toute privée apportées par nos bâtiments de guerre, je regrette extrêmement que votre démarche soit pour le moment demeurée sans résultat. Le soulagement qu'une semblable mesure eût procuré à notre commerce aurait certainement diminué beaucoup la vivacité des plaintes dont vous jugerez par la copie ci-jointe d'une lettre émanée de la chambre syndicale de commerce et d'exportation.

THOUVENEL.

III

TENTATIVES DE CONCILIATION.

Le Ministre des Affaires étrangères au Ministre de France à Washington.

Paris, le 6 mars 1862.

Monsieur, les nouvelles des Etats-Unis nous apprennent que les forces fédérales viennent de remporter un grand succès dans le Tennessée. Bien que nous ne puissions en apprécier encore la véritable importance, il ressort pour nous des dernières affaires dans lesquelles les troupes fédérales ont été engagées, que la situation générale s'est modifiée à leur profit, qu'elles ont gagné du terrain, et reconquis un ascendant que l'issue des premiers conflits avait paru compromettre. On ne saurait en conclure, sans doute, que la résistance du Sud doive par cela seul immédiatement cesser et qu'elle ne puisse contre-balancer encore l'énergie des moyens employés par le cabinet de Washington pour en triompher. Mais aujourd'hui, en présence surtout des récents succès obtenus dans le Kentucky et dans le Tennessée, les avantages remportés par le Gouvernement fédéral sont assez marqués pour que son amour-propre se trouve complétement dégagé dans la question qui s'agite entre les deux parties de l'Union. La lutte ne semble plus se poursuivre dans les mêmes conditions, et à quelque parti que s'arrête désormais le cabinet de Washington, les dangers et les nécessités de sa position ne paraîtront plus peser du même poids sur sa conduite et lui enlever la liberté des résolutions qu'il adoptera. Le moment n'est-il pas venu pour lui, dès lors,

d'examiner avec le calme et la modération qui conviennent à sa situation présente, si la voie exclusive de la coercition est bien la meilleure pour remédier au mal déjà fait et à celui qu'il n'est que trop facile de prévoir, au cas où la lutte continuerait? On comprend que l'administration de M. le président Lincoln ait jusqu'à présent cru devoir réagir vigoureusement contre une situation qui semblait défier ses efforts. Actuellement, elle a prouvé qu'elle était en état de les proportionner aux embarras qu'elle rencontrerait; elle n'a donc plus à craindre, si elle écoute des inspirations différentes, qu'on se méprenne sur les mobiles qui la feront agir. Dès cet instant tous ceux qui font des vœux sincères pour qu'un conflit déplorable atteigne promptement son terme, n'ont plus à redouter que des conseils de modération puissent éveiller les susceptibilités du cabinet américain. Or, prendre l'initiative à ce sujet, ménager une transaction dont tout indique la nécessité à un moment donné, c'est ce que le cabinet de Washington est seul en position de faire. En agissant ainsi, il conjurera, nous en avons la ferme conviction, des maux de toute espèce qu'il est encore possible de prévenir; au dehors, il évitera des complications que, pour notre part, nous n'avons rien négligé pour écarter, mais qui sortiraient fatalement de la crise actuelle, si sa prolongation rendait plus lourds qu'ils ne le sont devenus les sacrifices dont le commerce et l'industrie ont à souffrir en Europe. Je désire donc, Monsieur, que vous reveniez sur ce sujet avec M. Seward, en vous autorisant des circonstances qui ont avantageusement modifié la position du Gouvernement fédéral.

THOUVENEL.

Le Ministre de France à Washington au Ministre des Affaires étrangères.

Washington, le 31 mars 1862.

Monsieur le Ministre, après avoir pris connaissance des instructions que Votre Excellence a bien voulu me faire parvenir, en vue du changement qui vient de s'opérer dans la situation du Gouvernement fédéral depuis les derniers avantages remportés par ses armes, je me suis demandé comment je pourrais les exécuter pour en obtenir le meilleur résultat. Toute réflexion faite, il m'a paru que je devrais me borner à appeler sérieusement l'attention du cabinet de Washington sur la gravité de nos embarras et sur les devoirs qu'ils nous imposaient.

C'est avec ces considérations présentes à l'esprit que je me suis rendu chez le Secrétaire d'Etat. Son premier mot fut de me demander si j'avais reçu des nouvelles de France. Je lui dis que Votre Excellence m'avait adressé une communication importante, mais que le moment ne me semblait pas encore venu de l'en entretenir. Il me laissa alors entendre que je pouvais le faire, et je lui communiquai la dépêche de Votre Excellence. Dès qu'il l'eut parcourue, il prit sur son bureau deux papiers qu'il me présenta en me disant : « Tenez, voici ma réponse. »

Le premier de ces papiers était une lettre que M. Dayton lui écrivait pour lui rendre compte d'une conversation qu'il avait eue avec l'Empereur, et dans laquelle Sa Majesté, tout en parlant des Etats-Unis avec sa bienveillance habituelle, avait insisté sur l'aggravation que la prolongation de la guerre apporterait aux maux dont notre industrie et nos classes ouvrières avaient déjà tant souffert.

L'autre était la réponse qu'il faisait à cette lettre. J'ai été étonné que M. Seward revînt sur cette idée que, le seul espoir qui pût encore soutenir les rebelles étant l'in-

tervention de l'Europe, le meilleur moyen de les désarmer serait de le leur enlever, en cessant de leur reconnaître les droits de belligérants. Je lui ai répété ce que je lui avais dit à ce sujet dans une autre occasion, qu'il me paraissait douteux que ce parti dût produire l'effet qu'il en attendait, et que, d'ailleurs, je ne voyais pas que nous fussions libres de l'adopter.

En terminant cette conversation, il fut de nouveau convenu qu'elle serait reprise aussitôt que le sort de la Nouvelle-Orléans serait connu.

Le cabinet de Washington est aujourd'hui instruit de nos préoccupations et préparé aux résolutions qu'elles pourraient nous suggérer. Pour le moment, je crois que c'est tout ce que nous avions à faire. Je le répéterai encore, je crois à ses bonnes dispositions à l'égard des neutres, et, en particulier, de la France ; mais je suis obligé de convenir que les circonstances mettent à son initiative des entraves que de nouveaux événements pourront seuls faire disparaître.

Je causais, ces jours-ci, avec quelques personnages politiques influents, et je leur demandais s'il n'était pas vrai que les proportions qu'a prises si rapidement le mouvement sécessionniste ne pouvaient s'expliquer que par des causes profondes de division entre le Nord et le Sud ; s'il n'était pas vrai également que ces causes n'ont pu qu'avoir été très-envenimées par la guerre civile. Le Nord, après la victoire, se trouverait donc dans la nécessité ou de se rattacher le Sud par la force, ou d'admettre en principe la séparation. « Nous ne prétendons pas nous rattacher le Sud malgré lui, me fut-il répondu, mais nous espérons qu'après l'avoir soustrait à l'influence de ses chefs actuels et lui avoir infligé une sévère leçon, il reviendra de lui-même à la raison. Nous sommes résolus à tenter cette épreuve jusqu'au bout, et si, après cela, la majorité de la population persiste à vouloir se séparer, nous la laisserons faire. »

Si je ne me trompe pas, c'est bien là l'expression de l'opinion dominante aujourd'hui dans le Nord. La masse du

public commence à se lasser de la guerre, quoiqu'elle se doute à peine du fardeau qu'elle doit finir par faire peser sur elle ; mais son instinct de conservation la rattache encore fortement à l'Union, et elle espère y revenir par un mélange de victoires et de concessions.

Le Sud se laissera-t-il donc ramener par les avances que l'on viendrait à lui faire? Il est bien permis d'en douter; mais les dispositions conciliantes qui tendent à prendre le dessus me paraissent un bon signe, parce qu'elles témoignent un besoin réel d'arriver à une conclusion.

IV

VOYAGE DU MINISTRE DE FRANCE DANS LES ÉTATS CONFÉDÉRÉS.

Le Ministre de France à Washington au Ministre des Affaires étrangères.

Washington, le 13 avril 1862.

Monsieur le Ministre, dans le dernier entretien que j'avais eu avec lui, M. Seward, sous l'impression des nouvelles satisfaisantes qu'il avait reçues de l'Ouest, me développait tous les motifs qu'il croyait avoir de compter sur le prochain rétablissement de l'Union. Tout en causant, il m'échappa, comme par hasard, de lui dire que je regrettais beaucoup de ne pas pouvoir aller m'assurer par moi-même de l'état des choses à Richmond. M. Seward me répliqua aussitôt que je pouvais très-bien m'y rendre; que je n'avais qu'à faire venir un de nos bâtiments pour me transporter à Norfolk, et qu'il était tout disposé à me donner une passe pour cette visite,

N'ayant pas eu l'intention de provoquer cette réponse

et ne l'ayant pas prévue, je lui dis que j'allais y réfléchir et que je lui rapporterais bientôt ma réponse. Tout bien considéré, il me parut que, du moment où j'entreprenais ce voyage avec l'acquiescement si explicite du secrétaire d'État, presque, semblait-il même, suivant son désir, il me serait facile d'empêcher, avec un peu de prudence, qu'il en résultât aucune espèce d'inconvénient, et que, d'un autre côté, outre l'avantage de me fournir l'occasion de recueillir des renseignements précieux, il pourrait avoir celui de préparer la voie au recours à des bons offices, comme moyen de faciliter l'arrangement pacifique dont nous éprouvons si vivement le besoin. Je me décidai donc à l'accomplir, mais je jugeai indispensable de ne pas laisser mon collègue d'Angleterre dans l'ignorance de mon départ, et je m'empressai de le lui annoncer, en lui déclarant qu'en instruisant M. Seward de ma résolution, j'aurais soin de lui dire que je ne l'avais définitivement prise qu'après m'en être entendu avec mon collègue.

Je me rendis donc chez M. Seward, et je lui dis que, l'Empereur étant toujours disposé à prêter ses bons offices au Gouvernement fédéral, je croyais être fidèle à son sentiment en me décidant, le secrétaire d'Etat n'y voyant pas d'inconvénient, à partir pour Richmond. Il était naturel, d'ailleurs, que j'eusse le désir, dans les circonstances actuelles, de me mettre en communication avec nos consuls pour juger par moi-même de la situation, en usant du droit reconnu aux ministres étrangers résidant aux États-Unis de visiter tous les points du territoire de l'Union.

Quant au langage que j'aurais à tenir, il était facile de le deviner. La guerre portant un dommage considérable à nos intérêts, je venais pour m'assurer des chances qu'il pouvait y avoir d'en atteindre bientôt le terme; si, à ce sujet, on me faisait des ouvertures relatives à la reconnaissance de la Confédération du Sud, je répondrais que l'on devait comprendre que, dans ma position, je ne pouvais parler que du rétablissement de l'Union; que nos intérêts généraux nous avaient toujours fait envisager

••

la séparation avec regret, et que nos intérêts du moment devaient nous faire souhaiter, avant tout, la fin de la guerre qui interrompait notre commerce; que, dans la disposition où semblait être la population du Nord, la reconnaissance ne déciderait pas le Gouvernement fédéral à lever le blocus; que, pour nous, la paix était donc le seul vœu que nous eussions à former, et que nous devions être conséquemment disposés à faire tout ce qui dépendrait de nous pour qu'elle se fasse le plus tôt possible, à la convenance des deux parties. Il fut entendu, d'ailleurs, que je ne rapporterais à M. Seward que ce que l'on m'autoriserait à lui répéter.

M. Seward m'a dit que je pourrais ajouter, lorsque j'en trouverais l'occasion opportune, que, dans sa conviction, le Nord n'était animé d'aucun sentiment de vengeance, et que, pour lui, il se retrouverait avec plaisir au Sénat en présence de tous ceux que le Sud voudrait y envoyer.

Après cet entretien, j'écrivis un mot par le télégraphe au commandant du *Gassendi*, qui se trouve au fort Monroë, pour le prier de venir me prendre le plus tôt possible avec son bâtiment, soit à Alexandrie, soit à Annapolis, et je priai M. Seward de vouloir bien se charger de faire expédier cette dépêche.

J'ose espérer, monsieur le Ministre, que Votre Excellence n'aura pas à regretter le parti que j'ai pris.

MERCIER.

Le Ministre de France à Washington au Ministre des Affaires étrangères.

Washington, le 28 avril 1862.

Monsieur le Ministre, j'ai eu l'honneur d'annoncer à Votre Excellence, par ma dépêche en date du 13 avril, mon départ pour Richmond : je viens aujourd'hui lui rendre compte des résultats de cette excursion,

Je suis parti de Washington à bord du *Gassendi*, et je me suis rendu directement à la forteresse Monroë, où je ne me suis arrêté que le temps nécessaire pour rendre visite au général Wool et au commodore Goldsborough, qui commandent sur ce point les forces fédérales de terre et de mer. De la forteresse Monroë, *le Gassendi* m'a transporté à Norfolk, où il est arrivé à la nuit tombante, de manière à prévenir toute espèce de démonstration embarrassante. Le même soir, je vis le général Huger, commandant cette division militaire, et, sur ma demande, il eut l'obligeance de faire parvenir à Richmond la dépêche télégraphique suivante : « M. Mercier, ministre de France, est ici : il désire visiter Richmond *in a private capacity*, si cela vous est agréable. »

La réponse ayant été favorable, je me rendis à Richmond.

Ma première visite y fut pour M. Benjamin, secrétaire d'Etat, que j'avais connu lorsqu'il représentait la Louisiane au sénat des Etats-Unis. Je lui dis que le but de mon voyage n'était autre que de m'assurer par moi-même du véritable état des choses, et que je venais le prier de m'aider à l'atteindre. Il me répondit qu'il le ferait avec le plus grand plaisir, et qu'il serait charmé que je pusse pénétrer la vérité, qui, d'après tout ce qui lui revenait du Nord, lui paraissait y être peu connue.

Je résume, monsieur le Ministre, ce que j'ai recueilli de la bouche de M. Benjamin et dans les diverses conversations que j'ai eues ici : « Nous avons, m'a-t-on dit, trop compté sur l'Europe et sur la puissance des intérêts commerciaux ; mais, quoi qu'il en soit, vous allez vous convaincre que nous sommes déterminés à conquérir notre indépendance, coûte que coûte. A cet égard, le sentiment des populations est unanime. Elles ont déjà beaucoup souffert, mais elles souffriront bien plus encore, s'il le faut, pour arriver à leur but : nous ne nous dissimulons pas que les fédéraux ont pour eux des ressources infiniment supérieures et la possession de la mer; qu'ils pourront, à la longue, finir par se rendre maîtres de

tous nos ports; mais en prenant nos villes, ils n'y trouveront que des femmes, des vieillards et des enfants; toute la population capable de porter les armes se retirera dans l'intérieur des terres, hors de la portée des canonnières, et devant une pareille résistance il faudra bien que le Nord se décide à céder.

« Nous nous rappelons que, dans la guerre de l'indépendance, les Anglais ont, un moment, possédé presque toutes les villes du littoral, et cependant ils ont succombé. Il en sera de même cette fois. Maintenant la situation est exactemement ce qu'elle était alors. Comme les Anglais, le Nord combat aujourd'hui pour conserver sa puissance et sa richesse, et nous, nous combattons comme les Américains pour conquérir notre indépendance. Nos populations sont aujourd'hui animées de sentiments sur la nature desquels on ne peut se tromper. Voyez les femmes; elles sont les premières à pousser leurs maris, leurs fils, leurs frères, à prendre les armes. Par leurs habitudes, nos populations sont mieux préparées à la vie militaire que celles du Nord, et, à nombre égal, nos troupes ont eu toujours l'avantage. Nos dispositions sont prises pour tenir Richmond aussi longtemps que possible, et si nous devons finir par abandonner la Virginie, ce sera certainement pour nous un grave échec, mais nous n'en serons point abattus. En outre, nous pouvons à la rigueur nous défendre, mais le Nord ne peut pas nous attaquer sans argent. Nous n'hésiterons pas, d'un autre côté, un seul instant à brûler nos cotons et nos tabacs, plutôt que de les laisser tomber dans les mains de l'ennemi. »

J'ai vu ici tout ce qu'il y a de personnages les plus importants; tous m'ont tenu le même langage et m'ont exprimé les mêmes sentiments. Cependant, parmi ces personnes, plusieurs sont connues pour la modération de leur caractère et pour la résistance qu'elles ont opposée, au début, au mouvement de la sécession. Maintenant les dispositions qui m'ont été si unanimement manifestées sont-elles de nature à résister à toutes les épreuves? C'est

ce que je ne saurais préjuger; mais je vois beaucoup de raisons pour ne pas mettre en doute leur parfaite sincérité en ce moment. Comment pourrait-on s'expliquer autrement la soumission complète avec laquelle les populations acceptent toutes les misères auxquelles les circonstances les condamnent, et, au milieu de ces misères, des mesures rigoureuses, comme celles que vient de prendre l'administration, qui, pour prévenir de nouveaux désordres causés par l'ivrognerie, vient d'interdire dans la ville de Richmond, comme dans toute l'armée, la fabrication et le débit de toute espèce de boisson fermentée?

Je terminerai, monsieur le Ministre, en disant à Votre Excellence combien j'ai eu à me louer des procédés à notre égard dont ce voyage a été, de part et d'autre, l'occasion. Au Sud, j'ai rencontré, en même temps que beaucoup de prévenances et d'hospitalité, une parfaite discrétion, un véritable soin à tenir compte de ce que ma position avait de délicat. Ainsi, n'ayant pas cru devoir demander à voir le président Davis, il ne m'a été fait, à ce sujet, aucune insinuation, non plus que le moindre effort pour donner à ma présence une autre signification que celle qu'elle avait réellement.

Aussitôt que *le Gassendi* a été de retour à Washington, j'ai reçu l'avis, de la part du secrétaire de la marine, que toutes les ressources du *Navy Yard* étaient mises à sa disposition, et il a été même invité, avec insistance, à renouveler son approvisionnement de charbon dans les magasins du Gouvernement. Le lendemain le président Lincoln a honoré son bord de sa visite, et M. Seward a donné une soirée en l'honneur de ses officiers.

MERCIER.

Le Ministre des Affaires Etrangères au Ministre de France à Washington.

Paris, le 15 mai 1862.

Monsieur, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt le compte rendu de votre visite à Richmond. Les impressions que vous avez rapportées de ce voyage ne sauraient que nous confirmer dans l'opinion à laquelle nous conduisait déjà un examen impartial de la situation. Il est évident que, en l'état des choses, des événements prochains peuvent avoir une influence décisive sur l'issue de la lutte, mais sans qu'il soit permis de prévoir le sens dans lequel cette influence s'exercera. Ce n'est donc pas en présence d'une incertitude semblable qu'il y aurait opportunité à se départir de l'attitude de stricte neutralité dont les circonstances nous ont fait une loi jusqu'ici. Il convient plus que jamais d'attendre pour modifier, s'il y a lieu, notre ligne de conduite, que l'on puisse juger si le conflit touche réellement à sa fin, ainsi que l'affirme le cabinet de Washington, ou si, au contraire, comme on le dit à Richmond, l'événement doit prouver que le Sud est déterminé à maintenir la séparation au prix des derniers sacrifices.

Thouvenel.

V

PRISE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS. — DICTATURE DU GÉNÉRAL BUTLER.

Le Ministre de France à Washington au Ministre des Affaires étrangères.

Washington, 3 juin 1862.

Monsieur le Ministre, Votre Excellence a dû recevoir directement la correspondance de M. le comte Méjan, lui rendant compte des faits qui viennent de se passer à la Nouvelle-Orléans et de la situation inquiétante où se trouve réduite cette malheureuse ville.

Les communications précédentes de M. Méjan, destinées au département et à la légation, m'ayant été transmises par la voie de Richmond qui, pour le moment, se trouve interceptée, ne me sont pas parvenues. Comme elles pourraient contenir quelques pièces intéressantes, telles que les proclamations du général Butler, le procès-verbal de la saisie de papiers et de valeurs importantes opérée dans les bureaux du consulat des Pays-Bas, la protestation du corps consulaire contre cet acte, je joins aussi ces pièces à cette dépêche.

Que le général Butler, pour faire respecter son autorité par une population animée des sentiments les plus hostiles, ait cru devoir pousser la sévérité jusqu'à la rigueur, cela peut se concevoir; mais rien ne saurait excuser ses violentes spoliations envers les consulats étrangers. De tels procédés ne pouvaient avoir d'autre effet que d'exaspérer les esprits jusqu'au désespoir et d'enraciner plus profondément dans les cœurs les sentiments qui ont brisé

l'Union et s'opposent en ce moment à son rétablissement.

Grâce à la fermeté de notre consul, le général Butler n'avait pas poussé assez loin ses projets à l'égard du consulat de France, pour qu'ils pussent donner lieu à une réclamation formelle de ma part auprès du cabinet de Washington. Cependant j'ai dû en entretenir confidentiellement M. Seward, et invoquer son intervention pour prévenir le retour de tentatives qui non-seulement seraient de nature à compromettre de la manière la plus grave les rapports internationaux, mais qui, en présence d'une nombreuse population étrangère déjà excitée par la fermentation qui régnait autour d'elle, pourraient provoquer de terribles conflits.

M. le secrétaire d'Etat a accueilli dans un excellent esprit les observations que j'ai cru devoir lui adresser à ce sujet. En terminant notre conversation, il ajouta qu'il la résumerait dans un *memorandum* que je pourrais adresser à Votre Excellence. Plus tard, dans la journée, il me remit, en effet, le *memorandum* ci-joint, que j'ai communiqué à tous mes collègues.

MERCIER.

MEMORANDUM

Secrétariat d'État, Washington, 31 mai 1862.

M. Mercier a entretenu officieusement M. Seward d'une certaine irritation causée parmi les consuls de la Nouvelle-Orléans par des irrégularités et des rigueurs qu'ils auraient éprouvées de la part du major général Butler, lorsqu'il a pris militairement possession de cette ville. M. Mercier a dit n'être pas venu pour porter actuellement plainte, au nom du consul de France, des explica-

tions déjà données par le général Butler lui épargnant peut-être la nécessité de le faire.

M. Seward a répliqué qu'il avait vu dans les journaux des récits de ce qui s'était passé à la Nouvelle-Orléans, mais qu'il n'avait encore rien reçu d'officiel soit du représentant d'aucun gouvernement, soit du département de la guerre; il a ajouté qu'il n'hésiterait pas à intervenir immédiatement dans cette affaire.

La veille, après une courte conversation avec lord Lyons, où pour la première fois son attention avait été appelée sur ce sujet, M. Seward avait obtenu du secrétaire de la guerre l'envoi d'ordres au major Butler, lui enjoignant de s'abstenir, à l'égard de tout consul ou sujet d'une puissance étrangère, de tout acte de sévérité et de toute mesure de rigueur dont la stricte application pût être contestée en droit; ces ordres étaient déjà transmis.

Aujourd'hui on a décidé de remettre le gouvernement civil de la Nouvelle-Orléans à un gouverneur militaire provisoire, qui se rendrait le plus rapidement possible à la Nouvelle-Orléans pour y relever le général Butler de l'administration civile.

M. Seward dit qu'il a déjà désigné un délégué du secrétariat d'Etat, distingué par son intelligence et son caractère, pour se rendre aussi promptement que possible à la Nouvelle-Orléans, y procéder à une enquête et à l'instruction des faits qui, sous l'administration du général Butler, ont donné lieu à des plaintes de violation des droits, priviléges et immunités consulaires; remédier à toute violation de cette nature qu'il s'assurerait avoir positivement eu lieu, en fournissant réparation entière, et en tout autre cas en référer pleinement au secrétaire d'Etat pour sa décision.

Le Ministre des Affaires étrangères au Ministre de France à Washington.

Paris, le 19 juin 1862.

Monsieur, j'ai vu avec plaisir l'accueil fait par M. Seward à vos démarches concernant l'attitude prise, à la Nouvelle-Orléans, par le général Butler. Le *memorandum* que vous a remis M. le secrétaire d'Etat de l'Union, et que M. Dayton a été aussi chargé de me communiquer, ne nous laisse pas de doute sur la nature des instructions qu'aura emportées le commissaire spécial envoyé à la Nouvelle-Orléans. Nous espérons que l'attitude et les procédés de M. Reverdy Johnson permettront d'oublier ceux du général Butler, et qu'aucune atteinte aux priviléges de notre agent ou à la sécurité de nos nationaux ne provoquera les conflits fâcheux qui ont été sur le point de surgir. Je veux croire aussi qu'il ne sera donné aucune suite, le cas échéant, aux ordres émanés du général Butler, à l'effet de ne laisser remonter au delà des forts que les bâtiments de guerre ou bâtiments de transport de l'Union. L'assistance que M. le commandant du *Milan* a pu si opportunément prêter à M. Méjan n'a que trop constaté de quelle utilité était, dans les circonstances actuelles, pour la protection de notre consulat et de nos nationaux, la présence d'un de nos navires de guerre devant la ville même de la Nouvelle-Orléans.

THOUVENEL.

Le Ministre des Affaires érangères au Ministre de France à Washington.

Paris, le 17 juillet 1862.

Monsieur, il serait extrêmement regrettable que le Gouvernement fédéral envisageât aujourd'hui autrement qu'il n'avait semblé le faire d'abord les actes du général Butler, et que l'envoi de M. Reverdi Johnson à la Nouvelle-Orléans n'eût pas les conséquences que nous attendions. Je ne puis supposer que le Cabinet de Washington se refuse à reconnaître combien sont justes et naturelles les observations que vous lui avez déjà adressées au sujet de la situation que l'administration du général Butler tendait à faire à nos nationaux comme aux autres résidants étrangers. Il ne s'agit pas, en réalité, de les traiter en privilégiés, mais seulement de tenir équitablement compte de la différence des positions. Nous n'entendons pas certainement examiner si le Gouvernement fédéral a tort ou raison de soumettre les populations qu'il ramène sous son autorité à des impositions de guerre ou à des amendes, dans le but de les punir de leur attitude antérieure ; ce que nous nous bornons à demander, c'est que ces mesures de représailles n'atteignent pas nos nationaux, qui ne sont armés que pour le maintien de l'ordre public, et qui sont en réalité demeurés assez étrangers aux événements politiques qui se produisaient autour d'eux pour qu'on leur en ait même témoigné un certain ressentiment. C'est donc à bon droit que vous avez réclamé et que vous devez continuer à le faire, au besoin, contre des mesures semblables à celle, par exemple, qui voulait obliger certains détaillants français ayant déjà payé à l'État de la Louisiane la patente fixée par la loi du pays, à en acquitter une seconde fois le montant.

J'attends vos informations subséquentes pour mieux apprécier l'influence que les dernières opérations militaires auront pu exercer sur la situation générale, et en particulier sur la question du coton.

THOUVENEL.

VI

TENTATIVES DE MÉDIATION.

Le Ministre des Affaires étrangères au Ministre de France à Washington.

Paris, le 23 juillet 1862.

Monsieur, nous suivons avec un intérêt plus pénible chaque jour le développement d'une situation dont la durée dément les espérances exprimées tant de fois à Washington. Il faudrait, en effet, que nous eussions oublié les événements qui, à un moment solennel de l'histoire des Etats-Unis, ont intimement lié ce pays à la France, et les sympathies traditionnelles qui en ont été la suite, pour n'être pas bien sincèrement affectés d'une lutte dont le résultat, jusqu'ici, a été la destruction d'incalculables richesses et une effroyable et toujours croissante effusion de sang. On n'en est plus, aujourd'hui, à prédire les désastres que la guerre civile devait amener aux Etats-Unis. Le mal qu'elle a déjà fait a dépassé les prévisions, et il serait impossible de dire si la prolongation du conflit ne nous réserve pas le spectacle d'un acharnement plus grand encore, d'une atteinte plus profonde aux forces vitales de ce grand pays, dont la prospérité faisait, il y a si peu de temps, l'étonnement du monde entier.

Tant de sang répandu, tant de ruines accumulées depuis plus d'une année, n'ont abouti qu'à multiplier les souffrances des populations américaines et à aggraver les dommages qui devaient être, pour l'Europe, la conséquence de ces événements. Il ne s'agit plus, à cet égard, de conjectures dont on pouvait se refuser à admettre l'exactitude : les faits parlent et ne témoignent que trop éloquemment de l'étendue des intérêts qu'a frappés du même coup, sur les deux continents, la crise américaine. En ce qui nous concerne, toutes nos appréhensions se sont vérifiées, et des sollicitations, que justifient de trop réelles souffrances, ne cessent de réclamer du Gouvernement de l'Empereur un remède à ce triste état de choses. Vous avez vu cependant, Monsieur, que, fidèles à nos premières déclarations, nous nous sommes défendus de toute impression qui aurait pu nous amener à modifier notre ligne de conduite vis-à-vis des Etats-Unis. Nous avons persisté à nous maintenir dans la plus stricte neutralité, en écartant toutes les considérations qui auraient tendu à nous la faire abandonner.

Cette attitude d'abstention ne doit pas néanmoins faire perdre de vue au Gouvernement fédéral le fond de la situation, au moment surtout où vient d'être adoptée une mesure aussi grave que la transformation du rigoureux tarif qui était déjà en vigueur en un tarif plus prohibitif encore et qui équivaut presque à la fermeture du marché des Etats-Unis. Il est impossible de se dissimuler qu'aucun Gouvernement ne saurait demeurer sourd indéfiniment aux plaintes qui s'élèvent autour de lui, quand elles sont l'écho du sentiment général du pays.

THOUVENEL.

Le Ministre des Affaires étrangères au Ministre de France à Washington.

Paris, le 18 septembre 1862.

Monsieur, les derniers engagements qui ont eu lieu entre les troupes fédérales et les forces du Sud n'ont fait que rendre plus sensible à nos yeux l'urgence d'une solution qui arrêtât l'effusion du sang, et mît enfin un terme à l'une des luttes les plus désastreuses qui se soient rencontrées dans l'histoire d'un grand peuple. Cette solution, quelle qu'elle soit, n'est possible, nous le savons, que si l'opinion publique aux États-Unis se montre prête à encourager et à soutenir tous ceux qui s'efforceront de la préparer et qui s'emploieront ouvertement à en rechercher les conditions. Mais n'est-il pas permis de croire que le doute s'est déjà fait dans beaucoup d'esprits sur l'efficacité des moyens actuellement mis en usage pour amener la fin de la crise? n'est-on pas autorisé à conclure de certains symptômes que la continuation de la lutte ne répond plus à un besoin bien général dans le pays, et que, dès lors, chaque jour va rendre plus difficiles et plus pénibles les nouveaux sacrifices qu'il lui imposera? S'il en est ainsi, comme nous le supposons, nous avons l'espoir que la conviction qui commence à gagner les esprits, en s'affirmant plus hautement et plus courageusement, hâtera le moment où une intervention amie et officieuse pourra peut-être, sans exciter d'ombrage, s'offrir avec opportunité pour aider au rétablissement de la paix en Amérique. C'est donc à recueillir tous les indices qui peuvent éclairer, à cet égard, le Gouvernement de l'Empereur, que je vous engage, Monsieur, à consacrer tous vos soins et toute votre attention.

THOUVENEL.

VII

PROCLAMATION DU GÉNÉRAL BUTLER.

Le Ministre de France à Washington au Ministre des Affaires étrangères.

New-York, le 7 octobre 1862.

Monsieur le Ministre, les correspondances de notre agent à la Nouvelle-Orléans auront appris à Votre Excellence quelle y est aujourd'hui la situation. Voici encore un nouveau décret de M. Butler qui suffirait pour la caractériser. La population étrangère se trouve naturellement en proie aux inquiétudes les plus vives, en présence des dispositions que les actes de l'administration de Washington et ceux des autorités fédérales sur les lieux développent de plus en plus parmi la population de couleur; dans cet état de choses, j'ai pensé que l'amiral Reynaud, en se portant de sa personne à la Nouvelle-Orléans, avec l'autorité de son grade et avec la fermeté et le tact qui lui sont habituels, pourrait se rendre beaucoup plus utile qu'en restant dans le nord des États-Unis, où nos nationaux ne courent aucun danger, et il m'a suffi de lui en suggérer l'idée pour qu'il l'accueillît avec empressement. Il va donc partir dans deux ou trois jours.

MERCIER.

ANNEXE

PROCLAMATION ADRESSÉE PAR LE GÉNÉRAL BUTLER AUX HABITANTS DE LA NOUVELLE-ORLÉANS, LE 24 SEPTEMBRE 1862.

Tous les individus des deux sexes dans les limites de ce département, de l'âge de dix-huit ans et au-dessus, qui ont été citoyens des États-Unis et n'ont pas renouvelé leur serment d'allégeance aux États-Unis avant cette date, ou qui conservent ou prétendent à quelque allégeance ou sympathie envers les soi-disant États Confédérés, sont requis de s'adresser, avant le 1er octobre prochain, au grand prévôt le plus proche, et de lui donner une liste détaillée de toutes leurs propriétés et droits de propriétés foncières, personnelles et mixtes faite et signée respectivement par eux, avec tout autant de détails en ce qui touche les taxes. Ils noteront aussi le lieu de leur résidence, en déclarant leur rue et le numéro de leur demeure, ou donnant toute autre indication ainsi que leur profession. Leur déclaration sera portée sur un registre qu'ils signeront, et ils recevront un certificat du marshal d'enregistrement comme quoi ils revendiquent d'être ennemis des États-Unis.

Toute personne de celles désignées dans cet ordre qui négligera de se faire ainsi enregistrer sera sujette à l'amende ou à l'emprisonnement avec travaux forcés, ou aux deux peines à la fois ; de plus toutes ses propriétés seront confisquées par ordre, en punition d'une pareille négligence.

Le 1er octobre prochain, tout propriétaire de maison donnera au grand prévôt le plus voisin la liste de tous les locataires de sa maison, de l'âge de dix-huit ans et au-dessus. Cette liste devra contenir les détails suivants : le nom, le sexe, l'âge et la profession de chaque locataire ; s'il est étranger immatriculé, s'il a prêté serment d'allégeance aux États-Unis, s'il en est l'ennemi enregistré, s'il

a négligé de se faire enregistrer, soit comme étranger, soit comme citoyen loyal, soit comme ennemi. Tous les propriétaires de maisons qui négligeront de faire ce rapport, ou qui en feront de faux, seront punis ou d'amende, ou d'emprisonnement avec travaux forcés, ou des deux peines.

Tout policeman, dans sa circonscription, sera responsable du manquement de tout propriétaire qui ne fera pas sa déclaration dans les trois jours, à partir du 1er octobre; le grand prévôt déduira 5 francs par chaque jour de retard sur la paye du policeman qui ne fera pas son rapport, et le renverra du service. Une somme semblable sera payée au policeman qui dénoncera un propriétaire en contravention.

Toute personne qui renouvellera de bonne foi son allégeance aux États-Unis, avant le 1er octobre prochain, et demeurera sincèrement loyale, sera recommandée au Président pour recevoir le pardon de ses offenses antérieures.

VIII

TENTATIVE D'ARMISTICE.

Le Ministre des Affaires étrangères au Ministre de France à Washington.

Paris, le 6 novembre 1862.

Monsieur, je crois devoir vous envoyer confidentiellement copie de la communication que je viens d'adresser à Londres et à Saint-Pétersbourg. Vous vous convaincrez, en la lisant, qu'aucun intérêt exclusif ne nous a

inspiré notre proposition, et que si nous ne doutons pas du service que rendrait aux Etats-Unis une trêve de quelque durée, loin de prétendre au mérite de l'avoir seuls préparée, nous avons à cœur d'associer à nos efforts amicaux les deux grandes Puissances que nous croyons animées, à l'égard des Etats-Unis, de sentiments aussi bienveillants que les nôtres.

DROUYN DE LHUYS.

ANNEXE.

Le Ministre des Affaires étrangères aux Ambassadeurs de France à Londres et à Saint-Pétersbourg.

Paris, le 13 octobre 1862.

Monsieur, l'Europe suit avec un douloureux intérêt la lutte engagée depuis plus d'une année sur le continent américain. Les hostilités ont provoqué des sacrifices et des efforts propres à inspirer assurément la plus haute idée de la persévérance et de l'énergie des deux populations; mais ce spectacle, qui fait tant d'honneur à leur courage, elles ne l'ont donné qu'au prix de calamités sans nombre et d'une prodigieuse effusion de sang. A ces effets d'une guerre civile qui a pris, dès le principe, de si vastes proportions, vient encore s'ajouter l'appréhension d'une guerre servile qui mettrait le comble à tant d'irréparables malheurs.

Les souffrances d'une nation envers laquelle nous avons toujours professé une amitié sincère auraient suffi pour exciter vivement la sollicitude de l'Empereur, lor

même que nous n'eussions pas été atteints par le contrecoup de ces événements.

Sous l'influence des rapports étroits que l'extension des échanges a multipliés entre les diverses régions du globe, l'Europe a ressenti elle-même les conséquences d'une crise qui tarissait l'une des sources les plus fécondes de la richesse publique, et qui devenait, pour les grands centres du travail, la cause des plus pénibles épreuves.

Ainsi que vous le savez, Monsieur, lorsque le conflit a éclaté, nous avons regardé comme un devoir d'observer la plus stricte neutralité, de concert avec les autres grandes puissances maritimes, et le Cabinet de Washington a maintes fois reconnu la loyauté avec laquelle nous avons suivi cette ligne de conduite. Les sentiments qui nous l'ont tracée sont demeurés invariables; mais, loin d'imposer aux Puissances une attitude qui ressemblerait à de l'indifférence, le caractère bienveillant de cette neutralité doit plutôt les porter à se rendre utiles aux deux parties, en les aidant à sortir d'une position qui, pour le moment du moins, paraît sans issue.

Il s'est établi entre les belligérants, dès le début de cette guerre, une pondération de forces qui, depuis lors, s'est presque constamment maintenue, et, après tant de sang versé, ils se trouvent aujourd'hui, sous ce rapport, dans une situation qui n'a pas sensiblement changé. Rien n'autorise à prévoir prochainement des opérations militaires plus décisives. D'après les dernières informations parvenues en Europe, les deux armées seraient, au contraire, dans des conditions qui ne permettraient ni à l'une ni à l'autre d'espérer dans un court délai des avantages assez marqués pour faire pencher définitivement la balance et accélérer la conclusion de la paix.

Cet ensemble de circonstances signale l'opportunité d'un armistice auquel, d'ailleurs, dans l'état des choses, aucun intérêt stratégique ne semble faire obstacle. Les dispositions favorables à la paix qui commencent à se manifester, dans le Nord comme dans le Sud, pourraient,

d'autre part, seconder les démarches qui seraient tentées pour recommander l'idée d'une trêve.

L'Empereur a donc pensé qu'il y aurait lieu d'offrir aux belligérants le concours des bons offices des Puissances maritimes, et Sa Majesté m'a chargé d'en faire la proposition au Gouvernement de Sa Majesté britannique ainsi qu'à la Cour de Russie. Les trois Cabinets s'emploieraient, tant à Washington qu'auprès des États Confédérés, afin d'amener une suspension d'armes de six mois, pendant laquelle tout acte de guerre, direct ou indirect, devrait provisoirement cesser sur mer comme sur terre, et qui pourrait, au besoin, être prolongée ultérieurement.

Ces ouvertures, je n'ai pas besoin de le dire, Monsieur, n'impliqueraient de notre part aucun jugement sur l'origine ou l'issue du différend, ni aucune pression sur les négociations qui s'engageraient, il faut l'espérer, à la faveur de l'armistice. Notre rôle consisterait uniquement à aplanir les obstacles et à n'intervenir que dans la mesure déterminée par les deux parties intéressées. Nous ne nous croirions point appelés, en un mot, à préjuger, mais à préparer la solution des difficultés qui se sont opposées jusqu'ici à un rapprochement entre les belligérants.

L'accord des trois Cours, au surplus, ne répondrait-il pas assez de leurs intentions? N'imprimerait-il pas à leur démarche un caractère évident d'impartialité? Agissant de concert, elles réuniraient les conditions les plus propres à inspirer la confiance : le Gouvernement de l'Empereur, par les traditions constantes de la politique française à l'égard des États-Unis; l'Angleterre, par la communauté des races; la Russie, par les témoignages d'amitié dont elle n'a cessé de donner des preuves au Cabinet de Washington.

Si l'événement ne devait pas justifier l'espoir des trois Puissances, et si l'ardeur de la lutte l'emportait sur la sagesse de leurs conseils, cette tentative n'en serait pas moins honorable pour elles. Elles auraient rempli un

devoir d'humanité plus spécialement indiqué dans une guerre où la passion rend difficile aux deux adversaires tout essai direct de négociations. C'est la mission que le droit public assigne aux neutres, en même temps qu'il leur prescrit une rigoureuse impartialité, et jamais ils n'auraient fait un plus noble usage de leur influence qu'en l'exerçant pour s'efforcer de mettre un terme à une lutte qui cause tant de souffrances et compromet de si grands intérêts dans le monde entier.

Enfin, dussent-elles demeurer sans résultat immédiat, ces ouvertures ne resteraient peut-être pas entièrement inutiles, car elles pourraient encourager le mouvement des esprits vers les idées de conciliation, et contribuer ainsi à hâter le moment où le retour de la paix deviendrait possible.

Je vous invite, Monsieur, à présenter, au nom de Sa Majesté, ces considérations à lord Russell (à M. le prince Gortchakoff), en le priant de vous informer des intentions du Gouvernement de Sa Majesté britannique (de la Cour de Russie).

Vous voudrez bien égalementlui dire que j'écris dans les mêmes termes à l'Ambassadeur de l'Empereur à Saint-Pétersbourg (à Londres).

Drouyn de Lhuys.

Le Ministre des Affaires étrangères au Ministre de France à Washington.

Paris, le 13 novembre 1862.

Monsieur, la proposition que nous avons faite à Londres et à Saint-Pétersbourg, et dont je vous ai envoyé le texte par le dernier courrier, n'a pas rencontré auprès de ces deux Cours l'acquiescement immédiat que nous avions

quelques raisons d'espérer. Bien que je n'aie encore, à ce sujet, que des informations très-sommaires, je n'hésite pas à considérer, dès ce moment, comme ne pouvant plus se réaliser, la demande commune à laquelle nous devions supposer la Grande-Bretagne et la Russie prêtes à s'associer. Convaincus, comme nous l'étions, qu'une entente entre les trois Puissances, dans le sens où nous la provoquions, répondait aux véritables intérêts du peuple américain autant qu'aux nôtres, que cette entente était même, dans les circonstances actuelles, un devoir d'humanité, nous avons dû, vous le comprendrez, voir avec regret l'initiative que nous avions prise, après mûre réflexion, demeurer sans résultat. J'avais tenu à ne pas laisser M. Dayton dans l'ignorance de nos démarches. Je l'en avais donc entretenu confidentiellement, en lui lisant même la dépêche envoyée à Londres et à Saint-Pétersbourg. Je ne pouvais être surpris que M. le Ministre des États-Unis opposât des objections au projet que je lui faisais connaître et qu'il exprimât, en son nom personnel, quelque doute sur l'accueil que trouverait auprès du Cabinet de Washington l'offre de bons offices concertés entre la France, la Russie et la Grande-Bretagne. Mais qu'elle qu'eût dû être, en effet, la réponse du Gouvernement fédéral à ces ouvertures, nous n'avons plus aujourd'hui à la solliciter ou à la discuter, puisque les dispositions évidentes des deux dernières Cours sont de se maintenir dans un rôle d'abstention absolue. Comme elles, nous rentrerons dans l'attitude passive que nous nous étions aussi fait un devoir d'observer jusqu'ici, et dont nous n'aurions pas songé certainement à nous écarter, si nous étions restés indifférents aux maux qu'entraîne pour le présent et aux fatales conséquences que peut avoir pour l'avenir des États-Unis, la continuation indéfinie d'une guerre acharnée.

Les rumeurs dont la presse s'est, à cette occasion, fait l'écho nous ayant paru d'ailleurs de nature à égarer l'opinion publique, ou tout au moins à la laisser dans l'incertitude sur le caractère véritable de notre démarche,

nous avons jugé utile de couper court à toute conjecture hasardée, en mettant sous les yeux de tous, les termes mêmes de notre proposition. Persuadés de l'approbation que le sentiment général du pays accorderait aux motifs dont nous nous sommes inspirés, nous avons pensé qu'en donnant une franche publicité à nos intentions, nous établirions, en outre, à l'encontre de toute supposition contraire, l'esprit si complétement amical et conciliant qu'eût marqué l'offre de nos bons offices et le respect dont elle eût témoigné, quelque pressante qu'elle fût, pour l'indépendancel des Etats-Unis. A cet égard, Monsieur, nous nous plaisons à croire qu'on ne saurait se méprendre autour de vous sur les motifs de notre conduite et sur nos sentiments, et nous désirons que le Cabinet de Washington voie dans ce qui vient de se passer la preuve qu'il nous trouvera toujours disposés à lui prêter, s'il venait plus tard à la souhaiter, l'assistance que nous eussions été heureux de lui voir accepter dès à présent dans un but de paix et de conciliation.

Drouyn de Lhuys.

Le Ministre des Affaires étrangères au Ministre de France à Washington.

Paris, le 18 novembre 1862.

Monsieur, les réponses des Cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg à la communication que M. le comte de Flahault et M. le duc de Montebello avaient été chargés de leur faire au sujet du conflit américain, m'ont été communiquées par les représentants des deux Cours à Paris.

J'ai l'honnenr de vous envoyer ci-joint copie des dépêches écrites, à cette occasion, à M. le comte Cowley et

à M. d'Oubril par lord Russell et par M. le prince Gortchakoff. L'un et l'autre, tout en s'associant aux sentiments dont notre communication contenait l'expression, déclinent une entente dont l'opportunité ne leur paraît pas encore aussi bien démontrée qu'à nous-mêmes.

Il serait superflu de discuter maintenant leur opinion: il suffit qu'elle nous ait été exprimée, pour que nous n'insistions pas davantage sur notre suggestion; mais ce serait à tort qu'on induirait de notre abstention que nous avons, quant à nous, changé d'avis sur les résultats qu'on pouvait attendre de l'accord que nous provoquions. Non-seulement les sentiments qui nous avaient dicté notre démarche étaient trop honorables pour que nous éprouvions le moindre regret de l'avoir faite parce qu'elle est restée infructueuse, mais nous persistons à croire fermement que l'offre de nos bons offices collectifs eût préparé, dès à présent, aux Etats-Unis un moyen parfaitement acceptable de hâter le dénoûment de la crise actuelle. C'est vous dire, Monsieur, que nous ne renonçons pas à la pensée de voir cette conviction entrer dans d'autres esprits, et que tout appel fait à nos sympathies, et à notre sincère intention de faciliter, autant qu'il dépendra de nous, l'œuvre de paix que nous jugeons si désirable, nous trouvera prêts à y déférer. Une entente entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie eût permis sans doute de formuler un plan, de combiner des propositions à soumettre en commun aux parties belligérantes : aujourd'hui, nous ne pourrions songer à prendre seuls et spontanément aucune initiative de ce genre. Mais il est bon que l'on sache, aux Etats-Unis, que nos dispositions n'ont pas varié, et que ce ne serait pas vainement qu'on s'adresserait à nous, si nos bons offices semblaient pouvoir être utilement invoqués. Expliquez-vous-en donc franchement et de manière à bien faire comprendre à tout le monde, autour de vous, que le Gouvernement de l'Empereur sera toujours heureux de pouvoir contribuer à la pacification d'un peuple ami, à tout moment et dans quelques conditions que ce soit,

ou isolément, ou, comme il le proposait, avec le concours de la Grande-Bretagne et de la Russie, ou avec celui de toutes autres Puissances qu'on voudrait appeler à coopérer à cette œuvre d'humanité et de bonne politique.

DROUYN DE LHUYS.

Le Ministre des Affaires étrangères au Ministre de France à Washington.

Paris, le 27 novembre 1862.

Monsieur, le Ministre des Etats-Unis a cru devoir, à la suite de la publication, dans le *Moniteur*, de ma dépêche à Londres et à Saint-Pétersbourg, du 30 octobre, résumer, sous la forme la plus courtoise d'ailleurs, dans une lettre qu'il m'a adressée, tout ce qu'il m'avait exposé déjà verbalement sur la situation de son Gouvernement. J'ai répondu à cette communication de nature, suivant M. Dayton, à ne pas laisser de doutes sur la supériorité de ressources et d'avantages que le Nord conserverait sur le Sud, par la lettre dont je crois utile de vous envoyer ci-joint copie. Elle confirme, comme vous le verrez, le langage que, conformément à mes instructions, vous aurez déjà tenu à Washington.

DROUYN DE LHUYS.

ANNEXE.

Le Ministre des Affaires étrangères à M. Dayton, Ministre des Etats-Unis à Paris.

Palais de Compiègne, le 23 novembre 1862.

Monsieur, j'ai pris connaissance avec un vif intérêt des renseignements que vous avez bien voulu me communiquer sur la situation respective des deux parties belligérantes aux Etats-Unis. Vous m'exprimez le vœu que ces informations puissent modifier mon opinion relativement à l'équilibre des forces entre les Etats du Nord et ceux du Sud, et elles sont de nature à me faire apprécier toutes les ressources de votre Gouvernement. Mais il n'en est pas moins vrai que, malgré l'inégalité du nombre et des moyens financiers, malgré des avantages locaux et des conquêtes partielles, les conditions de sol et de climat semblent opposer d'invincibles obstacles aux progrès de la lutte, et que l'énergie, égale des deux côtés, tend à lui imprimer un caractère d'indomptable acharnement. Je me plais à rendre hommage avec vous au courage qu'ont montré, jusqu'ici, les Américains de part et d'autre ; mais ce courage même, tout en excitant l'admiration du monde, n'est propre qu'à rendre plus incertain le sort des combats, et à reculer ainsi le terme des désastres de cette sanglante guerre.

Vous savez, Monsieur, quels sentiments ce triste spectacle fait naître en nous. Vous connaissez la démarche qu'une profonde sympathie pour l'Amérique a inspirée au Gouvernement de l'Empereur, dans l'espérance de

frayer les voies à la réconciliation. Cette démarche, vous le savez aussi, ne devait et ne pouvait avoir lieu, dans la pensée de l'Empereur, qu'avec le consentement et le concours des deux parties belligérantes. Aujourd'hui, l'accueil fait à notre proposition par les Cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg empêche que nous ne songions à y donner suite. Mais je puis, Monsieur, vous assurer que nos dispositions amicales n'ont pas changé. Si, quelque jour, les Américains, lassés de tourner leur valeur contre eux-mêmes, voulaient recourir à nous pour rechercher de concert les moyens de terminer ce conflit, ils nous retrouveraient toujours prêts, soit en nous associant à d'autres Puissances, soit isolément, à les aider de notre concours, et à témoigner par nos bons offices des sentiments qui n'ont cessé d'animer la France à leur égard.

Drouyn de Lhuys.

Le Ministre de France à Washington au Ministre des Affaires étrangères.

Washington, le 10 novembre 1862.

Monsieur le Ministre, les élections qui viennent d'avoir lieu peuvent être considérées comme le témoignage incontestable d'un grand changement dans les dispositions des esprits au sujet de la guerre. Au moment de ces élections, la question qui s'est trouvée posée en réalité devant le pays a été celle de savoir si la guerre devait être poursuivie à outrance, avec l'intégrité du territoire pour but exclusif, dût-elle aboutir à l'insurrection servile, à la dévastation complète du Sud et à la ruine des libertés publiques, ou si elle devait être contenue dans les limites que lui impo-

saient les principes et les droits reconnus par la Constitution, dût-elle ne pas atteindre complétement son but. Le mouvement d'opinion qui vient de se produire, bien qu'il soit l'expression d'un mélange d'aspirations assez diverses, me semble être, en définitive, et surtout par ses conséquences pratiques, tout à fait en opposition avec la politique de la guerre à outrance. C'est du moment où j'ai vu naître ces dispositions que j'ai cru opportun, pour le Gouvernement de l'Empereur, de préparer quelque démarche conciliatrice qui pût venir en aide au rétablissement de la paix.

MERCIER.

Le Ministre de France à Washington au Ministre des Affaires étrangères.

Washington, le 18 novembre 1862.

Monsieur le Ministre, le point essentiel à atteindre, si l'on concluait à l'opportunité d'une médiation, serait d'empêcher que les hostilités puissent être reprises au printemps. Si à cette époque, en effet, il s'ouvrait une nouvelle campagne, il pourrait être très-difficile d'en arrêter le cours, et les conséquences en seraient infailliblement désastreuses à tous égards. Une considération qui doit aussi avoir quelque poids, c'est que les travaux pour la culture du coton commencent an mois de mars, et que si, d'ici là, la paix n'était pas devenue au moins probable, cette culture serait abandonnée sans qu'il fût possible de dire si elle serait jamais reprise.

MERCIER.

IX

TENTATIVE DE NÉGOCIATIONS POUR LA PAIX.

Le Ministre des Affaires étrangères à M. Mercier, Ministre de l'Empereur à Washington.

Paris, le 9 janvier 1863.

Monsieur, si, en formant le dessein de concourir, par l'offre de nos bons offices, à rapprocher le terme des hostilités qui désolent le continent américain, nous n'eussions été guidés avant tout par l'amitié qui anime le Gouvernement de l'Empereur à l'égard des Etats-Unis, le peu de succès de nos ouvertures pouvait refroidir l'intérêt avec lequel nous suivons les péripéties de cette lutte. Mais le sentiment auquel nous avons obéi est trop sincère pour que l'indifférence trouve place dans notre esprit, et que nous cessions d'être douloureusement affectés quand la guerre continue de sévir. Nous ne saurions envisager sans un profond regret cette guerre plus que civile, comparable aux déchirements les plus terribles des anciennes républiques, et dont les désastres se multiplient en proportion des ressources et du courage que déploie chacune des parties belligérantes.

Le Gouvernement de Sa Majesté a donc mûrement examiné les objections qui nous ont été faites quand nous avons suggéré l'idée d'une médiation amicale, et nous nous sommes demandé si elles sont véritablement de nature à écarter, comme prématurée, toute tentative de rapprochement.

On nous a opposé, d'une part, la répugnance des Etats-

Unis à admettre l'intervention d'influences étrangères dans le différend ; de l'autre, l'espoir, que le Gouvernement fédéral n'a pas abandonné, d'obtenir une solution par les armes.

Assurément, Monsieur, le recours aux bons offices d'une ou de plusieurs Puissances neutres n'a rien d'incompatible en soi avec la fierté si légitime chez un grand peuple, et les guerres purement internationales ne sont pas les seules à fournir des exemples du rôle utile des médiateurs. Nous nous flattons, d'ailleurs, qu'en offrant de nous mettre à la disposition des parties belligérantes pour faciliter entres elles des négociations dont nous nous abstenons de préjuger les bases, nous avons témoigné au patriotisme des Etats-Unis tous les égards qui lui sont dus, aujourd'hui plus encore peut-être que jamais, après tant de preuves nouvelles de force morale et d'énergie. Nous n'en sommes pas moins prêts, dans les vœux que nous formons en faveur de la paix, à tenir compte de toutes les susceptibilités du sentiment national, et nous ne contestons nullement au Gouvernement fédéral le droit de décliner le concours des grandes Puissances maritimes de l'Europe. Mais ce concours est-il le seul moyen qui s'offre au cabinet de Washington pour hâter le terme de la guerre? et, s'il croit devoir repousser toute immixtion étrangère, ne porrait-il accepter honorablement la pensée de pourparlers directs avec l'autorité qui représente les Etats du Sud?

Le Gouvernement fédéral ne désespère pas, nous le savons, de donner une impulsion plus active aux hostilités. Les sacrifices n'ont pas épuisé ses ressources, encore moins sa persévérance et sa fermeté. La durée de la lutte, eu un mot, n'a point ébranlé sa confiance dans le succès définitif de ses efforts. Mais l'ouverture de pourparlers entre les parties belligérantes n'implique pas nécessairement la cessation immédiate des hostilités. Les négociations pour la paix ne sont pas toujours la suite d'une suspension d'armes. Elles précèdent, au contraire, le plus souvent, l'établissement des trêves. Combien de

fois n'a-t-on pas vu les plénipotentiaires se réunir, échanger des commnnications, convenir de toutes les dispositions essentielles des traités, résoudre enfin la question même de la paix ou de la guerre, pendant que les chefs d'armée continuaient la lutte, et cherchaient jusqu'au dernier moment à modifier par la voie des armes les conditions de la paix ? Pour ne rappeler qu'un souvenir puisé dans l'histoire des Etats-Unis, les négociations qui ont consacré leur indépendance avaient commencé longtemps avant que les hostilités eussent cessé dans le nouveau monde, et l'armistice ne fut établi que par l'acte du 30 novembre 1782, qui, sous le nom d'*articles provisionnels*, renfermait d'avance les causes principales du traité définitif de 1783.

Rien n'empêcherait donc que le Gouvernement des Etats-Unis, sans renoncer aux avantages qu'il croit pouvoir attendre de la continuation de la guerre, entrât en pourparlers avec les confédérés du Sud, dans le cas où ils s'y montreraient eux-mêmes disposés. Des représentants ou des commissaires des deux parties s'assembleraient sur tel point qu'elles jugeraient convenable de désigner, et qui pourrait être à cet effet déclaré neutre Les griefs réciproques seraient examinés dans cette réunion. Aux accusations que le Nord et le Sud se renvoient mutuellement aujourd'hui se substituerait une discussion contradictoire des intérêts qui les divisent. Ils rechercheraient, par une délibération régulière et approfondie, si ces intérêts sont définitivement inconciliables, si la séparation est une extrémité qui ne puisse plus être évitée, ou si les souvenirs d'une existence commune, si les liens de toute nature qui ont fait du Nord et du Sud un seul et même Etat fédératif et l'ont porté à un si haut degré de prospérité, ne sont pas plus puissants que les causes qui ont mis les armes à la main aux deux populations.

Une négociation dont l'objet serait ainsi déterminé ne comporterait aucune des objections élevées contre une intervention diplomatique de l'Europe ; et, sans

faire naître les mêmes espérances que la conclusion immédiate d'un armistice, elle pourrait exercer une influence heureuse sur la marche des événements. Pourquoi donc une combinaison qui ménage toutes les convenances des Etats-Unis n'obtiendrait-elle pas l'approbation du Gouvernement fédéral? Persuadés, pour notre part, qu'elle est conforme à ses véritables intérêts, nous n'hésitons pas à la recommander à son attention, et, n'ayant cherché dans le projet d'une médiation des Puissances maritimes aucune vaine ostentation d'influence, nous applaudirions, avec un complet dégagement de toute susceptibilité d'amour-propre, à l'ouverture d'une négociation qui appellerait les deux populations à débattre, sans le concours de l'Europe, la solution de leur différend. Je vous invite, Monsieur, à en donner l'assurance au cabinet de Washington, en recommandant à sa sagesse des conseils dictés par le plus sincère intérêt pour la prospérité des Etats-Unis. Vous êtes en outre autorisé, si M. Seward vous en exprime le désir, à lui laisser une copie de cette dépêche.

Drouyn de Lhuys.

Le Ministre des Affaires étrangères à M. Mercier, à Washington.

Paris, le 26 février 1863.

Monsieur, M. Seward a transmis à M. Dayton, ainsi qu'il vous l'annonçait au départ du courrier, la réponse du cabinet de Washington à notre dernière proposition, et M. le Ministre des Etats-Unis est venu me communiquer cette pièce. Vous saviez déjà qu'elle concluait à un refus. Je suppose que vous aurez eu depuis connaissance des termes mêmes de ce document. Voici, au surplus, quel en est le résumé. M. Seward commence par

déclarer que le Président a examiné notre proposition avec toute la considération qui était due aux souffrances imméritées que le conflit américain fait peser sur nos populations comme sur celles de l'Union, et à l'ancienne et sincère amitié qui a inspiré nos conseils. Mais il ajoute que le Président ne saurait partager les impressions sur lesquelles on se fonde pour douter de l'issue de la lutte. Il ne faut voir, suivant lui, dans ces alternatives de succès et de revers qui l'ont marquée depuis le commencement, que les vicissitudes inséparables de toute entreprise militaire : car les forces fédérales n'ont pas cessé d'avancer vers leur but, et tiennent aujourd'hui étroitement bloqué le territoire des insurgés. Les mesures successivement prises par les pouvoirs législatif et exécutif prouvent que la nation a pu déployer autant d'activité que n'importe quel autre État qni eût été placé dans les mêmes circonstances, et ses ressources sont encore abondantes, en même temps que son crédit est à la hauteur de tous les besoins du moment. L'idée de nommer de part et d'autre des commissaires qui se rencontreraient sur un territoire neutre, pour y discuter la question du maintien ou de la rupture de l'Union, a donc pu nous paraître réalisable par suite de notre bienveillant désir de voir la paix se rétablir. Mais, quant au gouvernement fédéral, il est convaincu qu'alors même qu'il pourrait aborder une pareille discussion, en présence d'une révolte armée, toute offre pacifique de sa part, sur la base d'une réédification de l'Union, serait infailliblement rejetée par la partie adverse ; et que s'il avait, d'un autre côté, la pensée de consentir à une séparation, il encourrait la réprobation universelle de la nation. Le Congrès peut, à son avis, plus utilement contribuer qu'une négociation engagée dans la forme indiquée, à résoudre les questions en litige, en se complétant par l'adjonction des sénateurs et des représentants de la portion mécontente de la population, et sauf à faire sanctionner ses décisions par une convention nationale qui leur donnerait la force d'une loi organique.

Cette rapide analyse suffit pour constater que le cabinet de Washington, s'il a cru devoir décliner notre proposition, a tenu à le faire, du moins, dans les termes les plus amicaux.

DROUYN DE LHUYS.

X

DE LA RECONNAISSANCE DES ÉTATS CONFÉRÉS DU SUD.

Le Ministre des Affaires étrangères, à M. Mercier, à Washington.

Paris, le 13 septembre 1863.

Monsieur, M. Dayton, qui apporte dans ses relations avec moi une grande confiance et une droiture dont je me plais à rendre témoignage, s'est ému de certaines rumeurs qui paraissent avoir trouvé, ces jours derniers, quelque créance à Paris, et il est venu m'en entretenir. A s'en rapporter à ces bruits, trop légèrement acceptés, le Gouvernement de l'Empereur se serait décidé à reconnaître les Etats du Sud. Un traité aurait même déjà été signé, d'après lequel la nouvelle confédération céderait à la France, soit pour elle-même, soit pour en faire la rétrocession au Mexique, le Texas et une partie de la Louisiane.

Au moment où M. Dayton me faisait part de ces renseignements, je me trouvais précisément dans le cas de lui offrir informations pour informations, et, avant de répondre aux questions qu'il m'adressait, je lui ai demandé si, parmi les symptômes alarmants pour le maintien des bons rapports des deux pays, il n'avait pas

recueilli, comme moi, d'autres nouvelles également répandues dans le public, telles, par exemple, que la remise qu'il m'aurait faite d'une protestation de son Gouvernement contre notre expédition du Mexique et ses conséquences, la conclusion d'une alliance offensive et défensive entre les États-Unis et la Russie, l'apparition d'une flotte fédérale devant la Vera-Crux.

A l'égard de la protestation, après m'avoir fait remarquer que je savais mieux que personne qu'il ne m'en avait remis aucune, M. Dayton m'a dit qu'en s'inspirant de l'esprit général de la correspondance de M. Seward et de la connaissance qu'il avait lui-même des dispositions de ses concitoyens, il avait pu me parler de l'impression produite sur l'opinion de son pays par l'intervention prépondérante d'une Puissance européenne dans une République américaine, et par la création d'un établissement monarchique dans une contrée voisine des États-Unis; mais que de là à une protestation ou à une intention quelconque d'ingérence comminatoire il y avait fort loin, et que rien dans ses instructions ne l'autorisait à franchir cette distance. Il ne savait rien, d'autre part, de l'alliance prétendue de son Gouvernement avec la Russie, et il avait toutes raisons de n'y pas croire. Quant à la présence d'une flotte fédérale devant la Vera-Cruz, cette nouvelle ne lui paraissait même pas mériter l'honneur d'un démenti.

J'ai dit à M. Dayton que je n'avais jamais attaché d'importance aux bruits que je lui signalais, et qu'en lui en parlant j'avais eu beaucoup moins pour but de provoquer de sa part des explications que de le prémunir lui-même contre les rumeurs d'autre nature, mais probablement de même provenance, dont il m'avait entretenu. Je pouvais, du reste, les démentir catégoriquement. A l'égard de la reconnaissance des États du Sud, les dispositions du Gouvernement de l'Empereur lui étaient connues, et cette question en était toujours au point où l'avaient laissée nos derniers entretiens. Nous n'avions donc pas reconnu le Sud, et, à plus forte raiaon, nous n'avions signé avec lui aucun traité de cession du Texas et

de la Louisiane. A ce propos, je pouvais lui répéter ce que je lui avais déjà dit souvent, que nous ne recherchions, pour nous-mêmes ni pour d'autres, aucune acquisition en Amérique. J'ai ajouté que j'espérais que le bon sens du peuple des États-Unis ferait justice des exagérations et des fausses suppositions à l'aide desquelles on cherchait à égarer et à aigrir l'opinion, et que je comptais sur son concours pour tâcher de faire prévaloir une plus équitable appréciation de nos intentions et des nécessités auxquelles obéissait notre politique.

J'ai pensé, Monsieur, qu'il était bon que vous fussiez informé des détails de cette conversation, afin que vous puissiez, de votre côté, en faire part à M. Seward et en prendre texte pour rectifier autour de vous les jugements faux et les préventions non justifiées.

Drouyn de Lhuys.

XI

DISPOSITIONS DE LA FRANCE EN 1865.

Extrait de la situation de l'Empire présentée au Sénat et au Corps législatif le 19 *février* 1865.

La guerre continue aux Etats-Unis, et l'indomptable résolution des deux belligérants ne permet pas plus qu'il y a un an d'entrevoir le terme de cette lutte sanglante et désastreuse. Le Gouvernement de l'Empereur ne s'est pas départi des principes de stricte neutralité dont il a fait, depuis le commencement de la guerre, la règle de sa conduite. Décidés, tant que les circonstances n'y seraient pas plus favorables, à ne point renouveler nos tentatives pour ouvrir la voie à une transac-

tion, nous sommes demeurés spectateurs inactifs, mais non indifférents, d'un conflit où s'accumulent tant de ruines. Nous avons dû porter exclusivement notre sollicitude sur la condition si digne d'intérêt de nos nationaux. A raison de la situation particulière des Etats confédérés du Sud, avec lesquels nous n'entretenons point de relations officielles, nous n'avons pu, souvent, qu'enregistrer les réclamations des résidents français dans ces Etats, en nous réservant de les faire valoir en temps opportun. Nous n'avons, en même temps, rien négligé pour amener le Gouvernement fédéral à reconnaître qu'il était de stricte équité de distinguer, parmi les dommages subis par nos nationaux, ceux qui résultaient des opérations militaires et ceux que les autorités, par des réquisitions forcées ou irrégulières, leur avaient gratuitement infligés, et nous avons insisté pour qu'une légitime réparation fût accordée à ces derniers griefs. Nous voudrions pouvoir ajouter que nos démarches ont obtenu le résultat que nous étions en droit d'espérer.

FIN.

TABLE DU SECOND VOLUME

QUATRIÈME PARTIE.

CINQUIÈME PARTIE.

